

**DE LA PROTECTION DES BIENS
DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ
NON INTERDIT
ET DU PSYCHOPATHE TRAITÉ
DANS UN SERVICE OUVERT**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 12 Octobre 1937, à 10 heures

PAR

MARCEL BURLE

Lauréat de la Faculté

Né le 15 Novembre 1914, à Vézelize (M.-et-M.)

MEMBRES DU JURY :

Président MM. SIMONNET, professeur.

Assesseurs. { TEITGEN, agrégé de droit public.
Dr HAMEL, chargé de cours à la Faculté de Médecine.

NANCY-LAXOU

Imprimerie A. TOLLARD, 2 et 4, Rue de Maréville

1937

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROTECTION DES BIENS
DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ
NON INTERDIT
ET DU PSYCHOPATHE TRAITÉ
DANS UN SERVICE OUVERT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 12 Octobre 1937, à 10 heures

PAR

MARCEL BURLE

Lauréat de la Faculté

Né le 15 Novembre 1914, à Vézelize (M.-et-M.)

MEMBRES DU JURY ;

Président MM. SIMONNET, professeur.

Assesseurs { TEITGEN, agrégé de droit public.
Dr HAMEL, chargé de cours à la Faculté de Médecine.

NANCY-LAXÔU

Imprimerie A. TOLLARD, 2 et 4, Rue de Maréville

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, 1, 1 I).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (*, 1 I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C *, 1 I),

MICHON (*, 1 I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, 1 I).

ROLLAND (1 I).

MOREL (*, 1 I).

GÉNY (C *, 1 I).

RENARD (1 I).

MICHON (*, 1 I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (1 I), docteur en droit.

MM. SENN (*, 1, 1 I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, 1 I), professeur de Droit criminel.

KRCELL (1 I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (1 I), professeur de Droit international public.

LESCOT (1 I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (1 I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (1, 1 I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (1 A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (1 A), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE.

A MA MÈRE.

A MON FRÈRE.

DE LA PROTECTION DES BIENS

de l'Aliéné interné non interdit

et du Psychopathe

traité dans un Service ouvert ⁽¹⁾

(1) Nous employons à dessein le terme psychopathe, par rapport à l'expression traditionnelle d'aliéné, car nous entendons sous ce vocable tous les sujets atteints d'affection mentale, qu'ils soient ou non justiciables de l'internement. A côté des aliénés proprement dits, sujets dangereux pour les autres ou pour eux-mêmes, qui doivent faire l'objet de mesures spéciales visant l'ordre public ou la sécurité des personnes, il existe un grand nombre de malades dont l'état ne requiert aucune précaution de cet ordre et qui ne saurait en conséquence être soumis à une mesure d'exception. Pour eux, l'internement ne doit pas jouer.

AVANT-PROPOS

Le but que nous nous proposons ici, en entreprenant l'étude de la protection des biens de l'aliéné non interdit et du psychopathe traité dans un service de cure libre dit « service ouvert » est de compléter l'ouvrage dont M. Roger Pierron est l'auteur sur « les internements arbitraires et la protection des psychopathes ».

Qu'il nous soit permis de remercier cordialement notre excellent ami pour l'esprit de collaboration et de confiance dans laquelle nous avons toujours travaillé au cours de nos études et pour le précieux concours qu'il nous a apporté lors de l'élaboration de notre travail, puisque c'est sur son initiative que nous avons choisi ce sujet pour thème de notre thèse.

C'est également à M. le Docteur Hamel, président de l'Association des Médecins aliénistes de France, chargé du cours de clinique mentale à la Faculté de Médecine que s'adresse toute notre gratitude pour la bienveillance spontanée qu'il a manifestée à notre égard.

Nous remercions aussi M. le Docteur Beaudouin, qui, en mettant gracieusement à notre disposition les nombreux documents de la Bibliothèque de l'Hôpital

psychiatrique de Maréville nous a fourni l'occasion d'acquérir des connaissances approfondies sur le service des aliénés qui échappaient en grande partie à l'attention du juriste et qui ont constitué pour nous des éléments précieux et sûrs pour la composition de notre thèse.

INTRODUCTION

S'il est une loi qui, au cours de son existence, a été l'objet à la fois de multiples louanges et de critiques violentes et passionnées, mais qui néanmoins a réussi à vaincre toutes les vicissitudes du temps pour atteindre d'ici peu l'auréole du centenaire, c'est bien la loi du 30 juin 1838 sur l'assistance aux aliénés.

Combien ses détracteurs n'ont-ils pas imaginé de formules saisissantes et lapidaires pour cristalliser leur opinion à cet égard ! Quel est le domaine du droit civil qui a été l'objet d'autant d'études ou de discussions (les nombreux projets de réforme de cette loi en font foi), sans que tous ces efforts aient été couronnés de succès ! C'est que cette loi n'était pas aussi mauvaise, aussi défectueuse qu'on voulait le laisser entendre. Elle constitue en effet « par ses soubassements solides » un ensemble homogène et harmonieux, de telle sorte que sa modification sur un point quelconque pouvait entraîner l'écroulement de tout l'édifice sur lequel elle était construite.

Cependant il serait absurde de soutenir qu'elle est encore parfaite, qu'elle ne comporte pas de nombreuses lacunes, d'autant plus que sa mise en application a donné, comme nous le verrons, un démenti formel aux intentions de ses auteurs. La logique impose tout

au moins la nécessité de la moderniser et de la mettre en concordance avec les principes nouveaux de la médecine mentale qui ont vu le jour depuis un siècle.

Personne n'ignore, au surplus, les polémiques retentissantes qu'elle a soulevées tant en ce qui concerne le domaine de la protection de la liberté individuelle que celui de la protection des biens.

Tout le monde a pris une part active à ces campagnes, les personnes compétentes et inexpérimentées, les médecins comme les juristes et les hommes politiques. Les journalistes eux-mêmes s'en sont mêlés, se faisant les interprètes d'idées et de conceptions, dont la discussion aurait dû rester sur le plan scientifique et non pas devenir un sujet « de place publique » débattu entre des profanes sensibles à tous les remous de l'opinion publique.

C'est que cette opinion primesautière est une proie facile aux slogans répandus. Les individus, farouches défenseurs de leur liberté individuelle et de leur indépendance qui tourne aujourd'hui à l'individualisme le plus égoïste, sont devenus de plus en plus sensibles au nom de cette liberté à tout ce qui serait de nature à l'entraver. Comment, dit-on, un simple particulier, sur le vu d'un certificat médical, sera en mesure d'obtenir un arrêté d'internement ? C'est un abus de pouvoir, un stratagème fallacieux qui rappelle singulièrement le temps des lettres de cachet que, sous l'ancien régime, le roi délivrait selon son bon plaisir aux personnes qui l'en sollicitaient. Un tel régime ne peut plus s'accommoder avec les mœurs actuelles.

Or, aujourd'hui, si l'on s'est tant intéressé à la

question des aliénés, et avec raison d'ailleurs, c'est que les progrès de la médecine mentale ont fait ressortir la multiplicité de ces maladies et que les statistiques ont souligné la progression constante et continue du nombre des individus qui en étaient atteints.

La folie avec toutes les tares dont elle est la cause marche de pair avec le développement de la civilisation et des vices qui en sont une des conséquences. Le paupérisme, la prolétarianisation d'un nombre de plus en plus considérable, la misère physiologique et morale résultant d'un chômage presque à l'état permanent que le machinisme a engendré sont les meilleurs « fourriers de cette maladie pitoyable », la masse ouvrière constituant en général le milieu où se recrute l'armée sans cesse croissante du nombre des déments. La multiplicité des industries entraîne par contre-coup la multiplication des cabarets; or, l'alcoolisme et la syphilis fleurissant de toutes parts est une des principales sources de l'aliénation mentale pour l'ivrogne, le débauché ou sa progéniture.

D'un autre côté, à mesure que s'accroît ce fléau, il y a lieu de prendre des mesures de plus en plus énergiques pour le combattre. C'est pour cette raison d'ailleurs que le nombre des asiles augmente de jour en jour et que sous l'influence des idées humanitaires les familles admettent plus facilement que leurs membres soient traités dans des établissements spéciaux.

Mais si l'opinion publique s'est insurgée contre cette loi au nom de la liberté individuelle, que, prétendait-on, elle ne garantissait pas assez ou même qu'elle était susceptible, sous le couvert de ses dispositions, de

favoriser des séquestrations prétendues arbitraires, la même opinion, aussi aveugle dans sa passion partisane et prête à suivre tête baissée et sans discernement les idées émises au hasard s'est un peu moins inquiétée des garanties insuffisantes de cette même loi en ce qui concerne l'administration des biens des individus atteints d'aliénation mentale.

Ce sont en particulier les hommes de l'art, les aliénistes et les juristes qui ont attiré l'attention sur ce point. « Loi désuète et odieuse », ont dit les uns, « loi de cupidité pour les familles », tel est l'avis des autres. Mais sur cette matière, partisans et adversaires du mode de séquestration en vigueur sont d'accord pour réclamer des modifications utiles.

C'est qu'en effet les deux aspects du problème : la condition de la personne et la protection de ses biens, loin de se trouver sur des plans différents, sont au contraire intimement liés. L'être humain est une individualité, titulaire de droits et d'obligations qui n'ont de valeur que par rapport aux objets sur lesquels ils s'exercent. Toute personne, quelle que soit la modicité de ses ressources, possède toujours un patrimoine au sens juridique du mot, dont il faut assurer la conservation, tant que son titulaire en est empêché. « Et surtout, écrit M. Saleilles, puisqu'il s'agit de faire une loi protectrice de la liberté individuelle, c'est que l'on suppose que des séquestrations arbitraires peuvent se produire. Ou bien il s'agira d'empêcher un testament, une reconnaissance d'enfant naturel, ou bien un mariage qui déplaît aux héritiers ou les menace dans leurs droits, ou bien on convoitera un dé-

tournement, sinon des capitaux, tout au moins des revenus. Ce que l'on vise, c'est une déchéance civile, une incapacité ou une mainmise sur les biens. »

L'effort du législateur dans une réforme de la loi sur les aliénés devra porter beaucoup plus sur ce problème de la protection des biens que sur celui de la liberté individuelle. L'expérience a en effet montré qu'il n'y a pas d'internement arbitraire ou que chaque fois qu'il y a eu un internement prétendu tel, la personne qui en était l'objet se trouvait sous l'empire d'une crise de folie plus ou moins aiguë, de courte durée certes, mais il n'en est pas moins vrai que son état justifiait son placement dans une maison de santé (1). Malheureusement il est de coutume journalière que des internements justifiés ont pour motif accessoire ou sont l'occasion d'actes de même nature que ceux cités plus haut et dont les auteurs échappent à toute sanction. Le désir de s'emparer de l'administration des biens de la personne internée ou de la conserver fait que les parents ont souvent un intérêt puissant à faire séquestrer l'aliéné et à s'opposer à ce que la liberté lui soit rendue.

L'administration des biens a été jusqu'à présent trop négligée. La plupart des auteurs qui ont écrit sur cette législation admettent qu'elle est suffisamment protégée. C'est une erreur qu'il faut détruire, car la fortune des aliénés n'est pas mieux protégée que celle

(1) Pour plus amples renseignements, consulter à ce sujet la thèse de M. Roger Pierron : « Des internements arbitraires et du régime des psychopathes », notamment, p. 113 et suivantes.

des mineurs et de tous les incapables. C'est à l'étude de ce problème que nous allons spécialement nous attacher.

Au point de vue de l'administration des biens, on a pris l'habitude de classer les aliénés en trois catégories.

D'abord les personnes atteintes d'aliénation mentale, mais dont l'état n'a été ni administrativement, ni judiciairement reconnu. Ce sont les aliénés de fait, ils ne sont pas incapables en droit. Leurs actes sont valables aux conditions ordinaires, pour en demander la nullité, il faudra prouver le défaut de volonté au moment même de la conclusion de l'acte.

Puis les personnes atteintes d'aliénation mentale dont l'état a été judiciairement constaté, soit qu'elles se trouvent dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité, et que, de ce fait, elles aient été interdites, soit que, atteintes de faiblesse intellectuelle, elles aient été pourvues d'un conseil judiciaire. Leur condition a été réglée par les articles 489 à 513 du Code Civil, 890 à 898 du Code de Procédure Civile et la loi du 16 mars 1893.

Entre ces deux catégories, se placent tout un groupe de personnes atteintes d'affection mentale dont l'état, sans avoir été judiciairement constaté, a nécessité leur séquestration dans un établissement public ou privé. Ce sont les aliénés dont s'est occupée la loi du 30 juin 1838.

Mais aujourd'hui une nouvelle étape reste à franchir dans cette œuvre humanitaire. L'on ne songe plus seulement à assurer la guérison des malades, mais aussi à agir dans un but préventif en luttant par

avance contre ce terrible fléau pour en déceler les signes précurseurs. Il existe de nombreuses personnes présentant des symptômes d'aliénation mentale qui, si elles sont soignées en temps voulu, peuvent échapper à ses effets. Tel est l'objet des services ouverts qui ont pris, au cours de ces dernières années, une très grande ampleur. Les sujets qui y entrent en observation, appelés des « psychopathes », sont des malades dont l'état ne mérite pas ou ne justifie pas l'internement. En fait, ils sont incapables de gérer leurs biens, de se diriger, plus ou moins habiles à défendre leurs intérêts et à apprécier la valeur morale de leurs actes.

Destitués de leurs facultés, ils ne peuvent avoir la puissance d'accomplir un acte juridique quelconque. Ne faut-il pas cependant, durant leur mise en observation, s'assurer de leur personne, intervenir à leurs lieu et place et veiller à l'administration de leur fortune et faire valoir leurs droits ?

De ces explications découle le plan suivant. Dans un chapitre préliminaire, nous dresserons un bref historique de l'évolution de la législation sur la protection des biens des aliénés internés antérieurement à la loi du 30 juin 1838.

Puis nous serons amené au centre de notre étude : nous examinerons en détail, dans une première partie, les mesures prévues par cette loi pour protéger et conserver les biens des aliénés séquestrés en même temps que le rôle des organes destinés à les suppléer dans cet exercice.

Continuant notre tour d'horizon, nous en viendrons à parler d'un problème qui n'a pas encore fait l'objet

d'une réglementation législative, mais qui, tôt ou tard, devra être compris dans une réforme salubre sur l'assistance aux aliénés : la protection des biens des psychopathes curables mis en observation dans un service de cure libre, dit « service ouvert ». Mais comme de tels services existent en fait, il importe néanmoins de remédier à cette situation et d'envisager de quelle manière il est possible, en l'état actuel de notre droit, d'assurer la conservation des biens de ces malades durant leur hospitalisation. Ce sera l'objet d'une seconde partie.

Enfin, chemin faisant, comme nous aurons été amené à porter une appréciation critique sur le régime en vigueur, il conviendra alors de faire œuvre constructive. Pour cela nous procéderons, dans une troisième partie, à une vue d'ensemble plus synthétique que schématique des divers systèmes proposés par ses réformateurs pour l'amélioration de la loi de 1838, en nous efforçant d'émettre une appréciation sur chacun d'eux. Pour terminer, nous rechercherons si le dernier projet en date, celui de M. Léculier, déposé en 1935 sur le bureau de la Chambre des Députés, peut nous donner toute satisfaction à cet égard, si, repris par un de nos parlementaires ou durant le cours de la présente législature, il est susceptible, l'année prochaine, de consacrer la réforme tant attendue de cette loi. C'est le but dont nous souhaitons la réalisation en entreprenant cette modeste étude.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Etude sommaire de la Législation antérieure à la Loi de 1838

L'évolution de la législation des aliénés est en rapport étroit avec le développement de la civilisation.

En effet, si loin que l'on remonte dans l'histoire des peuples civilisés, on est frappé par le fait que la plupart d'entre eux édictèrent des mesures concernant les insensés. Ils ne se bornaient pas simplement à protéger la société contre les dangers dont elle pouvait être l'objet de leur part, mais ils s'efforçaient d'établir des systèmes destinés à assurer la conservation de leur patrimoine.

Cependant, durant cette longue période, le but que l'on s'était proposé ne fut pas toujours le même. Tant que l'on considéra, et ce presque jusqu'en 1838, les aliénés comme des êtres dangereux, pervers, qu'il fallait mettre hors d'état de nuire et dont les familles cherchaient à se débarrasser pour se prémunir contre leurs agissements, leur patrimoine ne fut pas plus efficacement protégé que leur personne. Ou, si des mesures conservatrices avaient été prévues, elles tendaient

plutôt à éviter les dilapidations de fortune dans l'intérêt de la famille que dans celui du malade lui-même. Cette situation était susceptible d'entraîner les plus graves inconvénients pour l'insensé qui pouvait voir ses intérêts compromis, s'il revenait à meilleure santé, car leur mise en œuvre n'était pas liée en quelque sorte, comme sous le régime actuel, à l'internement proprement dit. Tel était l'esprit général des dispositions du Droit Romain et de l'Ancien Droit.

Mais, plus tard, lorsque les préjugés défavorables aux aliénés eurent disparu, grâce aux efforts de Pinel, et que l'on se rendit compte que les individus atteints d'aliénation mentale étaient des malades beaucoup plus que des êtres dangereux, alors la conception du législateur en cette matière varia également. L'on s'attacha surtout à protéger les biens des malades pour eux-mêmes contre les manœuvres frauduleuses pouvant à la fois émaner des étrangers, et des membres de leur propre famille. Voilà la conception du Code Civil qui, par l'organisation de l'interdiction et du conseil judiciaire, avait établi un système de protection un peu compliqué, mais qui, en dépit des critiques, n'en resta pas moins jusqu'en 1838 la base fondamentale de la protection des aliénés.

Voyons brièvement les diverses phases de cette évolution.

SECTION I. — LE DROIT ROMAIN.

Les Romains les premiers s'intéressèrent au sort des fous et des insensés. Un tuteur ou un curateur chargé à la fois de veiller à ce qu'il reçoive les soins nécessaires à leur personne et d'assurer l'administration de leur patrimoine leur était donné.

Les XII Tables plaçaient le furiosus sous la curatelle des agnats les plus proches ou à leur défaut des gentiles. « Si furiosus escit, adgnatum gentillumque in eo pecuniæ ejus potestas esto » (1). C'était la curatelle légale. Mais le préteur, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, s'arrogea peu à peu le pouvoir de nommer des curateurs aux personnes qui n'avaient ni agnats ni gentiles. Cette curatelle est connue dans le droit prétorien sous le nom de curatelle dative.

Durant l'exercice de sa charge, le curateur avait pour mission essentielle de faire fructifier et de conserver le patrimoine du malade. Pour cela il disposait de tous pouvoirs utiles. Quant à l'aliéné il ne pouvait accomplir aucun acte par lui-même sans l'assistance de son représentant, sauf durant un intervalle lucide. Son incapacité était naturelle et variait avec les vicissitudes de son état d'esprit. Lorsqu'il n'était pas en mesure de comprendre la portée et les conséquences de ses actes ceux-ci étaient déclarés nuls, mais dès qu'il revenait à la raison il recouvrait sa pleine capacité.

Ce système paraissait bien logique mais présentait

(1) Cicéron, *De Inventione*, 11, 50, 148.

un très grave danger pour les tiers qui avaient contracté avec lui en raison de l'incertitude qui subsistait sur la valeur des actes auxquels l'aliéné avait participé.

SECTION II. — L'ANCIEN DROIT.

Le Droit Romain, dès les XII Tables, s'était préoccupé du sort des déments. L'ancien Droit, au contraire, n'y songea que très tard. Tout naturellement on adopta le système romain d'abord dans les pays de Droit écrit, puis vers le ^{xiii}^e siècle, faute de conceptions nouvelles en la matière, les juristes des pays de coutumes en empruntèrent les principales dispositions.

Nos anciens auteurs s'aperçurent très vite des inconvénients et des problèmes délicats posés par la législation romaine du fait que l'aliéné recouvrait sa pleine capacité à chaque intervalle lucide. Aussi jugèrent-ils préférable d'organiser un système d'interdiction qui plaçait le fou dans un état d'incapacité complète. Un peu plus tard, s'étant rendu compte des états mixtes et variables de la folie, ils organisèrent une sorte de demi-interdiction appelée curatelle. Mais ces deux institutions finirent pas se confondre et furent prises l'une pour l'autre.

Cette curatelle ou tutelle était considérée comme une charge publique et obligatoire imposée par l'autorité judiciaire, d'où l'adage en droit coutumier que toutes les tutelles sont datives.

Le juge choisissait lui-même la personne qui exercerait cette charge, mais il était guidé dans sa décision par le conseil de famille dont il se contentait d'ordinaire de confirmer les propositions. Toutefois, avant d'être interdit, le dément devait comparaître en chambre du Conseil « devant Messieurs », afin qu'ils puissent apprécier son état mental.

Mais l'interdiction ne pouvait être provoquée que par certaines personnes. Comme le dit Brodeau dans son recueil de plusieurs notables arrêts, « On ne peut interdire l'administration des biens à aucun fou qu'à la requête de sa femme, de ses enfants ou autres héritiers présomptifs ».

L'aliéné ne pouvait donc pas demander lui-même son interdiction.

Le demandeur présentait au juge une requête dans laquelle il devait exposer la nature des faits susceptibles d'entraîner cette déchéance. Dans le ressort de la coutume de Paris, la procédure se déroulait de la manière suivante : le Lieutenant Civil au Châtelet convoquait les parents du malade qui émettaient leur avis sur l'opportunité de la mesure ; un procès-verbal de la délibération était dressé. Puis le magistrat se transportait chez l'aliéné présumé, ou le recevait chez lui, selon son état de santé, afin de procéder à son interrogatoire. Enfin, sur le rapport d'un juge nommé à cet effet, la Chambre du Conseil rendait s'il y avait lieu une sentence d'interdiction et en même temps nommait un curateur.

Ce jugement était soumis à la publicité. Claude de la Ferrière cite en particulier deux arrêts de règle-

ments tirés du livre des chartes des Notaires, l'un du 18 mars 1614 prescrit que les jugements d'interdiction « soient publiés tant à l'audience qu'à son de trompe par les carrefours, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance »; l'autre arrêt, du 23 décembre 1621, prévoit l'inscription du même jugement sur un tableau placé dans les études de notaires.

Le jugement contenait une énumération des actes qu'il était interdit à l'incapable d'accomplir sans l'assistance de son tuteur. D'après Pigeau, les jugements rendus dans le ressort du Parlement de Paris comportaient pour l'aliéné « Défense de contracter, vendre ni hypothéquer ses biens meubles et immeubles et à tous notaires de recevoir et passer pour lui aucuns actes tendant à vendre ou à aliéner les dits biens, à peine de nullité ».

Le fou interdit ne pouvait ester en justice, soit en qualité de demandeur, soit de défendeur, sans l'assistance de son curateur; de même si, au cours de l'instance une des parties venait à être atteinte de folie, le juge, à la requête de l'autre, lui nommait un représentant, ceci à peine de nullité de toute la procédure.

Contrairement à l'aliéné romain, il ne pouvait, même durant un intervalle lucide, « contracter une obligation comme créancier ou débiteur, sinon les conventions conclues par lui étaient considérées comme inexistantes, à raison du défaut de consentement ».

La plupart des coutumes ne faisaient en principe aucune distinction entre les tuteurs et curateurs et on nommait indifféremment les uns ou les autres. Toutefois une différence sur laquelle Domat existait

entre eux : « Le curateur de celui dont la démence vient et quitte par intervalle n'exerce sa fonction que pendant la démence et cesse de l'exercer dans les intervalles où la raison est bien rétablie. » Mais le même auteur a soin d'ajouter que la charge de ce curateur durerait pendant toute la vie de cette personne pour éviter à chaque rechute une nouvelle nomination.

Il est donc inexact de dire, comme on l'a prétendu à tort jusqu'en 1790, que la fortune de l'aliéné ait été aussi mal protégée que sa personne. Certes, le régime en vigueur présentait de nombreuses lacunes, son organisation dépendant en particulier de la diligence des proches parents de l'aliéné qui, suivant leur bonne volonté ou leur négligence, pouvaient ou non assurer la sécurité de la fortune du dément. Mais ce défaut était pour ainsi dire corrigé par les mœurs et le culte de la famille, si on se rappelle en effet le soin avec lequel nos ancêtres, soucieux de la continuation de leur propre descendance, n'avaient durant leur vie qu'un seul but, celui d'assurer la conservation du patrimoine familial et de le transmettre intact de génération en génération.

SECTION III. — LE DROIT REVOLUTIONNAIRE.

Il eût été logique, semble-t-il, que le législateur révolutionnaire, s'inspirant des idées d'égalitarisme et de justice sociale alors à la mode, s'occupât de la réglementation du sort des aliénés, mais les différentes assemblées qui se succédèrent, entièrement absorbées par

les nécessités politiques du moment et d'autres tâches qui nécessitaient toute leur attention, n'édictèrent aucune mesure modifiant la législation antérieure. Elles ne se préoccupèrent pas davantage de la condition civile de l'insensé. Toutefois, au cours de l'édifice législatif qu'elles établirent, elles s'occupèrent incidemment du sort matériel de ceux-ci, dans les lois des 16 et 27 mars 1790, qui mirent fin au régime des cachots; celles des 19 juillet 1791 et 22 vendémiaire an IX, qui réglementaient les conditions de l'internement et le régime dans les asiles, ne proposèrent aucune mesure concernant l'administration des biens. Il fallut donc attendre l'apparition du Code Civil pour trouver une réglementation nouvelle et précise à leur sujet.

SECTION IV. — LE CODE CIVIL.

L'examen des législations antérieures au Code Civil fait ressortir que jusqu'à sa promulgation, en 1804, la protection des aliénés n'était encore réglée que par les sages mesures du Droit romain, quelque peu perfectionnées au cours de l'ancien Droit, où la curatelle avait fait place à l'interdiction. Il appartenait donc aux auteurs de notre Code, en tenant le plus grand compte des précédents historiques, de préciser la condition juridique du dément et de rajeunir un système qui, pour avoir fait ses preuves, n'en était pas moins désuet.

C'est ainsi qu'ils adoptèrent l'interdiction. Mais l'expérience avait révélé qu'entre la capacité légale et l'in-

terdiction, entre la libre jouissance de tous les droits civils et la privation complète et absolue de leur exercice, il y a place pour un moyen terme et que d'autre part tout individu atteint d'aliénation mentale ne peut être frappé d'une mesure aussi rigoureuse, ils imaginèrent pour le faible d'esprit une institution qui rappelait la curatelle du Droit romain : nous voulons parler du Conseil judiciaire.

A) L'INTERDICTION.

C'est la situation dans laquelle se trouvent placés les individus privés de leur capacité juridique, à raison de leur état mental. C'est l'interdiction *judiciaire*, qu'il faut distinguer de l'interdiction dite légale, frappant les personnes condamnées par les tribunaux répressifs à des peines criminelles afflictives ou infamantes. Nous n'étudierons que l'interdiction judiciaire.

La personne qui en est l'objet est rendue incapable de faire les actes de la vie civile et se trouve placée sous l'autorité d'un tuteur chargé de la représenter.

Aux termes de l'art. 489 du Code Civil, l'interdiction frappe le majeur qui est dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité, même s'il présente au cours de sa maladie des intervalles lucides. La lecture de ce texte porterait à faire croire à un esprit peu averti que le Code a déterminé limitativement les cas dans lesquels on pouvait la provoquer. Mais telle n'est pas la pensée de la loi, car la jurisprudence, soucieuse d'assurer la protection de tous les malades atteints d'aliénation mentale, en a étendu le champ d'ap-

plication à un grand nombre de déments qui, sans être dangereux pour eux-mêmes ou pour la société, devaient pouvoir compter sur toute la sollicitude du législateur : l'interdiction étant la mesure préalable de tout internement. Aussi les tribunaux, chaque fois qu'ils sont saisis d'une demande d'interdiction, examinent s'il y a ou non un dérangement suffisant de l'esprit pour la justifier.

L'art. 490 établit que tout parent, époux ou épouse, peuvent être demandeurs à l'interdiction. Dans un but de sécurité publique, le même article ajoute qu'en cas de fureur ou d'absence d'une demande introduite par les personnes sus-désignées, le procureur de la République est dans l'obligation d'en prendre l'initiative.

Bien que le Code ne parle que du majeur, les auteurs sont d'accord pour admettre que le mineur émancipé puisse être interdit s'il tombe dans un état mental nécessitant cette mesure.

Le tribunal compétent pour connaître de la demande en interdiction est celui du domicile du défendeur, car l'action est dirigée contre l'aliéné lui-même. Le demandeur saisit le tribunal par une requête présentée par l'intermédiaire d'un avoué et doit constituer un dossier comportant toutes les indications utiles. Dès que l'instance est engagée, et s'il est urgent de prévenir les dilapidations du patrimoine de l'aliéné, le tribunal peut, aux termes de l'article 497, commettre un administrateur provisoire chargé de prendre soin de la personne et des biens du futur interdit. Puis le conseil de famille est consulté sur l'état mental de l'aliéné, mais

son avis à ce sujet ne lie pas le tribunal qui est libre de rendre ou non une sentence d'interdiction. Après l'instruction de l'affaire en chambre du Conseil, le jugement prononçant l'interdiction contient obligatoirement la nomination d'un tuteur, puis le jugement est publié (Art. 501).

Une fois cette mesure prononcée, la situation juridique du dément est assimilable à celle du mineur, et l'art. 509 prescrit que les lois sur la tutelle des mineurs doivent recevoir ici leur application. Ainsi le fou est frappé d'une véritable mort civile, il ne jouit plus de la faculté d'accomplir aucun acte sans l'assistance de son tuteur entre les mains duquel passe l'administration de ses biens. L'art. 509 renforce encore cette inaptitude de l'aliéné en édictant la nullité absolue de tous les actes qu'il pourrait passer.

Cette institution, bien qu'éminemment protectrice des aliénés, a cependant soulevé un certain nombre de critiques, tant des juristes et des milieux psychiâtres (1).

(1) Voir les critiques de M. H. de Castelnau, rapportées par M. Legrand, du Saulle dans son livre sur l'interdiction, pages 358 et suiv. « Le législateur, dit-il en substance, dans son souci de sauvegarder les intérêts matériels de la famille, aurait violé les droits les plus sacrés de l'individu : liberté individuelle, droit de propriété. Si on a voulu introduire un élément dissolvant dans la famille, on ne pouvait mieux faire, par suite des contestations qui s'élèvent dans le sein de celle-ci sur l'opportunité de l'interdiction et que, toujours d'après le même auteur, son véritable but tendrait à la spoliation des intérêts de l'aliéné.

Enfin le législateur aurait commis un sophisme en assimilant la condition de l'interdit à celle du mineur. A l'appui de cette considération, on fait valoir les observations suivantes,

Il est bien évident que c'est une mesure extrême à laquelle on ne doit avoir recours que lorsqu'il y a lieu de craindre que la maladie sera définitive. En outre, elle entraîne une procédure longue et coûteuse qui, par suite des contestations sur son opportunité, peut suivre tous les degrés de juridiction et qui, plus tard, pour être levée, exigera les mêmes formalités.

L'interdiction entraîne les conséquences les plus graves pour l'aliéné, car, à l'exception du mariage contracté antérieurement, qui n'est pas dissous, il est considéré comme mort civilement. Au surplus, il perd la jouissance et la gestion de ses biens, il est frappé de toutes les incapacités, déchu de la puissance paternelle, de la tutelle sur ses enfants et il est privé de l'exercice de ses droits civils et politiques. Ces objections ont d'autant plus de valeur si l'on songe que, d'après la statistique, environ un tiers des aliénés sort des asiles après un délai de quelques mois ou d'une année au plus; on voit alors le nombre considérable de person-

qui ne sont pas sans fondement : « Le conseil de famille reste maître de régler l'emploi des revenus du mineur et n'est comptable de sa gestion vis-à-vis de lui que lorsqu'elle prendra fin. Le mineur deviendra majeur tôt ou tard et c'est à lui que le conseil de famille devra rendre des comptes. Ainsi le tuteur et le conseil de famille n'ont donc pas intérêt à réduire outre mesure les dépenses du mineur puisqu'il bénéficiera seul de toutes les économies faites pendant la tutelle. L'interdit, au contraire, ne sera peut-être jamais en état de demander des comptes et ce qui n'est pas dépensé reviendra au tuteur ou à ses héritiers. Les revenus du malade, dit l'article 510, devant être employés pour adoucir son sort et accélérer sa guérison, cette prescription ne pourra donc comporter, en fait, ni contrôle ni sanction. »

nes que l'on viendrait à frapper imprudemment d'interdiction.

Ces critiques, si véhémentes soient-elles, ne sont fondées qu'en partie. Le sujet que nous avons choisi ne nous permettant pas d'en apprécier la valeur exacte, nous ferons simplement remarquer que l'interdiction, si elle est rigoureuse dans son principe, n'en est pas moins féconde dans ses résultats.

Elle restera comme une mesure très protectrice des intérêts de la famille, et le plus grand reproche que l'on puisse adresser à ses détracteurs, c'est qu'ils ont eu le tort immense d'ignorer les convoitises et les dilapidations dont ont été victimes les aliénés soignés à domicile, en dehors de toute protection légale. Aussi, à notre humble avis, il nous paraît préférable et, suivant le proverbe, entre deux maux il faut choisir le moindre.

B) LE CONSEIL JUDICIAIRE.

Le Code Civil a également créé une position juridique nouvelle, sorte de demi-interdiction, pour le faible d'esprit ou le prodigue dont l'état mental ne justifie pas une mesure aussi absolue : c'est le conseil judiciaire.

Le faible d'esprit est l'individu dont les facultés intellectuelles, sans être complètement oblitérées, sont cependant troublées dans une large mesure, au point qu'il n'est plus capable de diriger convenablement ses affaires par lui-même.

Les tribunaux jouissent en cette matière d'une très grande liberté d'appréciation. Le mineur émancipé, comme le majeur, peut être pourvu d'un conseil.

L'initiative de sa nomination peut émaner des mêmes personnes qui ont le droit de demander l'interdiction. Le ministère public le possède lorsque l'individu qui en est l'objet n'a pas de parents connus. La procédure est la même que pour l'interdiction et le jugement ou l'arrêt contenant la nomination doit être publié.

D'après l'article 499, l'incapable se voit prohiber l'accomplissement de toute une série d'actes sans l'assistance de son conseil.

L'entrée du prétoire lui est interdite en qualité de demandeur ou de défendeur en matière mobilière et immobilière devant toutes les juridictions. De même tout acte comportant l'abandon ou la renonciation à un droit lui est défendu, quelle que soit la forme du contrat.

Dans la pensée des rédacteurs du Code, cette énumération était limitative, de telle sorte que les actes qui n'y figuraient pas pouvaient être accomplis par l'incapable sans avoir besoin d'aucune autorisation ou assistance. Mais les dangers auxquels le patrimoine du faible d'esprit était susceptible d'être exposé ont amené la jurisprudence à en compléter la liste. Ainsi ont été prohibés la constitution de servitude, le compromis, le partage, l'acceptation ou la répudiation d'une succession, le commerce.

Si l'incapable passait outre à cette défense, les tribunaux se sont arrogé le droit de réduire ou même

d'annuler en totalité les obligations ainsi contractées. Les actes accomplis par le faible d'esprit sans l'intervention de son conseil sont frappés de nullité relative, mais le juge doit la prononcer dès que l'incapable ou ses représentants la demandent, sans qu'il soit nécessaire de prouver une lésion ou un préjudice.

Le conseil judiciaire jouit d'un pouvoir d'un caractère particulier. Il serait inexact de la comparer à un gérant d'affaires chargé d'administrer le patrimoine de l'incapable; son rôle consiste, au contraire, à l'assister, à l'autoriser et à suppléer sa personnalité défailante dans tous les actes de sa vie juridique, et non à la supplanter. Ainsi il lui concède sa propre capacité, mais ne le représente pas. L'aide et l'assistance du conseil judiciaire est plus qu'un simple avis ou une autorisation, car il suppose son concours actif dans l'acte. Par exemple, dans une instance judiciaire, il figure à côté du faible d'esprit, il doit être mis en cause par l'adversaire et tous les actes de la procédure doivent lui être signifiés, à peine de nullité.

Sous l'influence des nécessités pratiques, la jurisprudence a été amenée à préciser et à étendre si considérablement les pouvoirs du conseil judiciaire, qu'aujourd'hui cette institution serait de nature à assurer une protection meilleure des intérêts de l'aliéné que le système imaginé par le législateur de 1838 (1).

Les tribunaux ont donné au conseil judiciaire le rôle d'un véritable représentant de l'aliéné. En matière

(1) Consulter à ce sujet la thèse de M. Dalat Jean, « Le conseil judiciaire, le passé, le présent, l'avenir d'une institution », thèse Bordeaux, 1934.

d'action en justice, il arrivait souvent que le faible d'esprit ne se défendait pas s'il était attaqué ou négligeait d'exercer les voies de recours en laissant s'accomplir la prescription, de telle sorte que ses intérêts en étaient compromis. La jurisprudence a permis en ce cas au conseil d'exercer l'action en justice et de poursuivre le procès jusqu'au bout. Toujours dans le même sens de la défense pour le faible d'esprit de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, elle a enjoint au conseil de surveiller le placement de ces capitaux ou de l'effectuer lui-même.

Evidemment, cette extension des pouvoirs du conseil judiciaire paraît irrégulière et dangereuse, car il n'est soumis à aucun contrôle. Au surplus, sa responsabilité n'a pas été déterminée d'une manière précise et l'on admet qu'elle n'est engagée que si les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions présentent une certaine gravité.

*
**

Cette brève étude nous montre combien les auteurs du Code ont eu souci de concevoir une réglementation satisfaisante pour protéger les individus qui, privés de raison, étaient incapables de gérer leur fortune.

Cependant sa mise en vigueur révéla qu'elle n'était pas parfaite et qu'elle présentait de nombreuses lacunes. C'est ainsi que le Code avait lié la procédure d'internement au sort de la demande en interdiction, en sorte que, si le tribunal venait à la rejeter, le malade n'était plus soumis à aucune protection légale.

Pour parer à cet inconvénient, dans la pratique, le président du tribunal peut, en vertu de son pouvoir de juridiction gracieuse, donner un administrateur provisoire dont les pouvoirs sont déterminés par l'article 409.

Ces mesures ne s'appliquaient qu'aux personnes détentrices d'une certaine fortune et, comme nous l'avons vu, pour en obtenir le bénéfice, elle devait s'adresser à la justice et entreprendre une procédure coûteuse dont tous les aliénés ne pouvaient supporter les frais.

Le Code Civil ne contenait, au surplus, hors des règles qu'il trace pour l'interdiction, aucune mesure relative à la gestion des biens des personnes soumises à l'état d'isolement.

Aussi avait-on employé en pratique un mode qui présente les plus graves dangers. On fait signer au malade des procurations qui peuvent devenir pour lui des instruments de nuire et donner lieu à des contestations. Quelquefois les familles réclament les malades et les ramènent ensuite dans l'établissement après les avoir fait coopérer à des actes dont l'état de leur esprit ne leur permet pas d'apprécier les dispositions.

Pour les pauvres, placés dans les établissements publics, l'administration des hospices de Paris fait dresser un état sommaire de leur mobilier, qu'elle conserve dans des magasins pendant un temps déterminé. Elle soumet ensuite au président une demande en autorisation de le faire vendre en employant le ministère d'un commissaire-priseur.

Il était choquant, malgré le développement des idées humanitaires concernant les aliénés et dues en ma-

jeune partie à Pinel, de voir combien le sort des aliénés indigents était négligé. Une réforme sur ce point s'imposait donc, mais bien qu'on en sentît depuis longtemps les inconvénients, cette situation devait encore durer presque trente ans, après l'apparition du Code Civil, aussi cette loi de 1838, dès qu'elle fut mise en application, apparut comme un grand bienfait, car, en créant des asiles pour les aliénés peu fortunés, elle permit de leur assurer à la fois un traitement susceptible de leur faire recouvrer la santé et d'assurer une protection satisfaisante de leurs biens. C'est de cette loi dont nous allons nous occuper maintenant et dont l'étude constituera la majeure partie de notre ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

De la Situation Juridique de l'Aliéné interné

Exposé de la Loi du 30 Juin 1838

AVANT-PROPOS

Par la promulgation de la loi sur les aliénés, le législateur de 1838 a accompli une œuvre constructive en s'attachant à régler d'une manière judicieuse leur situation. Les 41 articles de cette loi renferment toute une série de mesures relatives à la création, aux statuts et au fonctionnement des établissements publics ou privés destinés à recevoir les malades dont le placement peut être ordonné, soit sur la demande des familles, soit d'office, par l'autorité administrative, en l'espèce le Préfet. Elle prévoit également la solution des problèmes très délicats relatifs aux dépenses du service des aliénés. Mais toute son originalité tient à ce qu'elle fait apparaître sous un jour nouveau le problème qui fit si souvent l'objet de nombreuses controverses entre juristes et médecins : celui des garanties de la liberté individuelle.

L'examen complet de cette loi dépasserait les limites que nous nous sommes fixé, nous préférons donc nous en tenir à l'étude d'une question, peut-être secondaire en 1838, mais qui, à l'heure actuelle, a gagné en importance, à cause du développement de la richesse : celle de la gestion du patrimoine des individus atteints de troubles mentaux.

Le projet initial de cette loi, présentée à la Chambre

des Députés par le Ministre de l'Intérieur, le 6 janvier 1837 (*Moniteur* du 7 janvier), comportait une lacune fort regrettable, vu qu'il ne contenait aucune disposition concernant l'administration des biens des aliénés au cours de leur séquestration, et le sort des actes passés par eux durant ce même temps.

Fort heureusement ce défaut ne passa pas inaperçu aux yeux des auteurs de la loi : ils comprirent qu'il serait vain de vouloir garantir une personne contre tout internement arbitraire sans en prévoir en même temps les mesures destinées à écarter les conflits d'intérêts auxquels il peut donner lieu. Loin de nous l'idée d'insinuer par là que de nombreux internements soient intéressés ou qu'une demande de cette nature ait pour but de frustrer le malheureux malade d'une partie de ses biens, mais il est cependant nécessaire de fournir à la personne qui sortira guérie de l'asile le moyen de subsister et par conséquent il faudra administrer ses biens durant les moments où elle en sera empêchée.

S'inspirant de ces considérations, le législateur a organisé dans les dix derniers articles de la loi un système de protection, peut-être un peu timide, mais qui n'en marque pas moins un progrès considérable sur le régime antérieur, puisqu'il a permis de sauvegarder le modeste patrimoine d'un grand nombre de malades qui ne bénéficiaient autrefois d'aucune mesure légale d'assistance. L'étude de ce problème retiendra longuement notre attention.

Dans le premier chapitre, nous nous efforcerons de montrer l'influence de l'internement sur la capacité civile de l'individu séquestré. Privé de sa liberté, va-t-il

du même coup subir une diminution partielle ou même totale de sa capacité juridique ? Le législateur ne l'a pas voulu. L'aliéné la conservera en principe, mais la valeur des actes accomplis durant son internement dépendra de l'appréciation des tribunaux qui pourront les annuler ou les maintenir.

A côté de cette protection purement passive, le législateur a jugé bon d'en établir une autre plus efficace : une ou plusieurs personnes sont chargées de pourvoir à l'administration et à la gestion du patrimoine de l'interné. C'est, par réaction marquée contre les pouvoirs excessifs du tuteur sous le régime de l'interdiction, que furent dispersés les pouvoirs entre plusieurs mains. Dans ce but a été créé un administrateur provisoire dit légal ou judiciaire, suivant son mode de nomination, dont le rôle se borne à représenter l'aliéné dans tous les actes de la vie courante ayant trait à l'administration et à l'entretien de ses biens. Ce sera l'objet d'un second chapitre.

Nous examinerons ensuite le rôle dévolu en matière de représentation en justice au mandataire spécial *ad litem*, puis au curateur à la personne, dont la mission consiste à contrôler et à surveiller l'emploi des revenus.

Pour terminer, nous envisagerons la mission du notaire représentant le dément dans les comptes, partages et inventaires et le contrôle général confié au procureur de la République.

Cette étude nous paraîtrait incomplète si nous omettions de parler, dans un court appendice, de l'application de la loi de 1838 en droit international privé.

CHAPITRE I

De la valeur des Actes passés par l'Aliéné interné

En principe, pour toutes les législations, les individus majeurs sont présumés être sains d'esprit et, par conséquent, capables d'accomplir un acte juridique quelconque et d'en apprécier toute la portée. Posées dans ces conditions essentielles, le législateur se préoccupe ensuite des incapables et détermine les divers systèmes susceptibles de les régir. Ainsi la capacité est la règle, et l'incapacité l'exception.

Dans notre Code Civil, on trouve, à l'article 1108, les deux caractères principaux auxquels est soumise la validité d'une convention : le consentement de la partie qui s'oblige et la capacité de contracter, le consentement n'étant, en somme, que la manifestation d'une volonté claire et intelligente par laquelle une personne se fait l'interprète exacte et fidèle des pensées et désirs qu'elle entend réaliser.

La volonté constitue donc l'élément primordial de tout contrat, de telle sorte qu'un individu, incapable d'en manifester l'expression d'une manière cohérente,

et ne constituant plus en quelque sorte qu'un automate, un sujet passif à l'influence du monde extérieur, sera inapte à conclure une obligation.

Il ne faut point perdre de vue, en effet, qu'à côté de la question de capacité, il y a toujours un autre problème juridique et psychologique que l'on doit toujours alléguer : c'est celui relatif à la question du consentement, et quiconque a passé un acte, dans un moment d'inconscience, a toujours le droit de prouver l'absence de consentement. D'autre part, la démence faisant supposer le défaut de volonté, c'est en cela même qu'elle constitue une incapacité de fait dont quiconque prétend avoir été aliéné peut se prévaloir, pour attaquer les actes qu'elle a viciés.

Mais est-il juste, est-il désirable psychologiquement, et conforme aux vraies données de la science de toujours annuler de pareils actes? Convient-il d'attacher au placement une déchéance absolue, bien que la crise qui l'a motivé ne doive pas se prolonger indéfiniment et n'existe qu'à l'état transitoire ?

C'est là un problème des plus complexes et des plus difficiles à résoudre, car il se heurte aux éléments les plus contradictoires. Si l'on enferme une personne, c'est à juste titre. Cela veut-il dire que la présomption d'incapacité qui résulte de cet état pathologique doit s'étendre à tous les actes qu'elle aura conclus ? Il ne peut en être ainsi, car si l'on n'enfermait que les gens qui fussent susceptibles d'être interdits, on s'exposerait à attendre, pour les soigner rationnellement, que leur maladie fût incurable; en ce cas, tous les actes seraient viciés, car toutes les manifestations de la

volonté sont le produit de la folie ? Mais dans ces crises il y a toujours des accalmies, qui ne sont pas incompatibles avec la fréquence nécessaire d'intervalles lucides qui représentent un retour momentané à l'état de capacité ou même l'idée fixe ne peut s'étendre qu'à certaines sphères de l'activité psychique et laisser les autres à peu près intactes. Ainsi le malade peut présenter parallèlement des actes lucides et d'autres qui sont empreints de folie. L'incapacité ne constitue donc qu'une présomption, qui comporte en soi l'admissibilité de la preuve contraire d'un état transitoire et partiel de capacité.

Les facultés intellectuelles de l'insensé sont donc mobiles et changeantes. Aussi l'alternance chez lui de périodes d'excitation ou de dépression et d'intervalles lucides rend-elle sa situation juridique instable et par là douteuse.

En présence de ces difficultés, comment peut-on l'apprécier ? Allons-nous considérer les actes accomplis durant ces périodes comme valables, alors que l'intérêt bien compris de l'aliéné exigerait que ses engagements soient annulés ou tout au moins réduits ? Va-t-on au contraire leur enlever tout effet, mais ce au grand détriment des tiers contractants ou du malade lui-même ? De bonne heure, l'attention des juristes fut attirée sur ce point. Ils étaient tous d'accord pour admettre que, durant ces moments de lucidité, l'insensé redevenait totalement capable. Par contre, aujourd'hui, en raison des progrès de la médecine mentale, les auteurs hésitent à leur faire produire des effets. Nombreuses sont les controverses sur les intervalles lucides de certains ma-

lades, tels que les aphasiques, les déments séniles ou les paralytiques généraux. Est-on toujours certain, durant ces moments, d'un retour réel à la raison, et n'y a-t-il pas lieu de craindre que des rémissions plus ou moins complètes puissent en imposer une véritable intermission et fassent rendre aux malades une liberté qui serait nuisible pour sa personne et pour ses biens? (Agen, 22 octobre 1928, G. P., 1928, 2, 766) (1).

En effet, quelles que soient les variations de l'intelligence des malades et les apparences de celle-ci, ils sont toujours, d'une manière habituelle, en état de maladie mentale. Une solution logique consisterait peut-être à graduer la capacité juridique sur la capacité naturelle, l'une étant fonction de l'autre. Mais la vie courante des affaires, en plus des difficultés et des incertitudes auxquelles cette méthode de dosage exposerait, ne permet pas de tenir compte de toutes ces variations. « En effet, il est difficile, écrit M. Victor

(1) M. Régis : Des intervalles lucides considérés dans leurs rapports avec la capacité civile des aliénés, *Encéphale*, mars-avril 1897, p. 18 et suivantes.

Cet auteur, après avoir analysé la notion d'intervalles lucides, en arrive à distinguer trois variétés : d'abord la *rémission* ou rémittence, consistant dans une atténuation plus ou moins marquée des symptômes de la folie qui n'existe pas moins, mais au cours de laquelle le malade n'a aucune conscience de ses actes. *Le moment lucide* ou suspension complète, mais momentanée des symptômes de la maladie, qui n'a pour effet que de rendre partiellement à l'aliéné l'usage de sa raison. Enfin l'intermission ou intermittence, sorte de retour complet à l'état normal, compris entre deux accès d'aliénation mentale, fait acquérir au malade sa pleine lucidité.

Parant, de se prononcer sur la lucidité d'un aliéné, car les apparences sont fallacieuses et il ne faut juger de la folie d'un individu non d'après ce qui lui reste de raison, mais d'après ce qui lui en manque, non d'après les apparences raisonnables, mais d'après les lacunes réelles et les altérations véritables des facultés intellectuelles » (2).

Le législateur et la jurisprudence doivent donc montrer une certaine méfiance vis-à-vis de l'intervalle lucide que la science considère comme fort rare ou même inexistant (3).

On ne peut attacher, en effet, à ces moments de lucidité ou de rémission qu'une faible valeur, « car la rémission, comme l'a dit M. Jean Falret, est une question de degré qui n'acquiert de valeur que si elle est très marquée et durable ».

En conclusion, quelle peut être la validité d'un acte accompli au cours d'un espace ayant duré juste le temps nécessaire à son accomplissement ? Il faudra l'examiner en lui-même et rechercher s'il porte ou non l'empreinte de la folie, parce que le plus souvent le malade n'a eu et ne peut avoir en même temps empire sur lui-même, la lucidité pécchant toujours par quelque côté.

(2) M. Victor Parant. La raison dans la folie, Doin, Paris, 1888.

(3) D'après M. R. Kraft-Ebing : Médecine légale des aliénés, fascicule II, partie civile, édition française, 1900, la question de savoir s'il existe ou non un intervalle lucide est tout à fait concrète et ne comporte aucun critérium d'ordre général.

En somme, pour établir un système efficace en ce domaine, il importe non seulement de protéger l'aliéné contre lui-même et d'écarter de lui toutes les manœuvres dont il peut être la victime, mais encore de ne pas laisser les tiers trop longtemps incertains sur le sort des actes qu'ils ont passés. En définitive il convient de ménager le crédit des uns et des autres.



Négligeant en cette matière toutes les nuances de la folie, le Code Civil a tranché la question d'une façon très simple. Il décide l'incapacité complète de l'aliéné, par l'effet du jugement d'interdiction. En effet, aux termes des articles 502 et 503, « tous actes passés postérieurement à l'interdiction ou sans l'assistance du tuteur sont nuls de droit et ceux antérieurs pourront être annulés si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits ». Ce système particulièrement absolu dans ses effets (bien qu'il s'agisse d'une nullité relative, invocable par l'aliéné ou ses représentants), ne comportait aucune preuve contraire. Le juge, saisi d'une demande en annulation d'un acte passé par un interdit, était tenu de la prononcer d'office sans jouir de la faculté d'apprécier les circonstances dans lesquelles le contrat avait été conclu.

Cette solution précise avait l'avantage d'écarter toutes les discussions délicates posées par la capacité des individus atteints d'affection mentale, mais elle était rigoureuse dans ses effets, car elle compromettait la plupart du temps les intérêts des tiers de bonne foi.

Au surplus, il en résultait les plus graves inconvénients pour un grand nombre d'aliénés eux-mêmes, dont les ressources minimales ne leur permettaient pas de supporter les frais de la procédure d'interdiction, soumis à l'empire du droit commun, qui exigeait la preuve de la démence au moment même de la passation de l'acte, ils étaient laissés fréquemment sans protection à raison de la difficulté de faire cette preuve.

Malgré ces critiques, l'interdiction apparaît comme le meilleur moyen d'assurer la sauvegarde du patrimoine des personnes atteintes de maladies mentales périodiques, soit à raison de la nature même des actes qu'elles peuvent accomplir, soit à raison de la rapidité habituelle ou du moins très fréquente de succession des états par lesquels ils passent.

Telle est l'opinion de M. le Docteur Victor Parant (1) : « Durant leur période de mélancolie, dit-il, ces malades ne sont pas enclins aux initiatives, ils n'entreprennent rien qui soit de nature à compromettre leur situation matérielle, mais cette passivité est un danger pour eux, car ils peuvent ainsi nuire à leurs intérêts et à leurs biens et laisser périliter leurs affaires ou se laisser circonvenir par des gens sans scrupules. Mais pendant leur excitation au contraire, leur superactivité et leur richesse d'idées les poussent aux pires entreprises. »

L'interdiction qui se justifie pour les personnes dont

(1) Nécessité et légalité de l'interdiction dans les maladies mentales périodiques par M. le Docteur Victor Parant. *Annales Médico-Psychologiques*, 1914-1915, n° 2, p. 578 et suivantes.

l'état mental est à peu près incurable ne saurait convenir, au contraire, à la majorité des personnes entrant dans les asiles, car elles ne sont souvent qu'atteintes de simples crises passagères. C'est spécialement pour cette catégorie que le législateur de 1838, en vue de combler une lacune du Code Civil, a imaginé un système de nullité qui ne lie pas le juge, système dont nous allons nous efforcer maintenant de dégager les traits essentiels.

*
**

L'incapacité de l'aliéné interné en vertu de la loi du 30 juin 1838, n'est ni complète ni présumée, car le seul fait du placement ne peut constituer, aux yeux des tiers ni une preuve ni une présomption légale d'incapacité, celle-là ne découlant que de la démence elle-même corroborée par des faits précis (1). Tel est l'avis de tous les auteurs et de la jurisprudence.

C'est dans cet esprit qu'a été rédigé l'article 39, siège de la matière, lorsqu'il décide « que les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ou provoquée pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 du Code Civil ».

De la lecture de cet article, il résulte donc bien que cette annulation ne s'applique qu'aux actes passés au

(1) Demolombe, t. 8, n° 862. Colin et Capitant, t. 1, n° 587. Jossierand, t. n° 559. Aubry et Rau, t. 1, para, 127 bis, p. 826. Planiol, Ripert et Savatier, « Traité pratique », t. 1, n° 755.

cours de l'internement et non pas à ceux accomplis antérieurement à celui-ci ou postérieurement à la sortie du dément de l'asile, ils restent en effet soumis au régime du droit commun (2). Mais l'article 39, dans son domaine propre, englobe aussi bien les actes à titre onéreux que ceux à titre gratuit (3).

Le législateur a donc attaché des effets juridiques à une simple mesure administrative : l'internement. Or, ce seul fait n'est pas une preuve de la démence. C'est une dérogation au principe du Code suivant lequel les actes antérieurs à l'interdiction ne peuvent être annulés que si la cause de l'interdiction existe à l'époque où l'acte a été fait. De même après la mort d'une personne les actes faits par elle ne pourront être attaqués pour la même raison qu'autant que son interdiction aura été prononcée ou provoquée, à moins que la folie résulte de l'acte lui-même.

Cette dérogation s'explique par la considération que le placement peut suppléer à la notoriété envisagée, et qu'il peut rendre inutiles les ménagements qui doivent être observés à l'égard d'une personne décédée, contre laquelle aucune mesure de nature à prouver son infirmité d'esprit n'avait été prise ni tentée de son vivant.

Par ailleurs il faut tenir compte que le placement est nécessité fréquemment par un état passager et in-

(2) Limoges, 22 mai 1928. *Semaine Juridique*, 9 août 1928, p. 97.

(3) Demolombe, t. 8, n° 852 et 855.

termittent, qui peut très vite disparaître, si celui qui en est l'objet est soumis à des soins appropriés. Pourquoi lui appliquer alors un régime aussi sévère et ne pas tenir pour valables les actes accomplis durant un intervalle lucide ?

L'internement n'emporte donc qu'une présomption de démence de fait et non légale. Malgré celle-ci, la nullité prévue par l'article 39 n'est que relative et les tribunaux auront toute latitude pour apprécier si, au moment de l'acte, la personne internée jouissait ou non de sa raison. Et le droit d'invoquer cette nullité appartient à l'aliéné lui-même dès sa sortie de l'établissement, ou à ses héritiers après son décès. Aucune autre condition supplémentaire n'est exigée.

S'il est simple de préciser les personnes qui jouissent du bénéfice de cette action, une vive controverse s'est élevée, par contre, entre les auteurs pour déterminer les preuves qu'il convenait de fournir en vue d'aboutir à la nullité de l'acte. Est-ce au demandeur à prouver la folie ou au bénéficiaire de l'acte à montrer que son auteur était sain d'esprit lors de sa conclusion ?

Suivant l'opinion de quelques-uns (1) l'aliéné serait par lui-même incapable, à la suite du placement, bien qu'à la différence de l'interdit, il lui serait possible de fournir la preuve que l'acte a été souscrit durant un intervalle lucide, car la présomption de fait résultant du placement peut céder devant la preuve contraire. C'est la solution la plus logique, mais les

(1) M. Huc, n° 533. Demolombe et Colmet de Santerre, t. II, n° 307 bis.

travaux préparatoires de la loi prouvent manifestement que cette conception a été repoussée, attendu que ce n'est qu'une présomption « *Juris tantum* » et qu'on n'a pas entendu fonder sur le placement une présomption d'incapacité.

MM. Laurent (1) et Aubry et Rau (2) sont partisans du système contraire. A leur avis, le demandeur en nullité devrait prouver la démence de la personne qui a souscrit l'acte. Mais est-ce au moment même de sa conclusion, ou suffit-il d'apporter la preuve de la folie habituelle de son auteur ? C'est précisément sur la nature de celle-ci que ces auteurs ne sont point d'accord.

Certains (3), se référant aux travaux préparatoires, soutiennent qu'il s'agit de démontrer qu'au moment de la passation de l'acte, l'individu se trouvait dans un état de démence caractérisé. Ce système s'appuie en effet sur des arguments sérieux. Les pairs, disent ces auteurs, repoussèrent l'amendement Laplagne-Barris, d'après lequel les actes de l'aliéné seraient annulés si l'on ne prouvait pas qu'il avait conservé sa pleine lucidité au moment même de la souscription de l'acte. Et à ce propos le Ministre de la Justice fit remarquer que cette solution aurait pour but de compromettre les intérêts des tiers qui peuvent ignorer le fait du placement, celui-ci s'opérant sans publicité. Son avis ayant triomphé, il en résulterait donc qu'il faudrait prouver la démence au moment même de l'acte.

(1) Principes de droit civil, t. 5, p. 494 et suivantes.

(2) Tome I, paragr. 127 bis, p. 827.

(3) Aubry et Rau, loc. cit. Demolombe, t. VIII, n° 857. Baudry-Lacantinerie, t. V, n° 1005.

Ce raisonnement n'est pas sans valeur, mais il est difficile d'adopter cette théorie, vu que les travaux préparatoires de la loi ne sont pas clairs et ne nous permettent pas de dégager l'opinion exacte de ses auteurs (1). Toutefois il est hors de doute que le législateur, sans faire découler de l'internement une présomption d'incapacité, a eu l'intention d'assurer une protection plus simple que sous le régime antérieur de l'aliéné et des tiers, en leur octroyant le droit de prouver plus facilement la démence.

Quant à la jurisprudence, elle n'a fait sienné aucune des théories précédentes, les jugeant trop absolues. Mais, à son avis, le placement n'entraînant ni une preuve, ni une présomption légale de folie, elle a exigé que le demandeur en nullité, c'est-à-dire l'aliéné ou ses représentants, devaient fournir la preuve que l'auteur de l'acte était privé de l'exercice de ses facultés au moment précis de sa passation. Pour cela, il suffit de montrer que la personne était dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur avant et après la souscription du contrat.

(1) Voir à ce sujet le rapport de M. Saleilles sur la réforme des lois sur les aliénés présenté à la Société de législation comparée, 1904.

(2) Agen, 22 octobre 1938, G. P., 1928, 2, 760 et la note.

La Cour,

« Attendu que de l'analyse exacte des enquêtes ramenées au jugement déféré, il ressort que les signes d'aliénation mentale donnés par Michelet, et antérieurs, concomitants ou postérieurs à la date de l'acte entrepris, ne permettent pas de douter de l'incapacité du dit Michelet au moment où il signait le dit acte, même s'il présentait les apparences de la luci-

Mais, une fois la preuve de la démence apportée, le rôle des juges ne se borne pas là. Ils ont faculté exclusive d'apprécier sommairement les faits qui sont portés à leur connaissance, en tranchant seul le point de savoir si la personne jouissait ou non de l'exercice de ses facultés (1). Quant au rôle du défendeur, il se borne à administrer la preuve contraire en s'appuyant sur des faits précis, graves et concordants, mais il ne

dité; que la gravité des troubles mentaux profonds dont il était atteint ne permet pas de croire à une rémission telle qu'il ait repris l'équilibre de ses facultés; que l'achat incriminé avait été d'évidence conçu comme ceux auxquels il n'a pas été donné suite par les vendeurs, sous l'empire d'idées délirantes, dont le traité du 26 avril 1925 n'était que l'aboutissement; que l'ignorance où les vendeurs se seraient trouvés de l'incapacité de leur cocontractant ne saurait rendre valable une convention nulle *ab. initio*...

Confirme...

(1) M. E. Régis, s'associant aux critiques formulées par M. Sacaze, se plaint que trop souvent, en une matière aussi délicate, les juges ne s'entourent pas de l'avis autorisé d'un médecin expert. En effet, le service que ce dernier peut leur rendre est primordial, il ne délivrera pas un simple certificat attestant l'insanité d'esprit de la personne en cause, mais il ne se prononcera sur son état d'esprit que parfaitement renseigné, après avoir apprécié le contenu même de l'acte dont on poursuit l'annulation et procédé à une enquête minutieuse parmi les proches ou les familiers de celui-ci. C'est à tort, à notre avis, que les juges ont refusé, à raison du secret professionnel, de faire état, dans un procès en nullité de testament, de certificats médicaux dans lesquels était précisée la maladie dont était atteint le *de cujus*, alors qu'au contraire ils ont retenu d'autres certificats faisant état de ce que le testateur « ne présentait aucun trouble d'aliénation mentale. (Consulter à ce sujet Cass. C., 29 mars 1927, S. 1928. 1, 1.)

Voir également *Revue trimestrielle de Droit Civil*, 1927, p. 705 et suivante.

Pourquoi, en cette affaire, procéder à une discrimination

saurait objecter que l'état de démence n'était pas notoire ou qu'il l'ignorait (2).

L'action en nullité peut être exercée pendant dix ans et ce délai de prescription de l'article 1304 ne court contre l'aliéné qu'à dater de la signification de l'acte qui lui en aura été faite ou de la connaissance qu'il en aura eue après sa sortie de l'établissement (3). Mais, au cas où il viendrait à être rendu à la liberté avant sa guérison définitive, les significations qui lui auront été adressées durant ce temps feront-elles courir le délai de dix ans ? La question avait été effleurée lors

entre les divers certificats médicaux présentés ? Notamment l'expert médical devrait tenir devant le tribunal civil une place presque aussi importante que devant les juridictions répressives, lui seul pouvant apprécier la valeur des intervalles lucides.

Consulter également : « Sur le rôle de l'expert médical dans l'appréciation de la capacité civile », la thèse de M. Alauze Edmond, Montpellier, 1927.

« L'étude des procès, écrit-il, entre autres, relatifs à la pitoyable situation d'un individu dont l'intelligence a sombré initie le magistrat et l'avocat à la connaissance des problèmes les plus sérieux et les moins connus de la médecine légale générale, de la clinique cérébrale et de la pathologie de l'intelligence, comme elle familiarise le médecin avec les formules précises du droit, les exigences nécessaires de la loi et le respect dû à la souveraine majesté de la justice. »

(2) Trib. Civ. Bastia, 8 février 1888, D. 1888, 2. 217.

Trib. Civ. de Saint-Gaudens, 15 juillet 1913, G. P., 1913, 2, 627.

Trib. Civ. de Bourg, 22 juillet 1913, la loi du 31 juillet 1913. Mon. Jud. Lyon. M. 1913.

Trib. Civ. de Lisieux, 31 octobre 1929. Rouen et Caen, 1930, 2, 58, rapporté à la *Gaz. Pal. T. Q.* Capacité de disposer et de recevoir par donations entre vifs ou par testaments.

(3) Aubry et Rau, t. 1, paragr. 127 bis, n° 41. Contra Demolombe. t. VIII, p. 859.

de la discussion de la loi, mais elle n'a pas été tranchée. Il est certain en effet que le but d'une signification est de porter à la connaissance d'une personne un acte qui l'intéresse. Mais, ici, ce rôle ne sera pas rempli du fait que le dément, n'étant pas revenu à l'exercice complet de sa raison, ne pourra envisager dans toute son ampleur et sa complexité l'importance de l'acte. Il semble donc logique de décider que la prescription ne courra pas, sinon les tribunaux seraient en droit d'en induire une présomption de fraude. Il faut encore ajouter que, si le malade venait à être interdit, la même prescription ne commencerait à courir qu'au moment de la mainlevée de l'interdiction, au moment où il recevrait son compte de tutelle.

Vis-à-vis des héritiers, au contraire, elle ne produit ses effets qu'à partir de la signification dudit acte ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur, si elle avait commencé à courir contre lui, elle continuera à courir contre eux.

Cette longue étude nous a donc permis d'apercevoir que, sous le régime de la loi de 1838, l'individu interné conservant sa capacité intégrale est apte à participer durant ses intervalles de lucidité, à la signature de tous les actes qu'il jugera bons. Mais leur validité dépendra de l'appréciation des tribunaux, qui seraient saisis d'une demande en nullité de l'un d'eux.

Ainsi la personne internée, sans être interdite, ne sera pas toujours suffisamment protégée. Ce système présente des avantages incontestables, car, vu sa souplesse, le juge est en droit de ne pas tenir compte d'un intervalle lucide purement apparent ou de maintenir

un acte en dehors de toute rémission. Malgré l'incertitude qu'il engendre, il convient admirablement au début, lorsque la situation mentale du malade est indécise car, « il faut, écrit M. Saleilles, que pendant la période intérimaire et flottante, le juge puisse modeler sa décision sur toutes les données de l'état de fait ». Mais, continue plus loin le même auteur, « il n'est acceptable qu'à l'état temporaire, comme transition entre la capacité légale qui précède et l'incapacité légale qui doit suivre ». Au surplus, il faudrait, à notre avis, connaître la limite des droits et des pouvoirs qui sont exactement confiés au juge. Or, ils sont précisément indéterminés et soumis à son pouvoir discrétionnaire.

Le législateur de 1838 a donc créé pour l'aliéné soumis à des crises passagères une position médiane entre l'interdiction et l'incapacité résultant du droit commun. Cette protection serait bien précaire ou même insuffisante s'il n'avait songé à la compléter par un organe essentiel chargé d'administrer son patrimoine, nous voulons parler de l'administration provisoire, à l'étude de laquelle nous arrivons maintenant.

CHAPITRE II

De l'Administrateur provisoire légal ou judiciaire

Au cours des développements antérieurs, nous nous sommes attaché à faire ressortir quel était le but du législateur lors de l'élaboration de la loi de 1838 : prendre des mesures limitées et précises pour la gestion du patrimoine d'un grand nombre de personnes dont l'appauvrissement des facultés intellectuelles n'était pas assez grave pour entraîner à leur égard l'interdiction, mais qui au contraire étaient destinées à recouvrer l'exercice de leurs droits à très brève échéance par suite de l'observation d'un régime approprié à l'asile. Voilà l'objet immédiat que l'on avait poursuivi. Mais, s'il était nécessaire d'enlever à ces aliénés la gestion de leurs biens, il fallait entre temps la confier à une personne dont le rôle se bornerait à suppléer à la volonté défaillante de leur propriétaire, à conserver et à les remettre entre les mains de celui-ci, revenu à meilleure santé. C'est pour l'accomplissement de cette mission qu'a été créé un administrateur provisoire.

D'ailleurs, pour bien marquer le caractère tempo-

raire et passager de cette fonction, ce représentant de l'incapable a été dénommé « administrateur provisoire légal ou judiciaire ». En effet, il faut préciser que le placement peut avoir lieu dans un asile dit public, faisant partie intégrante de l'administration départementale, et dont la création avait été prévue obligatoire dans chaque circonscription territoriale. Mais, à côté de ces asiles ne bénéficiant d'aucune autonomie, il existe des établissements privés soumis, quant à leur ouverture et à leur fonctionnement, à l'autorisation et au contrôle du préfet. Enfin, à défaut des catégories précédentes, les quartiers d'hospice placés sous la surveillance d'une commission administrative constituent aussi un lieu de refuge pour les insensés.

Dès son entrée dans un asile public le dément est pourvu, aux termes de l'article 31, d'un administrateur légal, en général un membre de la commission de surveillance, organe préposé à la protection générale des malades séquestrés. Mais à côté de cette investiture en quelque sorte automatique, l'aliéné interné dans une maison de santé privée ou soigné à domicile, n'est l'objet d'aucune mesure similaire; la loi a estimé convenable de laisser l'organisation de celle-ci aux soins de ses proches parents, seuls juges de son opportunité.

Cependant, quelle que soit la manière dont ils sont investis, on s'accorde pour admettre que les pouvoirs de ces deux administrateurs sont identiques. Mais cependant, si l'on a pris soin de les distinguer, c'est pour bien marquer leur rôle respectif et préciser leur responsabilité propre découlant de leur mode de nomination. Tandis que l'administrateur provisoire est pré-

posé par la loi, *ipso facto*, du fait de l'entrée d'un malade à l'asile, à la gestion des biens de ce dernier. L'administrateur judiciaire, au contraire, est choisi par le tribunal civil parmi les membres de la famille ou les amis du malade, d'où le nom d'administrateur datif qui lui est quelquefois donné.

De même tandis que l'administration provisoire légale est exercée par deux organes : la commission de surveillance, par l'intermédiaire de l'administrateur désigné dans son sein, gère les biens et accomplit, au nom du malade, les actes juridiques prévus, le receveur de l'asile, qui a le maniement des fonds, opère à sa place leurs encaissements et leurs règlements. L'administrateur judiciaire concentrant dans ses mains ce double exercice est directement responsable vis-à-vis de l'aliéné.

A part ces différences, les questions que nous étudierons à leur sujet sont semblables, en particulier celle de l'étendue de leurs pouvoirs, mais avant d'en aborder l'examen, il convient de passer en revue dans une section spéciale leur mode de nomination.

SECTION I. — L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE LEGAL ET LA COMMISSION DE SURVEILLANCE (1).

L'article 31 de la loi de 1838 ordonne « que les commissions administratives ou de surveillance des hospices ou établissements d'aliénés exerceront à l'égard des personnes qui y seront placées les fonctions d'administrateur provisoire ». Ainsi l'individu privé de raison, dès son internement et par le seul fait de celui-ci, est pourvu d'un administrateur chargé de veiller sur son patrimoine. Il ne faut pas méconnaître la portée de cette sage mesure, dont l'influence est décisive sur l'évolution de la maladie, car l'insensé, dégagé de tout souci relativement à ses affaires et assuré que sa fortune se trouve entre bonnes mains, pourra peut-être accéder plus vite à la guérison.

(1) La composition et le rôle des commissions de surveillance a été défini par l'ordonnance de 1839 et le règlement modèle du 20 mars 1857 (art. 5 à 10).

Voici d'ailleurs les dispositions de cette ordonnance :

Aux termes de l'article 2 elles sont composées de 5 membres nommés par les préfets et renouvelés par cinquième chaque année; leur révocation dépend du Ministre de l'Intérieur saisi par un rapport du Préfet (art. 2). Quant à leur rôle essentiel, il consiste dans l'administration générale de l'asile et la gestion des biens des malades dont elles s'occupent au cours de leur réunion mensuelle.

En outre le directeur de l'établissement et le médecin-chef de service en font partie, mais seulement avec voix consultative.

Cet administrateur légal, en principe toujours le même, est désigné pour une année par les membres de la commission de surveillance ordinairement lors de la séance de janvier (art. 8 du règlement du 20 mars 1857). Sa mission, bien que de très courte durée, n'est pas moins générale et collective en ce sens qu'elle s'étend de plein droit à chaque individu interné à l'asile durant ce même temps.

Quant à la personne à laquelle est dévolue cette charge, c'est le plus souvent un magistrat ou un homme de loi, avoué ou avocat, qui n'exerce plus, mais dont la compétence, la haute probité et la parfaite connaissance des affaires fournissent aux malades ou à la famille toutes les garanties requises. C'est que sa mission est particulièrement délicate, puisqu'il s'agit en somme pour lui de déjouer les fraudes possibles et de veiller aux intérêts divers et variés de nombreux malades.

D'ailleurs ces garanties sont encore renforcées par le fait que l'administrateur n'exerce sa charge que sous le contrôle vigilant et permanent de la commission de surveillance dont il n'est que le chargé d'affaires. En cas de difficultés ou d'opposition d'intérêts, il doit toujours lui en référer, car cette délégation ne constituant qu'une mesure d'ordre intérieur, ne met pas obstacle à l'exercice collectif par celle-ci de l'administration provisoire qui lui est légalement déférée.

En application de ces principes, lorsque les malades sont particulièrement nombreux dans un asile, la commission de surveillance se réserve la faculté de procéder à la nomination de plusieurs administrateurs. De même lorsque le patrimoine d'un aliéné requiert des

soins spéciaux, la commission peut décharger vis-à-vis d'elle l'administrateur et faire nommer à sa place par le tribunal compétent un administrateur datif, en conformité avec l'article 33.

La durée des fonctions de l'administrateur n'est pas déterminée par la loi. Suivant l'usage, elles sont durables, car la commission a pris l'habitude de renouveler tacitement les pouvoirs de celui de l'année précédente, tant qu'il ne sollicite pas d'en être déchargé. D'ailleurs, elle ne saurait refuser sa démission si elle est basée sur des motifs sérieux et si elle n'a pour conséquence d'entraîner aucun préjudice pour les intérêts des malades.

Cette institution très protectrice, dont la continuité est assurée dans les asiles publics par la commission de surveillance a entre autres pour avantage d'assurer la remise immédiate de leurs biens entre des mains désintéressées et de mettre un terme à toutes les contestations d'un caractère purement pécuniaire susceptibles de s'élever entre les membres d'une même famille lors de l'entrée d'un de leurs parents dans un asile privé, d'autant plus que dans ce cas la mise en œuvre des dispositions prévues par la loi est laissée à leur entière discrétion.

SECTION II. — L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE JUDICIAIRE

Comme nous venons de le voir, la loi de 1838 n'impose l'administration provisoire qu'aux personnes séquestrées dans les établissements publics et n'étend pas sa protection d'une façon aussi complète à celles internées dans une maison de santé particulière. En effet, elle n'a pas jugé utile de leur imposer cette administration légale, pourtant nécessaire, dans la pensée que les familles elles-mêmes se feraient un devoir de l'organiser. L'initiative en est laissée à certaines personnes énumérées dans l'article 32. « Sur la demande des parents de l'époux ou de l'épouse, sur celle de la commission de surveillance, sur la provocation d'office du Procureur de la République, le Tribunal civil du domicile *pourra*, conformément à l'article 497 du Code Civil, nommer en Chambre du Conseil un administrateur provisoire aux biens ». Il en résulte donc que les intéressés, principalement les membres de la famille du dément, ont toute latitude pour proposer au choix du tribunal la personne qui, à leur avis, en sera la plus capable. Cependant le législateur a tenu à ce que le juge puisse exercer un droit de regard sur cette nomination qui aurait dû être laissée à la discrétion des familles. Mais un intérêt capital s'y opposait : il faut en cette matière éviter toute collusion frauduleuse entre les parents de l'aliéné qui, de par leur qualité d'héritiers les plus proches, pourraient être

tentés de satisfaire leurs propres intérêts à son détriment. Ceci est d'autant plus à redouter s'ils sont certains que les chances de guérison sont de plus en plus lointaines. On a donc craint que, sous l'œil bienveillant de la personne choisie par eux-mêmes ou avec sa complicité, ils ne s'approprient pour leur propre compte la totalité ou une partie du patrimoine de leur parent.

Enfin nous signalons que les pensionnaires des asiles publics bénéficient également de cette mesure lorsque leur patrimoine réclame des soins vigilants ; l'administrateur légal ne peut y satisfaire en raison de ses occupations.

§ I. — LES CONDITIONS DE CETTE NOMINATION.

Le placement d'un aliéné dans un asile privé n'engendre à son égard aucune présomption d'incapacité, car ce seul fait n'entraîne pour lui aucune déchéance quant à l'exercice de ses droits civils et à la libre disposition de ses biens, par conséquent, si, sur l'initiative des personnes énumérées à l'art. 32, le tribunal n'a pas été amené à le doter d'un administrateur, il bénéficiera en ce domaine d'une entière liberté. En pratique, il arrive fréquemment que les malades des asiles privés, s'ils ne possèdent aucune fortune ou si leurs parents se sont chargés de payer le montant des frais de séjour, ne seront nantis d'aucune mesure d'assistance. Cette situation n'entraînera pour le moment aucun danger sérieux, mais si, au cours de sa séquestration, le dément est en mesure d'acquérir des droits

ou des avantages par succession ou donation, ce manque de protection facilitera toutes les convoitises.

Or, la loi n'a pas envisagé cette situation, c'est regrettable, d'autant plus qu'il y a une manœuvre fréquente à laquelle il faudrait couper court, à savoir que les translations de malades d'un asile public dans un asile privé sont la plupart motivées par des considérations de cette nature (2).

La nomination d'un administrateur est donc subordonnée, en premier lieu, à la condition expresse que le dément possède des biens. Mais ce n'est pas toujours exact, car il peut arriver que cette nomination ne soit pas toujours nécessaire. C'est le cas pour le mineur émancipé ou l'interdit, totalement incapables, l'un à raison de son âge, l'autre à la suite du jugement d'interdiction et dont les biens continuent à être administrés par leur tuteur.

(2) Cependant, lors de la discussion de la loi, à la Chambre des Pairs, le comte Portalis avait présenté un amendement aux termes duquel la nomination d'un administrateur provisoire eût été obligatoire dans les trois mois qui suivraient l'entrée de l'aliéné dans une maison de santé privée. Mais cet amendement fut repoussé sur la proposition de M. Girod, de l'Ain, qui fit à ce propos les réflexions suivantes : « Ou l'aliéné n'a pas de biens et alors à quoi bon grever les départements, communes, hospices ou même les familles des frais plus ou moins considérables que la nomination exige ? Et si l'aliéné a des biens, la loi a donné une liste assez longue des personnes qui pourront la demander. Le procureur en est spécialement chargé et ce qui n'est que faculté sera pour lui une obligation aussi impérieuse que si elle était écrite. »

Mais si les parents négligent de faire nommer un administrateur, il arrive très rarement que le Procureur de la République se substitue à eux, car il est en général très mal renseigné sur la situation de fortune de l'aliéné.

Quant à la femme internée, le législateur n'a pas tranché résolument la question. Au premier abord il semblerait que l'autorité maritale soit un empêchement à l'investiture d'un tel administrateur et que même sa nomination ne s'imposerait pas, puisque le mari possède en général l'administration des biens de sa femme, soit en vertu du régime de droit commun : la communauté, soit en vertu d'une clause du contrat de mariage. Toutefois il est admis par la jurisprudence, en raison des intérêts en présence, et de la subordination de l'épouse à son mari, qu'un administrateur provisoire peut lui être adjoint, quel que soit le régime matrimonial adopté.

Cette thèse, favorable à la femme, a été adoptée par la Cour de Rouen (3) et confirmée par la Cour de Cassation dans un arrêt fortement motivé : « Considérant que la formule de la loi est générale et qu'elle n'admet aucune exception en ce qui concerne la femme mariée; qu'en dénommant l'épouse au nombre des personnes qui peuvent provoquer la nomination dont il s'agit, l'article 32 indique très explicitement qu'un administrateur provisoire aux biens peut être nommé à une femme placée sous l'autorité maritale. Que c'est très justement d'ailleurs que le législateur a pensé que, sans qu'il y ait lieu de distinguer le régime contractuel sous lequel elle est mariée, une femme internée est mise dans l'impossibilité de veiller sur ses intérêts, pourrait avoir besoin de la protection légale organisée par l'article précité. Que, si de la nomination d'un adminis-

(3) Cour d'Appel de Rouen, 25 février 1880, D. 1881, 2, 76.

trateur doit résulter quelque modification dans les droits que le mari tenait de la loi ou de par son contrat, cette modification s'explique et se légitime par le changement survenu dans la situation de la femme. Qu'au surplus les pouvoirs de l'administrateur ne sont que conservatoires et que, de ce chef, ils ne peuvent porter atteinte aux intérêts du mari » (4).

Cette solution est parfaitement justifiée, car les intérêts de la femme qui se trouve dans une situation aussi malheureuse doivent prévaloir sur ceux du mari. La Cour aurait pu donner un nouveau fondement à sa thèse en se basant sur la considération que la femme saine d'esprit a la possibilité de contrôler la gestion de son mari, il est juste, par réciprocité, au cas où elle vient à être internée, qu'elle soit remplacée par une autre personne.

Il faut enfin que le Conseil de famille ait été appelé à délibérer sur l'opportunité d'organiser cette administration, sinon le jugement du tribunal qui procéderait à la dite nomination sans l'avis de ce dernier serait entaché de nullité (5). Sa décision est absolument libre, il peut la conseiller ou la refuser s'il estime que la santé de l'aliéné ne le nécessite ou si la protection de ses biens présente à ses yeux des garanties suffisantes. En tout cas, son avis ne lie pas le tribunal, vu qu'il le considère comme un simple renseignement, bien que les juges désirent en ce domaine ne prendre aucune mesure sans avoir le consentement ou le concours de la famille.

(4) Req., 14 février 1881. D. 1881, 1, 375.

(5) Trib. Civ. de Dax, 29 nov, 1900, G. P., 1901, 1, 431.

Supposons le cas où une personne privée par intermittences de ses facultés et ayant chargé, en vertu d'un mandat régulier, un parent ou un ami qui lui inspirait confiance de s'occuper de ses affaires vienne à être internée en raison de l'aggravation de son état, l'existence de ce mandataire régulièrement autorisé est-elle un obstacle à la désignation de l'administrateur ? M. Chardon (6), tirant argument du rapport préparatoire de M. Vivien sur la loi de 1838, où il compare la situation de l'aliéné à celle d'un absent, admet que le tribunal est lié par cette désignation préalable. De même que l'on ignore si un absent est réellement mort, de même le retour à la santé du malade est incertaine, de telle sorte qu'on ne peut dire s'il est fou. Aussi le législateur ne devrait établir, comme au cas d'absence, que des mesures de protection provisoires et même aucune, si l'aliéné, comme l'absent, avait fait choix « d'un procureur fondé ».

Cette thèse ne saurait recueillir notre approbation, outre l'inexactitude de l'analogie entre l'aliéné et l'absent, elle aurait pour conséquence d'entraîner l'irrévocabilité du mandataire, tant que ce dernier ne se serait pas démis ou que le mandant, en raison de l'oblitération de ses facultés, ne pourrait le révoquer.

Suivant MM. Aubry et Rau et Demolombe (7) la question doit être laissée à l'appréciation souveraine du tribunal, dont la décision sera subordonnée à la bonne ou mauvaise gestion du mandataire désigné. Il

(6) Puissance Tutélaire, n° 189.

(7) Aubry et Rau, t. 1, § 127 bis, note 6, p. 874. Demolombe, t. VIII, n° 815.

pourra être maintenu à la tête des affaires du malade s'il les gère consciencieusement, mais, en cas de fraude ou de négligence commis à son détriment, le tribunal devra se substituer au mandant et exercer à sa place le droit de « révocation qui lui appartient ». C'est d'ailleurs en ce sens que la jurisprudence s'est prononcée, puisqu'elle a reconnu aux juges le droit de vérifier si le mandataire administre et gère d'une façon satisfaisante le patrimoine de l'incapable (8). Enfin il faut remarquer que si la procuration était nulle, comme ayant été fournie sous l'empire de la démence, il appartiendrait au tribunal de statuer sur sa validité, conformément à l'article 39.

§ II. — LA PROCÉDURE DE NOMINATION.

Par qui peut-elle être provoquée ?

L'article 32, reprenant les termes de l'article 490 du Code Civil en matière d'interdiction, accorde aux parents, à l'époux ou à l'épouse, ainsi qu'au Procureur de la République en cas d'abstention de leur part, ou même d'office, la faculté de provoquer la nomination de l'administrateur, sans distinguer si la personne qui en est l'objet se trouve séquestrée dans un asile public ou privé. La loi réserve donc aux parents seuls le droit d'introduire une semblable demande. Aussi les tribunaux ont-ils entendu ce terme dans un sens très

(8) Aix, 19 novembre 1889, D. P., 90, 2, 156.

restrictif et ont exclu de l'exercice de ce droit certaines personnes intéressées comme les alliés (9) ou les créanciers (10).

Quant aux tiers proprement dits, la loi ne leur a imposé aucune obligation à cet égard, vu qu'ils ne sont fondés à se prévaloir d'aucun intérêt *né* et actuel pour agir (11). D'ailleurs, en ce cas ils auront un moyen détourné pour intervenir, c'est de signaler la situation au Procureur de la République, qui ne manquera, s'il estime utile, de provoquer cette nomination.

Enfin il faut mentionner que la commission administrative d'un établissement public est autorisée à décharger l'administrateur légal si sa tâche est trop lourde et à faire nommer un administrateur datif à un malade particulièrement fortuné.

Dans l'énumération des personnes qu'elle désigne, il est surprenant que la loi ait omis de mentionner l'aliéné. Et pourtant, s'il y a quelqu'un qui possède un titre à faire procéder à la désignation d'un administrateur, n'est-ce pas lui qui doit retrouver intact son patrimoine lors de son retour à la santé ? Et ne serait-ce pas souvent un moyen facile de lui permettre de vaincre la négligence ou l'inertie de ses héritiers ?

Ces avantages n'ont pas échappé à l'attention de M. Demolombe (12) qui, se fondant sur un argument

(9) Trib. Civ. de la Seine, 1854. Bertin, Chambre du Conseil, t. 1, 732.

(10) Trib. Civ. de la Seine, 3 janvier 1854.

(11) Trib. Civ. de Redon, 1^{er} mai 1907, G. P. 1907, 2, 103, G. des Trib., 28 sept. 1907. La Loi du 20 juillet 1907.

(12) Tome VIII, n° 816.

d'analogie (l'art. 38 qui permet à l'aliéné de se faire donner un curateur chargé de veiller à la protection de sa personne) soutient qu'il aurait tout avantage à provoquer cette nomination, surtout s'il est placé dans une maison de santé particulière.

Malgré cet argument décisif, MM. Aubry et Rau (13) Planiol, Ripert et Savatier (14) ont émis l'opinion contraire. Ils font remarquer que la liberté individuelle et le bien-être matériel de l'aliéné courent de plus grands dangers que sa fortune, à la gestion de laquelle ses parents ou son conjoint sont eux-mêmes intéressés. Qu'ainsi il serait normal et plus logique que le législateur lui ait accordé plus facilement le droit de demander la nomination d'un curateur et non celui d'obtenir la nomination d'un administrateur provisoire.

MM. Baudry-Lacantinerie (15) se font également les interprètes de la même idée, en y ajoutant un nouvel argument, tiré du texte. Il résulte, disent-ils, des articles 31 et 32 combinés avec les articles 29 et 38, que c'est intentionnellement que les deux premiers ne parlent pas de l'aliéné.

La Cour de Paris a sanctionné récemment cette doctrine, en décidant que, vu les termes formels de l'article 32, le dément était irrecevable à formuler une pareille demande (16).

(13) Tome 1, § 127 bis, note 5, p. 527.

(14) Traité pratique, t. 1, n° 718.

(15) Tome V, p. 906, n° 1034.

(16) C. A. Paris, 3 février 1933, S. 1933, 2, 138, G. P. 1933, 1, 598.

Les formalités préalables. Le tribunal compétent.

La requête adressée au tribunal aux fins de nomination d'un administrateur doit être précédée, ainsi que nous l'avons vu plus haut, d'une délibération du conseil de famille, sous peine de nullité du jugement du tribunal qui passerait outre à cette prescription (17).

L'autorité compétente est le tribunal civil du domicile de l'incapable, réuni en chambre du conseil, à l'exclusion de toute juridiction, par exemple le président de ce tribunal statuant en matière de référés. Si ce domicile est inconnu, notamment au cas de placement d'office (18), le droit commun doit recevoir son application et la compétence sera attribuée à celui de la résidence, en l'espèce le lieu du placement, même en ce cas la délibération du conseil de famille est obligatoire (19).

(17) Trib. Civ. de Dax, 29 novembre 1900, G. P. 1901, 1, 43.

(18) C. Appel de Paris, première Chambre, 28 nov. 1924. G. P. 1925, 1, 339.

La Cour de Paris a motivé sa décision en faisant remarquer que la nomination d'un administrateur privant de l'exercice de ses droits une personne contre laquelle n'existe aucune incapacité légale, est d'une gravité exceptionnelle qui échappe manifestement au pouvoir du juge des référés; que, si elle est autorisée par la loi en matière d'interdiction, c'est à titre exceptionnel et spécialement en considération des garanties que doit trouver le tribunal dans l'interrogatoire subi par l'intéressé. Ainsi la jurisprudence a fait en cette espèce une saine application de la loi du 30 juin 1838 qui ne frappe l'aliéné d'aucune présomption d'incapacité.

(19) En ce cas, pour la réunion du conseil, il faut appliquer par analogie l'art. 409 du Code qui prescrit la convocation par le juge des citoyens connus pour avoir des relations habituelles d'amitié avec l'intéressé. Cette solution est cependant douteuse, mais elle ne suscite aucun inconvénient, vu la rareté de ce cas en pratique.

Au contraire, lorsque la personne atteinte d'aliénation mentale est un enfant naturel, la jurisprudence a décidé que le tribunal et non le conseil de famille peut se faire juge de l'opportunité de l'administration provisoire « attendu qu'aux termes de la loi du 2 juillet 1907, article 3, *in fine*, il appartient au tribunal statuant en chambre du conseil de régler toutes les questions relatives à la protection des enfants naturels » (20).

Jugement nommant l'administrateur.

Le choix du tribunal.

La requête est appuyée sur la délibération du conseil de famille, le ministère public est entendu dans ses conclusions et le tribunal rend son jugement en chambre du conseil.

La décision une fois rendue n'est pas sujette à appel (21). Cette défense d'intenter une voie de recours repose non sur un but d'économie, comme on l'a prétendu à tort, mais sur le caractère gracieux de celle-ci. Il importe de préciser que cette interdiction ne concerne que le seul fait de la nomination et ne s'étend pas aux autres dispositifs du jugement qui tendraient

(20) Trib. Civ. de la Seine, 29 juin 1909, D. 1916, 2, 198 et la note. *Journal des Notaires*, art. 29628, année 1909, p. 516.

(21) Rouen, 25 février 1880, S. 80, 2, 253.

à investir l'administrateur de pouvoirs dépassant la limite de ses fonctions ou qui seraient de nature à causer un préjudice (22).

(22) Montpellier, 21 juin 1928, D. H., 1928, p. 597.

Cour d'appel de Montpellier, 21 juin 1928, D. H. 1928, p. 597.

« La Cour, sur la recevabilité de l'action,

Attendu que si, en principe, les décisions de juridictions gracieuses ne sont pas susceptibles de tierce opposition parce qu'elles ne préjudicient pas aux tiers, il en est autrement lorsqu'elles sont de nature à leur causer un préjudice ou lorsqu'elles sont entachées d'excès de pouvoirs;

Attendu que la dame Pauline D..., épouse F..., avait demandé au Tribunal civil de Perpignan, suivant requête en date du 20 juillet 1926, de nommer un administrateur provisoire aux biens de son mari, François F..., interné dans un établissement d'aliénés de Toulouse et non interdit;

Attendu que cette demande était faite en conformité d'une décision du conseil de famille du 15 avril précèdent, et par application de la loi du 30 juin 1838, art. 32, sur les aliénés.

Attendu qu'aux termes de cette disposition légale, le Tribunal civil du lieu du domicile peut, conformément à l'article 497 Code Civil, nommer en la chambre du conseil un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite, placée dans un établissement d'aliénés.

Attendu qu'il résulte de la rédaction même de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838 et de sa comparaison avec l'article 39 de cette même loi que les fonctions de l'administrateur provisoire se détachent très nettement de celles du curateur à la personne de l'aliéné; qu'elles sont différentes de celles de l'administrateur désigné conformément à l'article 497 Code Civil, en ce qu'elles consistent uniquement à veiller au patrimoine de l'aliéné et qu'elles sont en cela soumises au contrôle du curateur s'il est nommé; qu'il y a donc incompatibilité entre ces deux fonctions qui ne sauraient être confiées à une même personne.

Attendu d'ailleurs qu'aux termes de l'art. 38 de la loi du 30 juin 1838, le curateur à la personne de l'aliéné ne peut pas être choisi parmi les héritiers présomptifs de la personne placée dans un établissement d'aliénés.

Attendu qu'au mépris de ces principes et statuant au delà de la requête présentée par la dame F..., le Tribunal civil de

La même théorie s'appliquerait si une question de compétence était en jeu (23).

La nomination d'un administrateur est-elle facultative ou obligatoire pour le tribunal ? Une controverse s'est élevée sur ce point, car l'article 32 emploie à dessein le verbe « pourra », tandis qu'à l'article 497, auquel il se réfère, il se trouve l'expression « devra ». Au surplus, on a tendance à y voir une contradiction

Perpignan, statuant en chambre du conseil, a nommé, par jugement du 5 août 1926, la dame Pauline D..., épouse F..., administrateur provisoire à la personne et aux biens de François F...

Attendu qu'en statuant de la sorte cette juridiction a investi l'administrateur provisoire des pouvoirs dépassant la limite qu'implique le titre même de cette fonction et prononcé une décision susceptible de tierce opposition.

Attendu, au surplus, qu'il résulte des documents et circonstances de la cause que la nomination de la dame F... en qualité d'administrateur provisoire des biens de son mari préjudiciait aux appelants à la fois actuellement et éventuellement; qu'en effet, à raison de l'état de brouille dans lequel ils s'étaient placés vis-à-vis de la deuxième femme de leur père, Fernand F... et Fernande F... se voyaient retirer les avantages pécuniaires qu'ils recevaient de leur père, que Fernand F... perdait le bénéfice du bail avantageux qui lui avait été consenti, et qu'enfin la gestion qui allait être entreprise par la dame F... pouvait être susceptible d'éveiller éventuellement quelques inquiétudes aux enfants F... pour l'avenir.

Attendu, dans ces conditions, qu'on ne saurait dénier aux appelants qui n'ont pas été parties au jugement du 5 août 1926, un intérêt à agir et qu'en l'état de cette constatation, ainsi qu'en présence de l'excès de pouvoir dont est vicié le jugement frappé de tierce opposition, les premiers juges ont fait une exacte application des principes en accueillant comme valable en la forme l'action des enfants F... envers ce jugement;

Par ces motifs.....

(23) Caen, 8 février 1904, D. 1904, 2, 438.

avec l'article 31 qui rend obligatoire l'administration pour les aliénés des établissements publics.

En réalité, cette contradiction n'est qu'apparente, car la nomination d'un administrateur à un aliéné placé dans une maison départementale constitue une simple faculté pour le juge et que le refus de sa part d'en agréer un aura pour effet de maintenir dans ses fonctions l'administrateur légal. Pour le dément d'un asile privé, aucune discussion ne peut s'élever à son sujet, puisque l'article 31 ne lui est pas applicable.

En vertu de cette entière liberté d'appréciation des magistrats, il ne sera quelquefois couvert par aucune protection, soit que l'investiture d'un administrateur n'ait pas été demandée, ou soit qu'elle ait été refusée. On comprend d'autant moins que le tribunal puisse passer outre à l'avis favorable du Conseil, du fait que, s'il a pris l'initiative d'une telle mesure, c'est qu'elle se justifie.

En pratique, le problème se posera sous un aspect différent, attendu que le tribunal fera toujours droit à une pareille demande. Au surplus, les auteurs eux-mêmes estiment qu'elle n'est pas utile, si l'aliéné est indigent, si sa guérison apparaît comme prochaine, ou si la gestion de ses biens se trouve assurée.

Il faut signaler que la législation actuelle a tendance à organiser une administration provisoire obligatoire. A cet effet, une circulaire ministérielle du 6 juillet 1926 (24), se référant à la mise en œuvre de l'article 56 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre,

(24) *Journal Officiel* du 21 juillet.

prescrit de pourvoir tous les anciens militaires internés d'un administrateur et d'un curateur, dont le rôle consistera à surveiller l'emploi de la pension du titulaire. A propos des malades des asiles privés bénéficiaires d'une pension, la même circulaire conseille « que pour éviter les frais et les lenteurs d'une telle procédure (mode de nomination ordinaire), il convient de présenter une requête au président du tribunal du lieu de l'internement, d'accord avec le Préfet et le curateur à la personne, tendant à la nomination d'un administrateur *ad hoc* dont le mandat sera limité au recouvrement et à l'emploi de la pension, et dont les pouvoirs pourront être renouvelés ».

Si donc le tribunal saisi est dans l'obligation d'investir un administrateur, il reprend, par contre, son entière liberté quand il s'agit du choix de la personne qui sera désignée. Ce pourra être un proche parent ou un étranger. Mais il est d'usage qu'il se borne à ratifier le choix du Conseil. Seulement le tribunal devra faire preuve de circonspection en s'entourant de l'avis de gens désintéressés, car il est permis de douter quelquefois de l'honnêteté des héritiers, pour lesquels l'internement serait pour eux une occasion facile de dépouiller l'aliéné de ses biens. Il n'est pas rare que des fortunes disparaissent ainsi, au grand détriment des malades, surtout lorsqu'elles consistent principalement, comme à l'heure actuelle, en valeurs mobilières faciles à dissimuler.

§ III. — LES EFFETS DE CETTE NOMINATION.

CARACTÈRES, DURÉE ET RENOUVELLEMENT

DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR.

Le choix du tribunal, comme en matière de tutelle, sera obligatoire pour la personne qui en aura été l'objet. Cette charge constitue, en effet, un devoir auquel on ne saurait valablement se dérober sans manquer aux obligations élémentaires issues du renforcement de la solidarité sociale. C'est bien ce caractère que la loi a attaché à cette institution, puisque l'article 34 de celle-ci renvoie aux dispositions du Code Civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, les incapacités, les exclusions ou destitution de tuteurs.

Cette administration est au surplus une fonction gratuite (25). Ceci se conçoit à la rigueur pour l'administrateur judiciaire dont l'activité s'étendra le plus souvent à la gestion d'un patrimoine unique. Le même régime au contraire ne saurait s'appliquer aux administrateurs légaux qui ont une tâche délicate et difficile à remplir. Leur responsabilité est d'autant plus lourde qu'ils exercent eux-mêmes une autre profession, et il arrivera fréquemment que, sans se désintéresser de cette gestion, ils la négligent tout au moins, soit à cause du manque de temps, soit par peur d'engager leur responsabilité.

(25) Planiol, Ripert et Savatier, t. 1, n° 718. Aubry et Rau, op. cité.

Une réforme serait sur ce point désirable, en raison du développement de la richesse et l'augmentation du nombre des malades hospitalisés, leur charge étant en fait devenue très lourde.

L'administrateur datif n'entre en fonction que pour une durée de trois ans. Cela tient à ce que, à la différence de l'administrateur légal contrôlé et aidé par la commission de surveillance, on ne pouvait le laisser gérer sans mandat les biens de l'aliéné.

A l'expiration de ce délai, le tribunal a la faculté de renouveler ses pouvoirs ou de substituer à sa place un autre administrateur. En cas d'affirmative, est-il tenu d'accepter ce nouveau mandat ?

MM. Durieu et Roche (26) soutiennent la négative en se fondant sur les termes de l'article 371 « ces pouvoirs pourront être renouvelés », qui ne reproduisent pas ceux de l'article 34, en déduisent que la fonction n'est plus obligatoire.

Cette thèse est contraire à l'esprit de la loi qui, employant dans l'article 37 le terme « renouvelés » a entendu par là que l'exercice de ces pouvoirs se poursuive dans les mêmes conditions, c'est-à-dire avec le même caractère obligatoire que jadis.

Nous convenons que l'adoption de ce système présente des inconvénients. Cette charge pourra être lourde au bout d'un certain nombre d'années, mais l'intervention du tribunal à chaque période de trois ans servira de correctif, car l'administrateur jouira de

(26) Répertoire des Etablissements de bienfaisance. Voir aliénés, n° 166.

la faculté de faire accepter sa démission en présentant, à l'appui, une excuse sérieuse et valable que le tribunal ne se refusera certainement pas à examiner.

SECTION III. — LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR

Dès son entrée en fonction, l'administrateur doit désormais consacrer toute son activité à la gestion du patrimoine des aliénés dont les intérêts ont été confiés à ses soins. Dans ce but, il est investi d'un certain nombre de pouvoirs énumérés dans l'article 31. Mais, à l'inverse du Code Civil, qui avait délimité avec précision les droits et les pouvoirs conférés au tuteur de l'interdit ou au conseil judiciaire dans l'exercice de leur administration, le législateur de 1838, préoccupé au premier chef de réglementer les conditions de l'internement, n'a attaché qu'une importance secondaire à la question de la gestion des biens. Il concevait en effet la folie comme une maladie de la guérison de laquelle il ne faut jamais désespérer, et comme conséquence forcée de ce point de vue, l'interdiction lui semblait un moyen par trop rigoureux auquel, dans l'intérêt de la santé et de la liberté de l'aliéné, il ne fallait recourir que lorsqu'un traitement prolongé aurait prouvé l' incurabilité de la maladie.

La lecture des travaux préparatoires montre amplement qu'il n'a entendu prendre des mesures de protection qu'en faveur des individus dont les facultés

intellectuelles étaient amoindries et dont la guérison à la suite d'un traitement approprié ne se ferait attendre que pendant quelques mois ou une année au plus. Il convenait donc, en conformité avec ces principes, de ne pas accorder à l'administrateur des pouvoirs trop étendus, de manière à ce qu'il ne puisse conclure des actes liant la personne revenue à la santé pour de longues années; aussi, en dénommant le représentant de l'incapable « administrateur provisoire », il a été entendu que son rôle se bornerait aux purs actes d'administration destinés à conserver son patrimoine, et à le lui rendre intact lors de sa sortie de l'asile (27).

Cependant, malgré leur répugnance pour l'interdiction, il n'est jamais venu à l'esprit des auteurs de la loi de la supprimer et de lui substituer le système dit de l'administration. Ils la considèrent comme une mesure subsidiaire, devant s'imposer de toute urgence, si les chances de guérison étaient douteuses au bout d'un certain temps ou si un acte grave mettant en jeu ses intérêts devait être accompli (1).

(27) Colin et Capitant, t. 1, n° 586. Josserand, t. 1, n° 562. Baudry-Lacantinerie et Bonnacarrère, t. 5, n° 1038.

(1) Voir le rapport de M. Barthélémy à la Chambre des Pairs, séance du 29 juin 1837. « Il (le législateur) considère que l'issue normale de cette situation provisoire est l'interdiction avec les sérieuses garanties qu'elle présente, tout au moins lorsque le malade est incurable ou que la folie prend un certain caractère de permanence. C'est sous cette forme seulement, que doit se réaliser l'administration régulière et définitive. Jusque-là tout ne doit être que strictement provisoire et limité aux mesures strictement indispensables; dès qu'un acte grave et important, dès qu'une situation un peu compliquée se présente ou s'impose, le législateur pense qu'il faut alors recourir à l'interdiction. »

Tel était le but de la loi, dont les prévisions s'avérèrent fausses en pratique, car dès sa mise en application le nombre des personnes interdites a été en décroissant constamment, alors qu'en revanche le système imaginé par elle étendit son domaine d'application au point que l'administration provisoire constituant à l'heure actuelle le statut normal de la plupart des intéressés, même incurables, alors que les pouvoirs de l'administrateur s'avéraient trop étroits. La jurisprudence, sous l'impulsion des nécessités pratiques, dut-elle étendre le champ d'activité de l'administrateur et accomplir en quelque sorte une œuvre prétorienne. Mais cette œuvre hardie d'adaptation se justifiant pour les besoins de la cause a débordé manifestement le cadre que le législateur avait entendu lui fixer, bien qu'il soit admis que les pouvoirs énumérés dans l'article 31 n'aient été donnés qu'à titre d'exemple.

* * *

L'administrateur, afin de remplir sa mission d'une manière complète, doit avoir la faculté et tous les moyens nécessaires pour être amplement renseigné sur la situation de fortune des insensés dont il a la charge; cette connaissance approfondie lui procurant en outre l'avantage d'entrer en possession de tous leurs biens et de les soustraire en totalité ou en partie à l'avidité de leurs héritiers présomptifs.

Or, ces renseignements peuvent être portés à sa connaissance par des moyens divers; en premier lieu le service des aliénés siégeant à la préfecture fait rédiger des questionnaires qui, motivés par le paiement des frais de séjour à l'asile, contiennent des indications précieuses sur les revenus du malade et précisent en

même temps les personnes tenues à sa place de l'obligation alimentaire, au cas d'insuffisance de ses ressources. De même les Asiles et les Parquets font procéder à des enquêtes sur les conditions de l'internement et sur les moyens d'existence des personnes placées. Mais elles pèchent par l'insuffisance des renseignements fournis, les autorités compétentes répugnent à demander des précisions à ce sujet aux familles. Il arrivera donc fréquemment que l'administrateur ignorera la situation exacte de la fortune des déments, défaut qui joint à celui de l'étroitesse de ses pouvoirs, le mettra ainsi dans l'impossibilité d'accomplir sa mission.

*
* *

L'art. 31 contenant l'énumération des dits pouvoirs, est ainsi conçu : « L'administrateur procédera au recouvrement des sommes dues à la personne placée dans l'établissement et à l'acquittement des dettes, passera des baux qui ne pourront excéder trois ans et pourra même, en vertu d'une autorisation spéciale accordée par le président du Tribunal Civil, faire vendre le mobilier. »

Nous allons examiner successivement dans l'ordre prévu par cet article, l'étendue des fonctions de l'administrateur en nous attachant à préciser le sens et l'extension que la jurisprudence s'est attachée à leur donner. Nous traiterons enfin brièvement le rôle qui lui est dévolu comme représentant de l'incapable lors de la signification des actes de procédure qui peuvent le concerner.

1° RECOUVREMENT DES CRÉANCES ET PAIEMENT

DES DETTES

Le devoir principal qui s'impose à toute personne prenant en mains la gestion du patrimoine d'autrui est de régler en premier lieu les opérations antérieures effectuées par son titulaire, qui n'a pas eu le temps ou le moyen de les clore, en un mot, faire rentrer l'actif et acquitter le passif. C'est de ce règlement de compte que le législateur a voulu parler lorsqu'il enjoint à l'administrateur de procéder au recouvrement des créances et au paiement des dettes au nom de l'aliéné.

D'abord il peut recevoir en capital et en intérêts les sommes dues, sa compétence s'étend à toutes les affaires auxquelles l'aliéné avait participé : loyers, fermages, prix de vente des meubles, capitaux dus, arrérage de rentes et de pensions, peu importe la date des titres de créance.

Ceci suppose évidemment qu'il s'agit de créances échues et non contestées. Mais lorsque l'administrateur sera aux prises avec des débiteurs récalcitrants, aura-t-il le droit de les poursuivre en justice et de les faire condamner à lui en verser le montant ? Cette controverse peut se poser vu que la loi a exigé en termes exprès qu'un mandataire spécial dit mandataire *ad litem* soit désigné dans le but de représenter l'insensé dans les contestations judiciaires auxquelles il serait mêlé.

D'après MM. Aubry et Rau (28) l'administrateur n'aurait qualité pour agir que si la dette se trouve établie par acte authentique ou en forme exécutoire. Mais la jurisprudence, se fondant sur les termes de l'article 31 qui l'autorise à recouvrer toutes les créances sans en préciser la nature et sur le fait que l'administrateur provisoire peut se faire nommer mandataire, a admis logiquement que le pouvoir d'opérer le recouvrement des créances litigieuses entraînait celui de plaider.

Autant l'administrateur doit faire preuve de diligence lorsqu'il opère le recouvrement des créances, autant il doit se montrer prudent dans le paiement des dettes. Ce n'est qu'après en avoir reconnu la nécessité, constaté si ces dettes étaient certaines, liquides et exigibles, et vérifié le titre de créance, qu'il peut donner l'autorisation au receveur de l'asile de les prélever sur l'actif.

Il est nécessaire de remarquer, en effet, que l'administrateur n'a jamais le maniement des deniers, c'est un simple ordonnateur. Le rôle de comptable est rempli par le receveur des asiles dont l'intervention est requise pour toutes les opérations portant sur des fonds de l'aliéné. Les quittances constatant les versements d'espèces au profit de ce dernier devront, pour être libératoires, comporter la signature du représentant de la commission de surveillance et celle du receveur lui-même pour justifier à la fois la régularité juridique de l'acceptation par le receveur du versement et en attester la régularité matérielle. Ce dernier, ces sommes

(28) T. 1, 127 bis, note 12, p. 530.

touchées, est responsable de leur conservation, et l'aliéné a comme garantie un privilège sur le cautionnement de ce fonctionnaire (29).

Mais les sommes ainsi recouvrées ne resteront pas au compte de l'aliéné pour lui être rendues à sa sortie avec les intérêts, car elles ne doivent faire l'objet d'aucune capitalisation. L'article 27 prescrit au contraire que cet argent sera destiné à payer les frais d'entretien, de séjour et de traitement du malade, à son défaut qu'il serve à la charge de ceux auxquels il peut être demandé des aliments, aux termes des articles 205 et suivants du Code Civil. S'il y a contestation sur l'obligation de les fournir ou sur leur quotité, il sera statué par le tribunal compétent, à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des articles 31 et 32. C'est donc une exception à la règle que l'administrateur ne peut recouvrer les dettes par voie d'action.

Quoique l'étude de cette question sorte un peu de notre sujet, il convient néanmoins, en raison de son

(29) Cette interprétation est juste et raisonnable. En effet, le cautionnement du receveur étant affecté tant à la garantie des recettes et dépenses des comptes asiles que des recettes et dépenses des comptes particuliers des malades, c'est à lui seul qu'incombe la responsabilité du recouvrement des sommes, qu'elles soient portées à leur compte dépôt ou à leur compte patrimoine. D'autre part, l'art. III de l'Instruction générale du Ministre des Finances sur la comptabilité en date du 20 juin 1859 dispose que les dépôts soit d'argent, soit d'objets précieux appartenant aux malades sont faits aux receveurs hospitaliers qui ont seul qualité pour recevoir ces dépôts. Egalement les revenus de l'aliéné sont perçus par le receveur avec l'autorisation de l'administrateur sur la production d'un certificat du directeur constatant sa présence dans l'établissement.

importance, de parler brièvement des controverses qu'elle a soulevées.

En premier lieu, qui a qualité pour exercer le recours? La jurisprudence, appliquant à la lettre les termes de l'article 31, n'en a octroyé le bénéfice qu'à l'administrateur provisoire, à défaut de toute autre personne. Ainsi le président de la commission de surveillance ne peut les réclamer en justice (30), de même que le Préfet (31), si le département a avancé l'argent nécessaire, le recouvrement de la pension est poursuivi à la diligence de l'Enregistrement et de l'administration des Domaines qui agit par voie de contrainte et dans les formes fixées par les lois du 22 frimaire an II et 27 ventôse an IX (Trib. Civ. de Roanne, 24 janvier 1888, Journ. Enreg., 1888, p. 313).

En second lieu, faut-il poursuivre le recouvrement

(30) Cassation Civ., 9 janvier 1899, Le Droit, n° avril 1899.

(31) Trib. Civ. de Cusset, 13 février 1901, G. P. 1901, 1, 395.
TRIBUNAL CUSSET, 13 février 1901.

Le Tribunal :

Attendu qu'aux termes de l'art. 27 de la loi du 30 juin 1838, s'il y a contestation sur l'obligation des aliments ou sur leur quotité, il est statué, par le tribunal compétent, à la diligence de l'administrateur désigné en exécution des art. 31 et 32;

Attendu que les consorts F... et M... ayant contesté l'obligation de fournir des aliments à la veuve M..., l'action ayant pour objet de faire décider si les défendeurs étaient tenus de la prestation des aliments, devait être suivie aux termes de la loi susvisée à la requête de l'administrateur désigné à la dire dame M...; que M. le Préfet du département de l'Allier était donc sans qualité pour l'introduire; qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer irrecevable la demande formée par M. le Préfet de l'Allier.

Pour ces motifs,

Déclare M. le Préfet de l'Allier non recevable.

de ces dépenses sur le capital ou les revenus? C'est un problème d'autant plus délicat, car ces frais d'entretien ne doivent pas absorber toute la fortune du malade dont la diminution progressive le priverait de tout moyen d'existence lors de sa sortie. La solution la meilleure semble être la suivante : pendant l'internement elles ne peuvent être imputées que sur les revenus et, exceptionnellement sur les créances importantes que l'administrateur a recouvrées. Cette règle est conforme à l'esprit de l'art. 38, qui, parlant du rôle du curateur à la personne, prescrit qu'il doit veiller à ce que les revenus du malade soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison.

A la sortie, le receveur de l'asile, sur les injonctions de l'administrateur, doit prélever sur les revenus une somme égale au montant des frais. Enfin si l'aliéné vient à décéder, les héritiers ayant accepté sa succession doivent assurer le paiement de ses dettes, si des difficultés viennent à surgir à ce sujet, le Préfet, au nom du département, peut s'opposer à ce que les biens leur soient délivrés. Qu'arrivera-t-il dans le cas inverse si les héritiers sont inconnus ou répudient la succession ? Conformément au droit commun, la déclaration de vacance doit être provoquée par l'administrateur, et c'est le curateur qui, après avoir réalisé les biens, versera la dette du malade au compte du département.

Mais cette action en recours est-elle prescriptible par cinq ans, ainsi que l'article 2279 le prévoit pour les arrérages des pensions alimentaires ou la prescription de droit commun, celle de 30 ans, doit-elle recevoir son application ? La question avait été tranchée

dans ce dernier sens, depuis longtemps d'ailleurs, en sorte que ce point ne paraissait plus contesté. Le Tribunal Civil de Châteaudun (2 juillet 1899, *Journal de l'Enregistrement*, 1890, p. 115) (32), considérant le département agissant en ce cas comme *negotiorum gestor* ou mandataire légal pouvait invoquer la prescription de trente ans (33). Mais le problème vient de se poser à nouveau devant la Cour de Besançon (Arrêt du 26 mai 1936, G. P. 1936, 2, 417, 427), qui, contrairement à l'opinion courante, a admis que cette action était soumise à la prescription de cinq ans en faisant valoir que le paiement de la pension alimentaire à laquelle les parents étaient légalement astreints, conservait son caractère, quelle que soit la personne qui en poursuivait le recouvrement.

Enfin cette obligation alimentaire n'est ni solidaire, ni indivisible, en sorte que chacun des débiteurs ne peut être tenu que pour sa part et portion (même arrêt).

Il faut admettre à notre sens que chacun est tenu dans la mesure de ses ressources.

(32) Voir d'ailleurs les arguments présentés en faveur de cette première solution. *Revue trimestrielle de Droit Civ.*, janvier-mars 1937, p. 99 et 100.

(33) Trib. Civ. de Meaux, 5 juin 1889, G. P. 1889, 2, 212:

2° LES BAUX.

L'article 31 accorde également à l'administrateur le pouvoir de donner à bail les immeubles dont l'aliéné est propriétaire, ceci dans un double but : d'abord de lui procurer des revenus et ensuite d'éviter les détériorations susceptibles de se produire s'ils n'étaient pas habités ou utilisés durant l'internement. Mais, en ce domaine, il jouit de pouvoirs beaucoup moins étendus que les autres administrateurs des biens d'autrui. Alors que ces derniers, aux termes des articles 1429 et 1430 pour le mari, 1730 pour le tuteur, ont faculté de conclure des baux d'une durée de 9 ans et même plus, les auteurs de la loi ont limité cette faculté à 3 ans. En fixant des limites aussi restreintes, le législateur a toujours voulu remplir le même but que nous nous sommes efforcé de dégager plus haut, à savoir : éviter de lier le malade par des baux de trop longue durée, surtout si sa guérison paraît proche. On ne peut que regretter cette restriction, ce délai très court entraîne des conséquences préjudiciables à l'intérêt bien compris du malade, car, d'une part, l'administrateur trouvera plus difficilement preneur pour un temps aussi bref et, d'autre part, s'il s'agit d'une ferme, d'un commerce ou d'une industrie, son exploitation n'est fructueuse et rationnelle que sur une longue période.

Aussi, en pratique, on s'est efforcé de tourner la loi en recourant à plusieurs procédés ingénieux.

Le premier a consisté à s'adresser à la Chambre du

Conseil pour lui demander l'autorisation de conclure des baux d'une durée plus longue. De nombreuses décisions de date assez ancienne se sont prononcées en ce sens. Entre autres, un jugement du Trib. Civ. de la Seine du 9 août 1894 (34) ainsi libellé : « Si la loi du 30 juin 1838 ne permet pas à l'administrateur provisoire d'un aliéné de passer des baux de plus de trois ans, aucune disposition de cette même loi ne prohibe des baux d'une durée plus longue consentis avec la permission de la justice, pourvu qu'ils n'excèdent pas 9 ans, limite extrême imposée par le droit commun aux administrateurs légaux des biens d'autrui. »

Malheureusement, ces décisions sont contraires à l'esprit de la loi de 1838, d'abord le texte emploie une forme négative : « L'administrateur passera des baux qui ne pourront excéder 3 ans » et comme, de plus, le législateur n'a entendu lui conférer que la pure administration se limitant aux actes conservatoires et urgents, la Chambre du Conseil n'a aucun titre pour étendre des pouvoirs déterminés et fixés avec précision.

Ce procédé étant plus ou moins légal, on en a imaginé un autre, qui ne présente pas toute la sécurité voulue. L'administrateur pourra conclure des baux d'une durée supérieure à trois ans, mais alors il doit prendre soin d'insérer dans le contrat une clause de résiliation, au cas de sortie de l'aliéné de l'asile, pour toute période excédant 3 ans.

Enfin la pratique a autorisé l'administrateur lui-

(34) G. P., table n° 1, 1892-1897, texte non publié.

même à signer des baux sous sa seule responsabilité, si l'aliéné demeure durant toute leur durée à l'asile, le locataire ne risque pas d'être expulsé, sinon il devra faire ratifier le bail par l'incapable revenu à la raison.

Quant au bail passé avant l'internement, il doit être respecté par l'administrateur jusqu'à son terme, si le preneur en observe strictement les clauses.

Le vote de la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale modifiée par celles du 22 avril 1927 et 13 juillet 1933 a eu pour conséquence de poser un problème nouveau relatif au renouvellement des baux commerciaux. L'art. 3, alinéa 9, de cette loi, dispose que le locataire commerçant ou industriel a droit au renouvellement de son bail pour une durée égale à celle du bail précédent, sans pouvoir excéder 9 ans.

M. Julliot (34) a fait application de cet article à l'aliéné. « L'incompatibilité, dit-il, qui paraît entre une loi nouvelle et une loi ancienne a pour effet l'abrogation tacite de cette dernière, mais juste dans la mesure de l'incompatibilité de ses dispositions ». De ce raisonnement, le même auteur déduit, qu'en matière commerciale, il serait conforme et normal que l'administrateur puisse, malgré la loi de 1838, consentir des baux d'une durée plus longue. Ce système, de pratique courante dans le ressort du tribunal de la Seine, constitue un moyen ingénieux de combler une très grave lacune, mais il est difficile et peut-être un peu vain de vouloir interpréter l'opinion des auteurs de la loi de 1926.

(34 bis) M. Julliot, *Journal des Notaires*, 1936, n° 17, art. 38979.

La loi n'a pas cru devoir nous renseigner sur la façon dont les baux seraient conclus : par acte authentique ou sous seing privé ? L'administrateur fera bien pour cela de se référer au droit commun et à l'usage des lieux. Mais, d'une façon générale, il sera prudent de prévenir les difficultés qui pourraient surgir au cours de l'exécution du dit bail en faisant dresser un acte authentique, qui a l'avantage de procurer l'exécution forcée.

L'administrateur, ce qui va sans dire, puisqu'il possède le droit de louer, bénéficie de la faculté de résilier le bail, si l'intérêt de l'aliéné l'exige, de même qu'il pourra intenter devant le juge de paix une procédure tendant à l'expulsion du locataire, sans avoir recours à la nomination d'un mandataire *ad litem*.

3° L'ALIÉNATION DU MOBILIER, DES VALEURS MOBILIÈRES ET AUTRES MEUBLES INCORPORELS.

Sous le régime exclusif de la loi de 1838, l'administrateur jouissait de la faculté de disposer uniquement du mobilier proprement dit, avec l'autorisation du Président du Tribunal, sans avoir la permission de procéder à la vente des valeurs mobilières et autres meubles incorporels. Mais, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les capitaux mobiliers prirent un développement considérable, favorisé par la création de multiples sociétés anonymes et l'émission de nombreux emprunts, et il n'est pas exagéré de dire que la majorité

des fortunes françaises sont composées de valeurs mobilières. En présence de cette évolution, l'administrateur démuné de tout pouvoir se gardait d'intervenir, même lorsque la négociation des titres s'imposait, se contentant, dans la majorité des cas, d'en percevoir les revenus. La situation était d'ailleurs identique pour toutes les personnes qui s'occupaient de la gestion du patrimoine d'autrui. Une réforme était urgente. Elle fut réalisée par la loi du 27 février 1880, qui a autorisé la vente de ces titres, sous l'observation de certaines formalités.

A) *L'aliénation du mobilier.*

En principe, cette vente n'a lieu que quand le mobilier n'est pas nécessaire à la famille et lorsqu'il est périssable ou d'un entretien trop coûteux. Elle doit être autorisée par le président du Tribunal. Seulement la loi n'a pas indiqué si le tribunal compétent est celui du domicile du malade, de la situation de l'établissement ou du mobilier.

Les auteurs, notamment MM. Durieu et Roche (35) et Demolombe (36) font application en ce cas des principes admis en matière de minorité et d'interdiction, en donnant compétence au président du Tribunal civil du domicile, d'accord en cela avec la jurisprudence, pour qui le placement d'une personne dans un asile ne lui fait pas perdre son domicile légal.

(35) Durieu et Roche, V, Aliénés, n° 134.

(36) Demolombe, tome VIII, n° 809.

La loi n'a pas indiqué non plus la forme de la vente. Suivant la pratique courante, on procède à la vente aux enchères, comme pour la vente des biens de mineurs, en raison des garanties qu'elle comporte. Cependant elle entraîne des frais excessifs, souvent hors de proportion avec la valeur des objets vendus, aussi a-t-on pris l'habitude d'organiser dans certains asiles un garde-meuble, soit pour assurer la conservation gratuite du mobilier jusqu'à la sortie du malade, soit pour grouper plusieurs ventes à la fois, ce qui permet de réduire le montant des frais.

B) *Aliénation des valeurs mobilières* (37).

Aux termes de l'article 31, et grâce à une autorisation spéciale du président du tribunal, l'administrateur pouvait procéder au recouvrement des créances et vendre le mobilier de l'interné. Il était illogique que le législateur ne lui ait pas accordé en retour un pouvoir complémentaire, à savoir celui de faire emploi de l'argent acquis du fait des opérations précédentes. La loi du 24 février 1880, réglementant l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, a pris soin d'étendre ses dispositions aux administrateurs provisoires désignés en conformité avec la loi du 30 juin 1838.

(37) Voir Bouchère, Commentaires de la loi du 27 février 1880.

Les articles 1 et 2 précisent que l'administrateur peut aliéner les valeurs mobilières avec l'autorisation du conseil de famille si leur valeur est inférieure à 7.500 fr. en capital; au-dessus de ce chiffre, cette autorisation doit être homologuée par un jugement du Tribunal Civil statuant en Chambre du Conseil. Lorsque l'aliéné sera retenu dans un établissement public ou dans un asile privé en faisant fonction, les attributions du conseil de famille seront dévolues au Conseil de surveillance ou à la commission administrative.

En autorisant cette aliénation, le conseil de famille prendra les mesures qu'il jugera utiles. Egalement, le tribunal, saisi de la demande d'homologation et ne s'inspirant que de l'intérêt de l'incapable, appréciera les motifs qui militent ou s'opposent à l'opération proposée. Il serait fondé à la refuser, s'il l'estimait utile (Tribunal Civ. de Senlis, 17 déc. 1913, G. P. 1914, 1, 315). Cependant le juge est tenu de respecter dans une certaine mesure l'avis du conseil de famille, il ne peut que refuser ou accorder l'homologation. Mais dans ces limites, la jurisprudence lui a reconnu la faculté de réduire le montant des titres à négocier ou de modifier l'emploi des fonds prévus par le Conseil. D'après cette même loi, le ministère public devra être entendu et le jugement étant en cette matière un acte de juridiction gracieuse, sera rendu en dernier ressort (Caen, 19 mai 1909, Le Droit du 28 déc. 1909).

La vente des valeurs aura lieu par le ministère d'un agent de change choisi par le conseil de famille ou, à son défaut, par le tuteur. Lorsque les valeurs sont né-

gociables en bourse, elles sont vendues au cours moyen du jour.

L'aliénation des titres est décidée à la majorité des voix; en cas de désaccord, le juge de paix a voix prépondérante. S'il n'y a ni unanimité, ni majorité, le procès-verbal de la délibération contient l'avis motivé de chacun des membres du Conseil, pour que puisse être exercé devant le Tribunal Civil le recours prévu par l'article 883 du Code de Procédure; peu importe qu'elle soit exécutoire par elle-même ou qu'elle requière une homologation (Trib. Civ. de la Seine, 13 nov. 1900, Le Droit du 7 déc. suivant).

Tandis que l'article 8 impose au subrogé tuteur l'obligation de veiller à l'accomplissement des formalités prescrites et même, au besoin, de provoquer la réunion du Conseil, cette garantie, en ce qui concerne l'aliéné fait défaut. Le curateur à la personne n'aurait pas qualité pour remplir ce rôle, car ses pouvoirs sont limités à la surveillance de la personne et à l'emploi des revenus de cette dernière.

Afin de faciliter l'application de l'article 5 de cette même loi, enjoignant au tuteur, dans les trois mois de l'ouverture de la tutelle, de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, une circulaire du Ministère de l'Intérieur du 5 avril 1909 précise, qu'avec l'autorisation de la commission de surveillance, l'administrateur sera fondé à surseoir à cette conversion si elle entraîne des frais ou des difficultés. Mais alors les titres seront déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la diligence du receveur de l'asile, qui en percevra les

revenus, après sur avis de l'administrateur et sur production d'un certificat du directeur constatant la présence de l'aliéné dans l'établissement (38).

(38) En pratique ces dépôts entraînent de nombreuses difficultés et des lenteurs. La Caisse des Dépôts et Consignations n'admet qu'un compte global par établissement et ne dresse que des mandats en bloc et des récépissés collectifs. Charenton, depuis 1905, et les Asiles de la Seine, depuis 1910, confient la garde des titres à la Banque de France qui accepte des dépôts isolément et libelle les récépissés au nom de chaque aliéné « placé sous l'administration provisoire de la C. S. de l'Asile de » ; au moment de la sortie il suffit d'une procuration ou d'une décharge notariée pour obtenir le retrait des valeurs.

Aujourd'hui les opérations de comptes se font de la manière suivante : Les consignations ne pourront être effectuées qu'à raison de 100 comptes environ par semaine ; sauf à accélérer ou ralentir cette cadence, selon les circonstances.

Un compte individuel sera ouvert au nom de chaque aliéné et pour chacun de ces comptes il sera établi une déclaration en double exemplaire, accompagnée de bordereaux de dépôt par nature de titre en double exemplaire également.

Il sera délivré pour chaque consignation individuelle un récépissé par nature de titre.

La Caisse des Dépôts et Consignations se charge de recevoir aux diverses échéances les arrérages, intérêts ou dividendes échus sur les titres consignés, et en cas d'amortissement, les capitaux de remboursement, ainsi que les lots ou primes y afférents.

La Caisse pourvoira à la régularisation des titres, aux opérations de recoupponnements et d'échange et aux formalités de timbrage. Elle procédera aux négociations de titres qui lui seront demandées par l'administrateur provisoire suivant les conditions déterminées par la loi du 27 février 1880.

Lettre de M. Henry Deroy, directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations à M. le Préfet de la Seine (A. F. 1935, p. 322-323).

*C. Aliénations des autres meubles incorporels :
fonds de commerce, exploitations industrielles.*

Offices ministériels.

La loi de 1880, confirmant la jurisprudence antérieure, a entendu que les meubles incorporels de toute nature pouvaient être cédés aux mêmes conditions et suivant les mêmes formalités que les valeurs mobilières (J. O. du 13 sept. 1931. Réponse à une question écrite).

Relativement à la cession d'un office ministériel dont un aliéné était titulaire, la question était autrefois fort controversée.

Plusieurs circulaires du Ministre de la Justice, notamment celles du 18 juillet 1845 et du 9 janvier 1857 autorisaient le conseil de famille et le tribunal à habilitier l'administrateur qui exerçait le droit de présentation aux lieu et place de son titulaire (Lyon, 25 juin 1865. S. 1866, 2, 16). La Cour de Metz (8 déc. 1868, D. P. 69, 2, 40) avait admis l'avis contraire sous prétexte qu'un office n'est pas susceptible d'être vendu aux enchères publiques.

A notre connaissance, la question ne s'est plus posée depuis cette date, vu que la loi de 1880 semble l'avoir tranchée d'une manière formelle.

4° DE LA SIGNIFICATION DES ACTES INTÉRESSANT L'ALIÉNÉ.

Il importe, avant de terminer l'étude des pouvoirs de l'administrateur, de se demander à qui doivent être adressées les significations des actes qui concernent l'aliéné, est-ce à lui-même ou à son représentant ?

La solution est fournie par l'article 35 : « Dans le cas où un administrateur provisoire aura été nommé par jugement, les significations à faire à la personne placée dans un établissement d'aliénés seront faites à cet administrateur. » Il spécifie en outre que « les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux ».

Cet article distingue donc suivant que l'aliéné est pourvu d'un administrateur datif ou d'un administrateur légal. Dans le premier cas, elles sont faites à l'administrateur judiciaire, dans le second au domicile du dément, suivant les formes du droit commun (Cass. Req. 11 février 1908, S. 1908, 1, 141).

Mais qu'entend-on par domicile du malade ? Est-ce en conformité avec l'article 102 du Code Civil, le lieu de son principal établissement avant son entrée à l'asile, ou bien l'asile lui-même ? La jurisprudence, considérant la maison de santé comme une simple résidence, a toujours admis que l'aliéné ne perdrait jamais son domicile primitif (Nîmes, Req. 11 février 1908, D. P. 1909, 1, 237).

Quant aux significations faites à l'aliéné lui-même ou à son domicile, elles seront valables si elles lui sont

adressées à défaut de nomination d'un administrateur (Req. 11 février 1908, D. P. 1909, 1, 17).

Enfin, au cas de mort de ce dernier, elles auront lieu dans les mêmes conditions, mais elles seront nulles si elles sont faites aux héritiers ou au Parquet, alors que le domicile du malade est connu.

En outre, par application de l'article 35, alinéa 2, qui autorise les tribunaux à annuler les significations ainsi faites, la jurisprudence a décidé que le défaut de signification à l'administrateur n'entraînerait pas de plein droit la nullité s'il n'en est résulté aucun préjudice pour les intérêts de l'aliéné (Montpellier, 12 juillet 1924, *Moniteur Juge de Paix*, 1935, p. 197).

Tel est le cas quand l'administrateur provisoire étant la femme de l'aliéné, la signification a été faite à cette dernière non pas en sa qualité d'administratrice, mais en sa qualité de femme de la partie, alors surtout que celle-ci était parfaitement au courant de l'affaire ayant motivé la signification incriminée.

Il n'y a pas non plus de nullité lorsque, au lieu d'être faite au domicile qu'avait l'aliéné avant son internement, la signification a été faite au domicile que la femme est allée occuper après l'internement de son mari, alors qu'il n'en est résulté aucun préjudice aux intérêts de la défense.

Le dernier paragraphe de l'article 35 mentionne « qu'il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de Commerce relatives aux protêts ». Cette exception se justifie par la nécessité qu'il faut procéder à leur signification dans les vingt-quatre heu-

res. Ajoutons qu'elle est limitative et qu'elle ne saurait être appliquée aux dénonciations de protêts ou à aucun autre acte de la procédure commerciale (39).

SECTION IV. — LA RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

En examinant plus haut les caractères de l'administration provisoire, nous avons dit que c'était une charge gratuite qui n'affectait que les actes de pure administration, de telle sorte qu'elle présente simplement les caractères d'un mandat général prévu par l'article 1988 du Code. D'où il convient de déterminer l'étendue de la responsabilité qu'encourt celui qui l'exerce, non d'après les règles spéciales en matière de tutelle ou d'interdiction, mais conformément à celle du mandat (Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 527). Mais ce serait une grave erreur d'assimiler la responsabilité de ces deux administrateurs datif ou légal, vu que le premier est soumis à des obligations beaucoup plus strictes du fait qu'il a le maniement des fonds de son administré.

A. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL.

La commission de surveillance formant corps ou ses membres considérés individuellement n'encourent, en principe, aucune responsabilité personnelle, sauf

(39) Fuzier Hermann. V. Aliénés, n° 407, p. 629.

au cas de faute lourde ou de dol. Il en est de même pour le membre délégué par elle dans les fonctions d'administrateur. Cette délégation, simple mesure d'ordre intérieur, ne lui octroyant que le rôle d'un simple procureur, ne saurait aggraver de ce chef sa responsabilité, car la commission elle-même jouit d'un droit de regard constant sur ses actes. Au surplus, l'intervention supplémentaire du receveur de l'asile est nécessaire dans toutes les opérations comportant manquement de fonds appartenant à l'aliéné, et les quittances constatant des versements d'espèces à son profit devront, pour être libératoires, porter non seulement la signature du représentant de la commission (pour justifier la régularité juridique du versement effectué), mais encore celle du receveur lui-même pour en attester la régularité matérielle. Ainsi l'administrateur légal n'étant pas comptable, ne saurait être tenu en cette qualité.

En pratique, cette responsabilité se partage entre le receveur et l'établissement, lui-même considéré comme personne morale. Le receveur exerçant à l'égard de l'aliéné les fonctions de caissier, a l'obligation de rendre compte des recettes et des dépenses; il est comptable du reliquat. Quant à l'établissement, il doit un compte de gestion par l'entremise de son directeur et il est responsable des fautes, même légères, commises par l'administrateur (Aubry et Rau, t. I, § 127 *bis*, p. 533; Baudry-Lacantinerie, Chéneaux et Bonnecarrère, t. V, n° 1047).

Cette responsabilité du receveur ne porte que sur le compte matériel des capitaux et revenus se trouvant en-

tre ses mains. Leur remboursement est garanti par son cautionnement et cette créance est privilégiée, en sorte qu'au cas d'insuffisance, le receveur serait tenu, en application de l'article 2092, sur le reste de son patrimoine, gage commun de tous ses créanciers.

Serait-on fondé à invoquer à son égard l'article 1384 du Code ? Il ne le semble pas, car, étant investi de ses fonctions par la loi, on doit le considérer comme un mandataire légal et non comme préposé de l'établissement.

Quant à la responsabilité des asiles, elle ne pouvait jusqu'ici entrer en ligne de compte, du fait que la loi et la jurisprudence leur avaient dénié la qualité de personnes morales, et qu'en second lieu, les règles sur la responsabilité des maîtres et commettants touchant les fautes commises par leurs employés et préposés n'étaient pas applicables à l'Etat et aux départements.

Mais une jurisprudence récente (Nîmes, 3 juillet 1933, G. P. 1933, 2, 742) a reconnu formellement, dans une affaire en responsabilité, la personnalité morale aux asiles publics, de telle sorte qu'aujourd'hui ce problème paraissant formellement tranché sera susceptible d'entraîner ultérieurement des solutions précises et non équivoques à ce point de vue. Mais en tout cas (40), quelle que soit la faute reprochée, faute per-

(40) La Cour :

« Attendu que c'est vainement que les intéressés prétendraient distinguer dans cette personnalité morale deux aspects et deux faces correspondant à des attributions et à des obligations différentes et à des responsabilités distinctes, administrative ou judiciaire, selon que l'asile détient ou soigne les aliénés non payants ou les malades payants.

sonnelle ou faute de service, la contestation doit être portée devant la juridiction administrative (Cass. Civ., 30 déc. 1930, G. P., 1931, 1, 310).

B. — LA RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE.

Les règles établies par la loi de 1838 sont différentes s'il s'agit d'un administrateur datif, car la responsabilité pèse toute entière sur lui et d'une manière exclusive. Cela tient en partie à ce que ses pouvoirs sont

Attendu, en effet, que l'asile, par application de la loi du 30 juin 1838 s'est placé sous la direction de l'autorité publique et sous la surveillance des personnes déléguées à cet effet par cette loi : qu'en outre des règlements d'administration publique déterminent, aux termes de l'article 6, les obligations auxquelles sont soumis les établissements de cette nature et que les règlements intérieurs de ces établissements sont soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Attendu que de ces précisions, il résulte que toutes les personnes placées dans un établissement public d'aliénés, qu'elles paient personnellement ou non leur pension, sont soumises comme l'établissement lui-même à des règlements spéciaux édictés ou autorisés par l'autorité publique, qu'ainsi le contrat qu'invoquent à l'appui de leur action les intéressés ne peut être considéré comme une convention de pur droit commun, mais comme un contrat qui suppose l'exercice de la puissance publique et des pouvoirs spéciaux réglementés par des lois particulières étrangères au droit civil, comme la loi du 30 juin 1838;

Attendu que l'application et l'exécution de pareils contrats rentrent alors dans la compétence administrative et échappent à la juridiction civile.

Par ces motifs...

Se déclare incompétente.

Voir également le *Journal Officiel* du 10 octobre 1934, réponse à une question écrite n° 8153.

plus étendus, car il dispose des revenus de l'incapable et n'est soumis à aucun contrôle. A défaut de texte spécial, on s'accorde pour apprécier sa responsabilité d'après le droit commun. Ainsi il a été jugé que « lorsque l'administrateur provisoire des biens d'une personne dont l'interdiction était poursuivie, avant de demander en justice l'autorisation de vendre certaines valeurs dépendant du patrimoine de l'aliéné à l'effet d'acquitter une dette exigible, a cru devoir faire procéder à un inventaire des biens confiés à son administration, de telle sorte que l'autorisation de vendre n'étant intervenue qu'à la veille de la guerre, une notable dépréciation s'est produite par suite de la déclaration de la guerre, sur les valeurs à aliéner. Les juges qui, pour rejeter l'action en responsabilité formulée contre l'administrateur, se fondent sur ce que l'on ne peut lui reprocher de n'avoir pas prévu, dans les premiers mois de l'année 1914, la déclaration de guerre et ses conséquences, ni de s'être, avant de poursuivre l'aliénation des valeurs, renseigné sur l'avoir de l'aliéné, à l'aide d'un inventaire qui était justifié par l'importance de la créance réclamée et le défaut d'accord entre les parties eût pu, en l'effet de ces constatations, déclarer que l'administrateur provisoire n'avait commis aucune faute génératrice de responsabilité. » (Cass., 17 juillet 1919, S. 1921, 1, 156).

Mais le soin de diriger les affaires de l'aliéné et de défendre ses intérêts étant placé entre des mains étrangères, il fallait cependant lui octroyer quelque sûreté contre les dilapidations, la négligence ou la fraude possible de son administrateur. L'article 34 prescrit-il en

conséquence « que sur la demande des parties intéressées ou sur celle du Procureur de la République, le jugement qui nommera l'administrateur provisoire pourra en même temps constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par le dit jugement. »

Le juge est donc libre de constituer ou non une hypothèque et d'en déterminer également l'assiette, mais l'on s'est demandé si cette garantie ne pourrait être étendue jusqu'à concurrence d'une somme plus forte, si les intérêts de l'aliéné l'exigeaient. En principe, rien ne paraît devoir s'y opposer, mais les auteurs sont partagés à ce sujet (Aubry et Rau, t. I, 127 *bis*, p. 824; Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1004; Demolombe, t. VIII, n° 825).

Cette hypothèque, n'étant pas occulte, devra être inscrite. L'article 34 en a confié le soin au Procureur de la République, qui devra faire procéder à son inscription dans le délai de quinzaine. Cette hypothèque ne prend rang qu'à sa date.

Faut-il en conclure de là que si ce dernier omettait de la faire inscrire, les parents ou amis de l'aliéné n'auraient pas qualité pour la requérir? Nous ne le pensons pas, car la loi n'a pas voulu exclure ceux-là même qui ont le droit d'en réclamer la constitution. Au surplus, le législateur a désiré accorder au dément autant de garantie qu'au mineur et à l'interdit. Or, aux termes de l'article 2139 du Code, les parents et amis du mineur sont aptes à requérir l'inscription sur le tuteur, lorsque ce dernier, ni le subrogé tuteur, ni

le Procureur de la République, ne remplissent cette obligation (41).

A côté de cette hypothèque, l'aliéné bénéficie d'une garantie qui, bien que n'étant pas prévue dans la loi, n'en découle par moins du droit commun, c'est que l'administrateur doit rendre des comptes, dès la cessation de ses fonctions. En principe, ils seront rendus à l'intéressé lui-même, s'il vient à sortir guéri de l'établissement ou, au contraire, à son tuteur ou à ses héritiers s'il est interdit ou vient à décéder. Mais à qui seront-ils dus, si ces pouvoirs cessent par la nomination d'un nouvel administrateur? Il semble logique d'admettre que ce dernier pourra recevoir les comptes de son prédécesseur (Req. 23 mai 1882, 583, 1, 97, note de M. Labbé. Colin et Capitant, t. I, n° 586).

Mais l'administrateur, pour le cas où il deviendrait créancier de l'aliéné, ne pourrait-il par recouvrer son compte de gestion? La solution la plus logique et la plus conforme à l'esprit de la loi paraît se conformer à l'article 36 en faisant nommer un notaire par le Tribunal civil ou un administrateur *ad hoc* (42).

Cependant, dans un cas où le problème s'était posé, on procéda d'une autre manière. Le compte de gestion se terminant par un reliquat considérable en faveur de l'administrateur avait été présenté au conseil de famille et approuvé par lui. On ne saurait adopter pareille solution. Il est juste que l'administrateur, qui a fait des avances pour le compte de l'aliéné, ait la

(41) Demolombe, t. VIII, n° 825.

(42) Planiol, Ripert et Savatier, t. I, n° 722.

possibilité de rentrer dans ses débours. Mais ce procédé, auquel on avait eu recours, est illégal, attendu que les délibérations du conseil de famille ne peuvent être provoquées que pour une personne agissant dans l'intérêt de l'aliéné, alors qu'au contraire l'administrateur agissait ici dans un but contraire et purement égoïste.

Dans cette affaire, le Conseil de famille avait autorisé l'administrateur à céder sa créance et à être subrogé dans l'hypothèque légale de sa mère décédée. Ce qui montre à quel point le conseil de famille avait plus conscience de l'intérêt de l'administrateur que de celui de l'incapable (V. note de M. Sablé sous Cass. 23 mai 1882, Gambas, S. 83, 1, 97, G. P. 83, 1, 241, D. 82, 1, 367, et les conclusions du conseiller rapporteur M. Balivet).

SECTION V. — LA FIN DE L'ADMINISTRATION PROVISOIRE

1° PAR LA SORTIE DE L'ALIÉNÉ DE L'ASILE OU IL ÉTAIT INTERNÉ.

Cette sortie suppose, en effet, que l'aliéné est revenu à la santé et est désormais capable de gérer son patrimoine. C'est le cas d'invoquer : *Cessante causa cessat effectus*. L'article 37, alinéa 1, porte que : « Les pouvoirs conférés en vertu des articles précédents cesseront de plein droit dès que la personne placée dans

un établissement d'aliénés n'y sera plus retenue. » Mais il s'agit, ici, de sortie définitive, demandée par la famille ou avec son consentement, ou encore résultant de la décision du médecin traitant. Dans ce cas, il y a lieu de présumer que l'aliéné a recouvré l'usage de ses facultés intellectuelles. Si l'aliéné n'était sorti que temporairement avec la permission du médecin et à plus forte raison s'il s'était évadé, l'aliéné resterait sous l'autorité du directeur de l'établissement et demeurerait soumis aux règles spéciales à ceux qui y seraient retenus. L'administrateur provisoire conserverait donc ses pouvoirs, malgré l'absence de l'aliéné.

Même au cas de sortie définitive de l'asile, si l'administrateur, ignorant cette sortie, continuait à agir, les actes faits par lui seraient néanmoins valables, conformément à l'article 2008 du Code Civil concernant la fin du mandat.

2° PAR L'EXPIRATION DU DÉLAI DE TROIS ANS POUR LEQUEL L'ADMINISTRATEUR AVAIT ÉTÉ NOMMÉ.

L'article 37, alinéa 2, s'exprime ainsi : « Les pouvoirs conférés par le tribunal, en vertu de l'article 32, cesseront de plein droit à l'expiration d'un délai de trois ans. Ils pourront être renouvelés. »

Cette disposition s'applique à l'administrateur judiciaire dont la gestion s'exerce en dehors de toute surveillance. Ses pouvoirs pourront cependant lui être renouvelés pour une période de trois ans.

Ce même article, alinéa 3, prescrit : « Que cette disposition n'est pas applicable aux administrateurs

provisoires qui seront donnés aux personnes entretenues par l'administrateur dans les établissements privés. »

Pour l'administrateur légal, le législateur a pensé que celui qui était désigné par l'entremise de la commission de surveillance, se trouvant sous le contrôle permanent de cette commission, pouvait, sans grand danger pour les intérêts du malade, rester en fonctions pendant toute la durée de la séquestration.

3° PAR LA NOMINATION D'UN CONSEIL JUDICIAIRE
OU PAR L'INTERDICTION ULTÉRIEURE DE L'ALIÉNÉ.

Ces mesures mettent fin à l'administration provisoire, mais l'administrateur doit continuer de gérer les biens jusqu'à la nomination du tuteur et du subrogé tuteur de l'interdit. Jusque-là, il a toujours qualité pour agir dans l'intérêt de l'aliéné. Aussi c'est souvent le jugement qui prononce l'interdiction qui nomme pour la première fois un administrateur à l'aliéné, en attendant que le tuteur soit nommé et entre en fonctions.

4° PAR LA RÉVOCATION PAR LE TRIBUNAL DES POUVOIRS
DE L'ADMINISTRATEUR OU PAR LA DEMANDE
DE CE DERNIER D'ÊTRE RELEVÉ
DE SES FONCTIONS.

Il y a lieu de distinguer pour cette dernière cause, selon que l'administrateur est un parent de l'aliéné ou un étranger. Si c'est un parent, l'administration est

pour lui une charge obligatoire. Le tribunal devra apprécier les motifs qu'il invoque pour justifier sa demande. Si c'est un étranger, les règles du mandat ordinaire s'appliquent alors et chaque partie est libre pour faire cesser ce mandat quand il lui plaît, sauf droit de recours en dommages-intérêts pour l'autre partie si l'interruption de la gestion de l'administrateur est dommageable ou dolosive pour l'aliéné.

5° PAR LA MORT DE L'ALIÉNÉ.

La mort de l'incapable fait naturellement cesser la fonction d'administrateur. Elle peut cependant encore continuer, car l'administrateur doit rendre compte de la gestion aux héritiers de l'aliéné. Si aucun héritier ne se présente, il a intérêt, pour liquider la situation et dégager sa responsabilité en faisant apurer ses comptes, à faire nommer un curateur à la succession vacante.

6° PAR LA MORT DE L'ADMINISTRATEUR.

Enfin la fonction prend fin par la mort de l'administrateur, qui doit être remplacé immédiatement. Les héritiers de l'administrateur sont tenus de rendre compte, comme l'administrateur lui-même.

CHAPITRE III

Le Mandataire ad litem

En application du principe fondamental à la base de la loi de 1838, celui de la répartition entre un grand nombre de mains de l'exercice des droits et des pouvoirs de l'individu atteint de troubles mentaux, il était normal que fût organisée une institution autonome en vue d'assurer la défense des aliénés et leur représentation en justice. L'administrateur dont la compétence ne s'étend qu'à l'accomplissement des actes conservatoires, ne pouvait remplir ce rôle sans de nombreux dangers. Si, en effet, un plaideur sûr de son droit est susceptible d'obtenir gain de cause et d'espérer en cas de succès la jouissance de ce dont il avait été privé par son adversaire, il s'impose en retour à voir réduire à néant ses prétentions si elles ne sont pas fondées. Au surplus, vu les frais et les risques qu'entraîne toujours un litige, l'administrateur, considérant la responsabilité encourue par lui dans l'exercice normal de sa charge, désirera souvent ne pas l'aggraver de telle sorte que les intérêts du malade seraient sacrifiés.

C'est pour parer à ces inconvénients qu'a été créé le mandataire spécial, dit « *ad litem* ».

« Le tribunal, prescrit l'article 33, sur la demande de l'administrateur provisoire ou à la diligence du Pro-

cureur de la République, désignera un mandataire spécial à l'effet de représenter en justice tout individu non interdit et placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui serait engagé dans une contestation judiciaire, au moment du placement ou contre lequel une action serait intentée postérieurement. »

« Le tribunal pourra aussi, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial, à l'effet d'intenter, au nom des mêmes individus, une action mobilière ou immobilière. L'administrateur provisoire pourra, dans les deux cas, être désigné comme mandataire *ad litem*. »

Il résulte de cet article que le monopole de la représentation en justice n'est pas réservé exclusivement au mandataire *ad litem* désigné, mais que l'administrateur peut se voir confier ce soin par le tribunal s'il l'estime utile ou urgent.

Il est même un cas où son intervention en justice est requise, elle est prévue par l'article 27, alinéa 2, d'après lequel « s'il y a contestation sur l'obligation de fournir des aliments à la personne internée ou sur leur quotité, il sera statué par le tribunal compétent à la diligence de l'administrateur ». Cette disposition nous semble nécessaire, car l'action en réclamation d'aliments présente un caractère d'urgence, et c'eût été à la vérité méconnaître les intérêts de l'aliéné que d'exiger la nomination d'un mandataire avec tous les frais et les lenteurs qu'elle comporte (42).

(42) Certains auteurs, notamment MM. Aubry et Rau T. 1, al. 127 *bis*, note 17) contestent ce que soit une exception à la règle que l'administrateur ne peut représenter l'aliéné en justice. An leur avis il agirait en ce cas non comme représen-

A part cette exception, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour affirmer que dans aucune instance un aliéné ne peut être mis en cause en qualité de demandeur ou de défendeur, sans une décision nommant un mandataire *ad litem*. La sanction consiste dans la nullité de la procédure. En effet, aux termes de l'article 33, disposition d'ordre public, ce mandataire est obligatoire pour toutes les contestations, qu'elles soient personnelles ou réelles, qu'elles intéressent la personne ou les biens de l'aliéné (Cass., 21 juillet 1909, G. P. 1909, 2, 263. Sirey et Pandectes Françaises, 1911, 1, 13. Loi du 20 octobre 1909. Bordeaux, 17 déc. 1906. G. P. 1907, 1, 112. Paris, 13 mai 1931, G. P. 1931, 2, 257. Gaz. Trib., 7 nov. 1931. Loi du 16 février 1932) et quelle que soit la juridiction saisie (43). C'est bien en ce sens que s'interprète le mot « en justice » mentionné dans l'article 33.

La loi n'a pas prévu le cas où la personne atteinte d'aliénation mentale voudrait intenter une action dans un intervalle de lucidité. Le pourrait-elle ? Le législateur ne dit nulle part que cette action ne serait pas valable, il n'appelle le mandataire *ad litem* que parce qu'il suppose l'insanité d'esprit. Cette solution affirmative serait d'ailleurs conforme à l'article 39, qui

tant de l'aliéné, mais plutôt au nom de la Commission administrative exerçant les droits de l'aliéné débiteur en conformité avec l'art. 1166 du Code civil.

(43) Ainsi l'aliéné n'est pas recevable à se pourvoir lui-même devant le Conseil d'Etat (Conseil d'Etat, 3 juillet 1925, D. H. 1925, p. 540, Gaz. Pal. 1925, 2, 498. Conseil d'Etat, 23 avril 1937, S. 1937, 4^e cahier mensuel, 3, 52.

admet aussi, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, la validité des actes accomplis par l'aliéné durant son internement. Au surplus, on peut renforcer cette opinion à l'aide d'un nouvel argument : les incapables peuvent faire des actes conservatoires, pourquoy ne pas leur accorder la faculté de faire valoir leurs droits en justice et notamment de leur permettre d'exercer les voies de recours ? L'aliéné aura donc intérêt à agir lui-même, en particulier s'il s'agissait d'un acte utile et nécessaire à sa personne.

La Cour de Cassation a déclaré valable le pourvoi en matière criminelle formé par l'aliéné durant un intervalle lucide. (Req. 6 juin 1839. Répertoire Dalloz, t. III, p. 495 et suivantes).

De même la Cour d'Appel d'Angers a déclaré l'aliéné non interdit recevable à intenter une action en référé, sans être pourvu d'un mandataire spécial et « si, dit l'arrêt, aux termes de l'article 33, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés, le tribunal peut, dans le cas d'urgence, désigner un mandataire spécial, à l'effet d'intenter au nom des individus placés ou retenus dans un établissement d'aliénés, une action mobilière ou immobilière, il y a lieu d'observer, d'une part, que la désignation d'un mandataire *ad litem* est purement facultative et, d'autre part, que le référé n'est pas une action mobilière ou immobilière et n'a pas pour objet de faire trancher une question au fond, mais seulement de faire ordonner, en cas d'urgence, une mesure essentiellement provisoire ou de s'y opposer » (Angers, 28 juin 1933, D. H., 1933, p. 4691).

Malgré des arguments sérieux, il est difficile de se

référer à une pareille solution. Il est évident que l'action ainsi présentée serait recevable en la forme, mais le tribunal devra surseoir à statuer en s'éclairant de l'avis autorisé des médecins (23 décembre 1859. D. P. 60, 1, 55). La plupart du temps il n'hésitera pas à nommer un mandataire, en raison de l'incertitude sur la durée des intervalles lucides. En particulier s'il s'agit d'un simple d'esprit, il pourra être l'objet de la duperie d'hommes d'affaires peu consciencieux, s'exposer à des frais élevés et se voir condamné à des dommages et intérêts pour abus de plaider.

SECTION I. — NOMINATION. FORMES.

TRIBUNAL COMPETENT.

La désignation du mandataire *ad litem* par le tribunal a lieu à la diligence de l'administrateur provisoire lorsqu'il est déjà entré en fonctions. Au cas de négligence de sa part ou s'il n'est pas encore désigné, ce rôle est dévolu au procureur de la République. De même que les tiers n'ont pas le droit de demander au tribunal de désigner un administrateur provisoire, ils n'ont pareillement aucune qualité pour provoquer la nomination d'un mandataire spécial. Il est seulement permis à l'adversaire d'assigner l'administrateur provisoire pour lui dire que, s'il ne requiert pas la nomination d'un mandataire, la procédure se poursuivra par défaut contre l'aliéné (3 août 1895, D. 1900, 2, 19. Paris, 15 décembre 1894, S 95, 2, 37).

La demande introduite par l'administrateur l'est par voie de requête présentée au tribunal par le ministère d'un avoué. Le tribunal statue en chambre du Conseil et sa décision n'est pas sujette à appel (45).

Comme en matière d'administration provisoire, le tribunal compétent est le tribunal civil du domicile; s'il est inconnu, celui du lieu de l'établissement, et cela quelle que soit la juridiction devant laquelle l'action sera portée. Toute autre juridiction doit surseoir à statuer durant ce même temps (46).

Quand l'aliéné devra intenter une action immobilière relativement à un immeuble situé dans un autre arrondissement, l'administrateur doit provoquer la nomination d'un mandataire *ad litem* par le tribunal de cette circonscription territoriale (47).

Quant à la désignation du mandataire, le tribunal est libre de choisir à sa seule guise la personne qui lui paraîtra la plus apte à représenter l'aliéné. En général, il se bornera à confirmer la proposition de l'administrateur provisoire ou pourra nommer celui-ci, mais cela n'aura guère lieu que lorsqu'il le demande. En tout cas le conseil de famille n'interviendra jamais dans cette nomination.

La nomination du mandataire est obligatoire lorsque l'individu interné serait engagé dans une contestation judiciaire, au moment du placement ou contre

(45) Cependant la loi ne prononce pas l'annulation de cette nomination lorsqu'elle a été faite en audience publique. (C. A. Bourges, 15 mai 1883, G. P., 1883, 2, 102.)

(46) Voir Planiol, Ripert et Savatier, t. 1, n° 721.

(47) Durieu et Roche. V. Aliénés n° 148.

lequel une action serait intentée postérieurement. Si, au contraire, l'aliéné veut intenter une action en qualité de demandeur, le tribunal est-il requis d'y faire droit? Si ce dernier, examinant la contestation et pesant les chances de succès, peut autoriser ou non l'action en nommant ou en refusant de nommer le mandataire, l'administrateur, au contraire, ne peut s'abstenir de présenter une requête en ce sens au tribunal, car il ne saurait se faire juge de l'opportunité et des chances de succès d'un procès. D'ailleurs l'aliéné aura toujours une voie de recours en s'adressant à la juridiction supérieure.

SECTION II. — CARACTERES DE LA MISSION DU MANDATAIRE *AD LITEM*. SPECIALITE DE SON MANDAT

Le mandat *ad litem* peut être accordé pour toutes les actions qui peuvent intéresser le malade durant tout le temps qu'il passera à l'asile. Mais il faut spécifier les litiges pour lesquels on l'accorde (46). Les pou-

(46) Dès lors que la désignation par le tribunal d'un mandataire spécial à l'effet d'intenter une action en justice est exclusivement relative à la contestation dont le même tribunal a pu apprécier l'opportunité, le mandataire qui serait chargé seulement d'agir en comptes, partages et liquidations d'une succession n'a aucune qualité pour se porter partie civile dans un procès correctionnel pour délit de vol de valeurs héréditaires (Cass. 19 mai 1893, S. 94, 1, 425). Et ce vice ne serait pas couvert par la circonstance que son mandat lui aurait été

voirs de ce mandataire sont spéciaux en ce sens qu'ils sont limités à la représentation de l'aliéné dans une affaire déterminée et que, s'il avait qualité pour représenter l'aliéné dans toutes les instances engagées, il devrait se munir d'une autorisation spéciale pour chaque instance.

En tout cas la loi n'exige point qu'il se munisse de pouvoirs nouveaux pour chaque degré de juridiction, car l'étendue de son mandat comprend tous les droits nécessaires en vue de mener la cause à bonne fin. S'il ne possède pas le pouvoir de transiger (Metz, 6 déc. 1868, D. P., 69, 2, 240), il peut cependant interjeter appel d'une décision préjudiciable à l'aliéné (Cass., 3 août 1895, D. P. 1900, t. 19) (Douai, 28 mai 1930, Rec. Douai 1930, p. 172) (47).

confié avant le jugement de l'action correctionnelle, mais après la clôture des débats, sans que ceux-ci aient été rouverts et que l'adversaire n'eût eu connaissance de la procédure de jugement conférant le mandat ait été mis à même d'y répondre.

(47) Le pourvoi en cassation exige un mandat distinct et spécial. (Req. 15 juin 1930, S. 1931, 1, 16). Voir Josseraud t. 1, n° 564).

Cassation, Requête, 15 juillet 1930, G. P. 1930, 2, 286.

Mestre-Mel contre Société Générale.

M. Mestre-Mel, agissant en qualité d'administrateur provisoire des biens du sieur Lepasset, aliéné interné, s'est pourvu en Cassation d'un arrêt de la Cour de Toulouse, rendu le 28 novembre 1928 au profit de la Société Générale.

Arrêt.

La Cour,

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu que Mestre-Mel, agissant en qualité d'administrateur provisoire des biens de Lepasset, interné à l'asile public des aliénés de la Haute-Garonne, a formé, le 7 février 1929, un pourvoi contre l'arrêt du 28 novembre 1928, par lequel, la

Le tribunal ne peut investir le mandataire d'un mandat général pour représenter l'aliéné dans les instances futures.

CARACTÈRE DU MANDAT « AD LITEM ».

Les auteurs admettent maintenant que la fonction du mandataire n'est pas de même nature que celle de l'administrateur. Cette charge n'est pas obligatoire ni gratuite. En conséquence, la personne désignée peut la refuser ou, si elle l'accepte, une rémunération peut lui être allouée.

Cette disposition n'est pas opposée au droit commun, puisque l'article 1986 du Code Civil prévoit que le mandat est, par essence, gratuit, sauf s'il y a convention contraire (48).

Cour de Toulouse, a repoussé l'action en restitution de titres qu'il avait, en la même qualité, intentée à la Société Générale.

Attendu qu'aux termes de l'article 33 de la loi du 30 juin 1838, il devait, avant d'engager une nouvelle instance, se faire délivrer par le tribunal civil compétent, un mandat *ad litem* spécial; que cette disposition est, en effet, générale, absolue et d'ordre public; que le demandeur ayant omis de s'y conformer, a agi sans qualité, que, par suite, son pourvoi est irrecevable.

Par ces motifs,

Rejette...

(48) Voir Durieu et Roche, n° 150.

SECTION III. — DUREE DES POUVOIRS DU MANDATAIRE *AD LITEM*

Aucun délai n'est fixé au mandataire spécial pour la terminaison de son mandat. En principe, il ne prendra fin qu'avec la clôture de la mission dont il est chargé, et lorsqu'il aura obtenu une décision définitive sur le fond du procès. C'est ainsi que s'il interjette appel au forme un pouvoir en cassation, sa mission se poursuivra.

Cependant, il est un certain nombre de cas dans lesquels il sera déchargé de sa mission.

Au cas de sortie définitive de l'aliéné, ses pouvoirs cesseront automatiquement (49) (Trib. Civ. de Calais, 20 janvier 1909, G. P., 1909, 1, 484). De même au cas d'interdiction le mandataire cesse de représenter l'aliéné, mais il faut attendre pour cela la nomination du tuteur, car la jugement d'interdiction ne met pas fin à ses pouvoirs.

(49) Les actes du mandataire seraient néanmoins valables s'il ignorait la sortie (Durieu et Roche, n° 165).

CHAPITRE IV

La Jurisprudence et les lacunes de la Loi du 30 Juin 1838

La loi de 1838 simplifia donc le mode de gestion des biens appartenant aux aliénés. En effet, soucieux de ne pas faire de publicité sur le malheur qui atteignait un de leurs membres, les familles répugnaient à s'adresser aux tribunaux afin de le faire interdire : le placement s'obtenant sur simple présentation d'un certificat médical. Ainsi le système de l'administration provisoire, contrairement à l'intention du législateur, devint le statut habituel des individus séquestrés, si bien que celui qui en est chargé est en réalité l'administrateur définitif de malades qui peuvent rester dans les asiles durant de nombreuses années et même parfois toute leur vie.

Il était urgent de pallier aux graves lacunes de ce système du fait que le représentant de l'incapable, doté de pouvoirs strictement limités, n'était pas en mesure d'assumer une bonne gestion des biens qui lui étaient confiés.

« Il advient, en fait, ainsi que l'observe M. Charles Weens dans un article intitulé « Un exemple de créa-

tion d'un droit coutumier en matière d'administration des aliénés » que poussés par la nécessité des choses, les administrateurs provisoires, faisant craquer le cadre trop étroit de la loi de 1838, ont étendu leurs pouvoirs en recourant à une interprétation la plus large possible des textes ou même en méconnaissant ouvertement ceux-ci lorsqu'il s'agit d'affaires dont la minime importance ne justifie pas l'emploi de procédures coûteuses comme l'interdiction ou le partage judiciaire, et lorsque personne ne peut se plaindre de l'inobservation des formes légales. »

Aussi la jurisprudence, de concert avec la pratique, s'engagea-t-elle résolument dans cette voie.

Ce travail d'interprétation fut lent et timide. Elle n'osa d'abord qu'élargir les mesures prévues ou étendre à l'administrateur les pouvoirs reconnus au tuteur en matière d'interdiction. Mais comme il n'était quelquefois pas possible pour les tribunaux de recourir à ces moyens de fortune, ils imaginèrent, sous le couvert d'une légalité plus apparente que réelle, des solutions qui cadraient d'une manière plus adéquate avec l'esprit de la loi. C'est par l'organe du mandataire *ad litem* que la jurisprudence a conçu un moyen facile de suppléer à l'étroitesse des pouvoirs de l'administrateur, car en simulant pour toute opération nouvelle une action en justice, et en l'autorisant à intervenir muni d'un pouvoir assez large, elle respectait tout au moins la lettre de la loi et créait ainsi « un véritable droit coutumier ».

Malgré ses justifications pratiques, auxquelles nous nous rallions sans réserve, ce travail de la jurispru-

dence a été critiqué par la majorité des civilistes, qu'ils considèrent comme un abus de pouvoir. Pour nous, ces auteurs sont d'autant moins fondés dans leurs critiques à cet égard que la plupart sont les ardents défenseurs de la nouvelle méthode d'interprétation scientifique des lois dont M. François Géný s'est fait un des premiers protagonistes dans un livre devenu aujourd'hui classique : « Méthode d'interprétation et sciences en droit privé positif ». En effet, à l'inverse de l'école de l'Exégèse, dont le système immobilise le droit civil, le voue à l'impuissance et l'empêche d'atteindre son but, il importe aujourd'hui d'interpréter la loi en vue de l'objet qu'elle s'est proposé d'atteindre. « Son sens, écrit M. Hénard, se déduit de l'explication normale de ses termes, indépendamment de l'intention, qu'ont pu avoir ceux qui l'ont élaboré. Il reste dominé par son but social, par la satisfaction qu'elle vise à donner aux besoins économiques ou sociaux. » Avant tout le droit positif doit rester une chose vivante, variant sans cesse avec la réalité sociale, elle-même toujours en progression et en mouvement. Les tribunaux, dans cette tâche parfois délicate d'adaptation, doivent s'inspirer de cette méthode, et tout ce que l'on peut leur demander, comme l'écrit M. François Géný, c'est « qu'ils basent leurs décisions sur assez de points objectifs pour en éviter l'arbitraire ».

Or, en matière d'administration des biens des aliénés cette méthode ne pouvait trouver un terrain plus propre à son application, d'autant plus que la loi de 1838 repose sur une idée qui s'est révélée fausse à savoir que l'internement entraînerait l'interdiction à

brève échéance. « Le but de la loi, assurer l'administration des aliénés, doit donc être réalisé dans le plan du permanent et non du provisoire, toutes les fois que le texte pris en lui-même permet d'étendre les pouvoirs de l'administrateur, il y a lieu de l'interpréter en ce sens afin de satisfaire aux besoins pratiques. » De même quand ce procédé normal refuse son office, il faut rechercher de nouvelles règles susceptibles de satisfaire au but visé. Cette méthode est d'ailleurs conforme au droit commun, puisque l'article 4 du Code prescrit au juge de « suppléer à l'insuffisance, à l'obscurité et au silence de la loi ». Car, l'abstention des tribunaux en cette matière serait néfaste à de nombreux incapables dont les intérêts seraient irrémédiablement compromis.

SECTION I. — L'EXTENSION DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

I. — L'ALIÉNATION DES IMMEUBLES.

L'administrateur provisoire peut-il procéder seul à la vente d'un immeuble au nom de l'aliéné? Une bonne et salubre gestion peut quelquefois la justifier, qu'il s'agisse de se procurer des fonds en vue de réparer d'autres immeubles ou qu'il soit plus avantageux de les vendre que de les réparer. Cependant, malgré ces raisons impérieuses, la doctrine et la jurisprudence ont été de tout temps unanimes pour dénier cette fa-

culté à l'administrateur. Si l'aliénation est nécessaire, le seul moyen sera de recourir à l'interdiction (49).

Aux aliénations immobilières, il faut assimiler tous les transferts ou la constitution de droits réels immobiliers tels qu'un usufruit ou une servitude.

Cependant une exception à cette règle est insérée dans la loi du 3 mai 1841, modifiée par un décret-loi du 3 août 1935 (art. 15), sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'article 3 de cette loi s'exprime ainsi : « Les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et tous les représentants des incapables, peuvent, après autorisation du tribunal donnée sur simple requête en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir à l'amiable à l'aliénation des biens. » Le tribunal ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il juge nécessaire. Ainsi l'administrateur a donc qualité pour consentir une cession amiable, sous l'observation des formalités prescrites. Cette faculté qui lui est ainsi concédée trouve son fondement dans l'intérêt public (G. P. 1905, 2, 518. Bordeaux, 15 mai 1905).

(49) Toutefois M. Raïga, administrateur provisoire des asiles de la Seine, cite une décision du tribunal Civil de Rennes, sans d'ailleurs en donner la référence, laquelle autorise l'administrateur nommé mandataire *ad litem* à procéder à la vente des immeubles si elle est utile et à la condition que son propriétaire soit atteint d'une maladie incurable.

Aliéniste Français 1935, p. 179. « Insuffisance des pouvoirs de l'administrateur provisoire. »

II. — LA CONSTITUTION D'UNE HYPOTHÈQUE.

Comme la vente d'un immeuble, la constitution d'une hypothèque est parfois utile, si l'administrateur, au lieu de vendre des valeurs immobilières à un taux très bas, désire contracter un emprunt pour subvenir aux frais d'entretien et de réparation d'un bâtiment ou d'une maison. Cependant, malgré cet avantage incontestable, l'hypothèque n'en est pas moins considérée en général comme un acte grave, dont il ne faut user qu'avec circonspection, puisqu'elle entraîne la vente aux enchères de l'immeuble affecté en garantie, si le débiteur ne s'acquitte à l'échéance du remboursement de la somme qu'il a empruntée.

La défense d'aliéner devait avoir normalement pour conséquence l'interdiction d'hypothéquer. Cependant, au cours de nos recherches, nous avons découvert une décision, d'ailleurs ancienne et restée unique à notre connaissance, qui a reconnu à l'administrateur le droit d'hypothéquer (Cass., 6 février 1856 et 19 février, S. 1858, 1, 113, D. 1856, 1, 428).

De même la loi ne confère aucun pouvoir à l'administrateur, lorsqu'il s'agit de recouvrer une créance hypothécaire et d'en donner mainlevée. Nous pensons que, comme pour l'aliénation des immeubles indivis, quand l'époque du remboursement de la créance est arrivée et que le débiteur veut se libérer, on ne peut que recourir à l'interdiction. Or, bien souvent, la créance est insignifiante et est absorbée par les frais, il y aurait lieu d'accorder à l'administrateur le pou-

voir de toucher la créance et d'en donner mainlevée lorsque son montant ne dépasserait pas une somme déterminée (1).

III. — L'ACCEPTATION DES LIBÉRALITÉS.

La jurisprudence du Tribunal Civil de la Seine a autorisé l'administrateur à accepter, et sans autorisation, les libéralités faites sans charges et à titre particulier.

S'il s'agit au contraire d'une libéralité à titre universel ou si la délivrance n'en est pas consentie à l'amiable, il faudra obtenir l'autorisation du tribunal ou il sera nécessaire de recourir à la nomination d'un mandataire.

La réglementation plus stricte en ce cas tient à ce que la libéralité peut n'apporter aucun bénéfice au donataire, si son montant est en totalité ou en partie destiné à acquitter les dettes du donateur. Ce qui serait en quelque sorte une sorte d'enrichissement pour ce dernier.

(1) Si la restriction de l'hypothèque légale de la femme ne peut, aux termes de l'article 2144 du Code Civil, être obtenue par son mari que du consentement de la femme et sur l'avis de ses quatre plus proches parents réunis en conseil de famille, il n'en résulte pas que le mari puisse être privé du bénéfice de la loi lorsque la femme ne peut manifester son consentement à raison de l'altération de ses facultés mentales attestée par son placement dans un asile. C'est le mandataire *ad litem* nommé par le tribunal à l'effet de représenter l'aliéné en justice qui a le droit de consentir aux lieu et place de la femme incapable à cette restriction de l'hypothèque légale (Trib. Civ. de la Seine, 30 octobre 1894 G. P. 94, 2, 642).

IV. — LA TRANSACTION.

L'article 2044 du Code Civil définit ainsi la transaction : « C'est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou une contestation à naître. » Elle suppose donc que celui qui transige est capable de disposer des objets sur lesquels elle porte. Par conséquent elle n'est pas interdite en principe à l'administrateur. Elle lui sera en particulier permise si elle porte sur des biens comme les meubles ou les valeurs mobilières, dont, moyennant certaines conditions, il a le droit de vendre.

S'il s'agit d'immeubles, au contraire, comme il ne peut les aliéner, il semble logique de lui refuser le droit de transiger.

MM. Durieu et Roche (50) admettent la validité d'une transaction dans tous les cas, à la condition qu'elle soit autorisée par le conseil de famille et trois juristes consultés, puis homologuée par le tribunal, conformément à l'article 467 du Code Civil (51).

(50) Répertoire des établissements de bienfaisance, V. Aliénés, n° 163.

(51) Il ne faut pas confondre la transaction avec le règlement de compte, tandis que l'une suppose « une contestation née ou à naître, dont les parties en vue de l'éviter, se font des concessions réciproques, l'autre a « pour objet la recherche des éléments qui fixeront la situation définitive des parties et n'implique de concessions réciproques. »

L'administrateur a donc qualité pour concourir au règlement d'un compte ayant pour objet de déterminer le montant de la dette ou de la créance de l'aliéné. (Limoges, 20 février 1900, Le Droit, 17 juillet 1900.)

SECTION II. — L'EXTENSION DES POUVOIRS DU MANDATAIRE *AD LITEM*

L'article 33 n'envisage aucune distinction entre les diverses contestations judiciaires auxquelles l'aliéné peut se trouver mêlé. Néanmoins, à raison du caractère particulier de certaines d'entre elles, des controverses se sont élevées lors de leur mise en œuvre. Elles tiennent principalement au fait que leur exercice est réglé par des dispositions spéciales qui, quelquefois, ne concordent pas avec celles de la loi du 30 juin 1838. Nous allons examiner brièvement l'instance en interdiction, en divorce ou en séparation de corps, puis l'action en partage.

I. — L'INSTANCE EN INTERDICTION.

Cette action a un caractère essentiellement personnel, car le Code prévoit qu'elle est dirigée contre l'aliéné lui-même. Mais ne convient-il pas, dans l'intérêt du malade, de le faire assister d'un mandataire, alors qu'il n'est pas en état de comprendre la portée de l'action dirigée contre lui ?

La difficulté provient de ce que, d'une part, il a été organisé pour l'interdiction une procédure spéciale dans les articles 489 à 513 du Code Civil, 890 à 898 du Code de Procédure et que, d'autre part, l'article 33 prescrit que dans tout litige l'aliéné est représenté par un mandataire *ad litem*. Faut-il combiner

ces deux textes ou accorder la primauté à l'un ou à l'autre ?

Les auteurs sont divisés : les uns exigent que l'aliéné soit suppléé dans l'instance par un mandataire *ad litem*, sans qu'il soit nécessaire de le mettre en cause. Ils font valoir à cet effet que la loi de 1838, postérieure au Code, doit seule recevoir en ce cas son application, or, son article 33 ne distingue pas entre les diverses actions à engager. Mais il n'est pas possible d'adopter ce système, car le défaut de comparution de l'aliéné devant le tribunal empêchera ce dernier de se rendre compte de son état mental.

D'autres, se basant sur le fait que le législateur de 1838 n'avait voulu en rien changer le système antérieur, décident que l'aliéné ne jouira d'aucune assistance au cours de la procédure.

La jurisprudence n'a fait sien aucun de ces systèmes. Après quelques oscillations (Nancy, 4 juillet 1860, S. 1863, 2, 108), elle a jugé utile de faire assister la personne à interdire d'un mandataire *ad litem*. Cette doctrine a l'avantage de concilier les textes et de cumuler les garanties au point de vue de la liberté de l'interné (Angers, 6 novembre 1899, D. P. 1900, 2, 335).

II. — L'ACTION EN DIVORCE OU EN SÉPARATION DE CORPS.

Rappelons, à ce propos, qu'en l'état actuel de notre législation, l'aliénation mentale n'est pas une cause de divorce ou de séparation de corps, car la loi ne lui a attaché aucun caractère offensant.

Cependant l'action en divorce ou en séparation de corps peut avoir été intentée par l'aliéné ou contre lui avant son internement (Caen, 25 mai 1875, 9 nov. D. 1876, 2, 133) et pour des faits antérieurs à sa maladie (Paris, 3^e chambre, 31 mai 1931, G. P. 16 juillet 1931, obs.).

En ce cas le mandataire *ad litem* sera donné valablement pour conduire à bonne fin cette action. Si le divorce ou la séparation de corps sont intentés contre l'aliéné, le mandataire *ad litem* pourra toujours y défendre, mais l'action ne sera pas susceptible d'aboutir à sa fin normale, vu que l'aliéné ne pourra comprendre et contester la portée des témoignages invoqués contre lui.

Enfin la loi n'a pas prévu l'hypothèse où, en raison de l'inconduite notoire de son conjoint, il serait utile de demander le divorce au nom de ce dernier. Une réforme sur ce point serait désirable.

III. — ACCEPTATION ET RENONCIATION A UNE SUCCESSION OU A UNE COMMUNAUTÉ.

A) *Succession.*

L'article 36 prévoit que l'administrateur provisoire ou, à son défaut, un notaire commis, pourront représenter l'aliéné « dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels il serait intéressé ». Mais, ce rôle, dans l'esprit des auteurs de la loi, se réduit à une simple surveillance des opérations de liqui-

dation destinée à suppléer à l'absence de l'interné et n'a pas pour but d'habiliter celui qui l'exerce à prendre parti. Ceci suppose donc que l'aliéné ayant accepté la succession au préalable, son entrée dans un asile en a empêché le règlement. D'ailleurs la doctrine et même la jurisprudence se sont toujours accordées sur ce point, attendu que la loi n'a donné mandat au notaire ou à l'administrateur un droit d'option quelconque dans un acte aussi grave.

Mais s'il s'agit au contraire d'une succession échue au malade après sa séquestration ou non encore acceptée, de quelle manière va-t-il être possible de procéder à sa liquidation ?

D'après la doctrine même la plus récente, une seule issue est possible, c'est de recourir à l'interdiction. Cependant il faudrait éviter ce moyen extrême lorsque l'aliéné se trouvant en compétition avec d'autres héritiers, l'un d'eux engagerait contre lui une procédure en partage et liquidation, car alors le mandataire désigné pourrait prendre parti (52).

La jurisprudence, sur la base des inconvénients multiples que cette situation entraînait, a admis de très bonne heure la possibilité pour l'administrateur ou le mandataire de prendre parti sur la succession.

(52) Fusier. De la capacité juridique des aliénés, p. 199, 200.
Duvergier, note sur la loi de 1838, art. 36, V. Aliéné,
n° 32, 32 *bis*, 32 *ter*.

Planiol et Ripert, tome 1, des personnes, n° 719, 721.

Baudry-Lacantinerie et Wahl, Des successions, t. 2, n° 1064-1065, 1066.

Colin et Capitant, Cours élémentaire de Droit Civil français, t. 1, n° 597, 598.

Cette théorie, d'abord consacrée par trois jugements du Tribunal civil de la Seine du 4 juin 1853, du 1^{er} juillet 1853 et du 28 janvier 1854 (53) a été confirmée par un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix du 6 juillet 1865 (54) et un jugement du Tribunal civil de Villefranche, du 11 décembre 1891 (55). Jusqu'à cette date cette jurisprudence avait eu assez de difficulté pour s'établir et était encore hésitante (56). Mais depuis deux arrêts de la Cour d'Appel de Paris, du 11 août 1891 (57), du 26 janvier 1892 (68), elle n'a plus jamais varié.

Cette jurisprudence d'interprétation vraiment originale ne trouve son fondement que dans le désir des tribunaux de ne pas contraindre les familles à recourir à l'interdiction. Au surplus, il est quelquefois impossible d'y recourir si les cohéritiers n'ont aucun lien de parenté avec l'aliéné ou si le Procureur de la République n'a pas qualité pour la provoquer. Cette alternative mettrait les cohéritiers dans la nécessité de rester malgré eux dans l'indivision, contrairement à l'article 813, en vertu duquel « nul n'est tenu de rester dans l'indivision ». Comme une telle conséquence serait contraire à la réalité, les tribunaux ont admis que le mandataire pouvant représenter l'aliéné dans une action en partage a le droit d'accepter la succession, et, par là même, de rendre le partage possible,

(53) Bertin, Chambre du Conseil, n° 753.

(54) S. 66, 2, 213.

(55) Rep. Gén. du Notariat 1092, art. 6451.

(57) S. 92, 2, 185.

(58) S. 92, 2, 185, D. 92, 2, 97.

autrement le mandataire se trouverait dans l'impossibilité d'accomplir la mission qui lui est confiée, puisque le partage d'une succession suppose au préalable son acceptation.

Mais ce pouvoir conféré au mandataire n'est pas sans limite. En raison des risques qu'un acte de cette nature est susceptible de faire courir à l'aliéné, il n'a été autorisé qu'à accepter la succession sous bénéfice d'inventaire, car il serait paradoxal que ce mandataire jouisse d'un droit plus étendu que le tuteur qui doit au préalable se munir de l'autorisation du conseil de famille. Mais si le droit d'opter pour l'acceptation présente des dangers, il est cependant des cas où la renonciation serait plus avantageuse, si par exemple l'héritier avait été gratifié d'une donation sans dispense de rapport, la succession étant mauvaise. Il est regrettable que les tribunaux n'aient pas jugé opportun d'admettre ce cas, car du fait de l'acceptation bénéficiaire, l'aliéné sera tenu tout au moins dans la mesure de la donation.

Suivant MM. Raynier et Beaudouin il y aura lieu également de conférer à un mandataire *ad litem* la charge d'intervenir dans une succession lorsque les créanciers de la succession échue à l'aliéné ou que ses créanciers personnels voudront faire valoir leurs droits en vertu des articles 788 et 1166 du Code Civil.

Cette interprétation de la loi de 1838, dont le véritable fondement juridique est difficile à déterminer, ne repose donc que sur l'intérêt des tiers et des inconvénients qu'entraînerait la solution inverse (59).

(59) Consulter à ce sujet l'art. de M. Charles Weeüs cité plus haut.

B) Communauté.

Les mêmes principes régissent l'acceptation ou la renonciation à une communauté.

La Cour d'Appel de Paris, dans un arrêt du 9 août 1892 (S. 93, 2, 47, D. 92, 4, 600) a jugé qu'un mandataire *ad litem* peut être investi du droit d'accepter une communauté purement et simplement, ce qui n'entraîne aucun risque pour la femme, car elle n'acquittera les dettes que dans la mesure de son émolument. Une décision identique a d'ailleurs été rendue par la Cour de Nancy, le 10 août 1901 (S. 1901, 2, 77).

IV. — LE PARTAGE ET L'ACTION EN PARTAGE.

La loi de 1838 contient une disposition qui semble donner à l'administrateur le pouvoir de procéder seul au partage. C'est l'article 36 ainsi conçu : « A défaut d'administrateur provisoire, le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les personnes non interdites placées dans un établissement d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquelles elles seraient intéressées ».

Comment le concilier avec l'article 33, lorsque le partage revêtira la forme d'une instance ? L'administrateur pourra-t-il représenter l'aliéné ou devra-t-il faire nommer un mandataire *ad litem* ?

Mais avant d'aborder cette question, il faut se de-

mander si le partage dans lequel un aliéné est intéressé peut avoir lieu à l'amiable ou en justice ?

Pour cela il nous faut distinguer suivant que la succession a été acceptée ou non par l'aliéné avant son internement.

Dans le premier cas, pour la majorité des auteurs (1) le partage dans lequel un incapable est intéressé doit toujours avoir lieu en justice; et l'aliéné devait être en conséquence représenté par un mandataire *ad litem*. Voici de quelle manière on présente cette opinion. Se fondant sur l'analogie qui existe entre l'aliéné et la situation de l'absent, on interprète l'article 838 de la même manière. Or, aux termes de cet article, le partage ne peut avoir lieu que judiciairement, par conséquent le partage intéressant un aliéné ne saurait être fait à l'amiable (2).

Certains auteurs continuent à penser qu'en conformité avec l'article 36 (MM. Baudry Lacantinerie et Wahl, Des successions, t. 2, n° 2, 989), le partage peut toujours être amiable; dans ce cas, l'administrateur ou, à son défaut le notaire commis a qualité pour procéder à l'amiable au partage de la succession.

D'ailleurs cette controverse avait été tranchée dans ce sens. Relativement aux partages des biens de mineur, une loi du 19 mars 1917 a permis aux héritiers, lorsqu'ils sont d'accord, d'agir par voie de requête collective au lieu d'employer la procédure d'assignation prévue par le Code. Cette loi autorisait le tuteur à

(1) Aubry et Rau, t. VI, p. 536 et suivantes. Demolombe, Traité des Successions, t. III, p. 596. Huc, cours théorique et pratique du Code civil, t. V. n° 295, p. 354.

(2) Voir en ce sens la note sous Paris, 11 août 1891, 15 et 25 janvier 1892, S. 92, 2, 185.

agir de cette façon, mais passait sous silence l'administrateur provisoire. Cette lacune fut comblée par la loi du 18 mars 1918.

Mais la loi du 15 décembre 1921 modifia les articles 465, 817 et 822 du Code Civil, 956 et 973 dernier alinéa, 981 du C.P.C. et rendit ces dispositions définitives. Par oubli, cette dernière loi a omis de mentionner l'administrateur légal et le notaire commis, ce qui rendit cette réforme illusoire.

SECTION III. — LES PROBLEMES SOULEVES PAR L'ADMINISTRATION PROVISOIRE SOUS LES DIFFERENTS REGIMES MATRIMONIAUX

Il n'est pas question ici pour nous d'étudier en détail toutes les difficultés soulevées par l'administration provisoire lorsque l'un des époux vient à être frappé d'aliénation mentale. Notre but sera plus restreint, car nous voulons simplement passer en revue les solutions générales qui y ont été données par la jurisprudence.

En principe, lorsque la femme vient à être internée, le mari peut être nommé administrateur provisoire, quel que soit le régime matrimonial sous lequel les époux sont mariés. Cette solution semble commode, car en général l'administration des biens de la femme lui revient par la loi ou de par le contrat de mariage. Mais s'il y a opposition d'intérêts entre les époux, il ne

paraît pas douteux, bien que la loi soit muette sur ce point, de faire prévaloir les droits de la femme en en confiant l'administration à un administrateur légal ou judiciaire.

Dans ce cas, le mari se voit retirer l'administration des biens propres, mais on ne saurait reconnaître à l'administrateur ainsi désigné un pouvoir de même nature qu'au mari, dont l'exercice était pour lui un effet de la puissance maritale. Si le mari peut exercer seul les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme, il ne s'ensuit pas que l'administrateur ait qualité pour le remplacer si le mari le néglige. En ce cas, la femme devra s'adresser à la justice qui seule sera en mesure d'autoriser l'administrateur.

De même, si une succession lui échoit, l'administrateur ne pourra l'accepter qu'après avoir été autorisé par le mari ou à son défaut par la justice.

L'administrateur provisoire n'a donc qu'un pouvoir secondaire subordonné à celui du mari auquel il ne peut se substituer dans la gestion des biens propres de la femme.

Au cas inverse où le mari vient à être interné, la femme peut être nommée administrateur provisoire, mais si le tribunal porte son choix sur une autre personne, elle aura une mission très embarrassante à remplir, notamment pour l'administration des biens communs, car il lui faudra s'immiscer dans la vie même du ménage. En effet, les actes accomplis par la femme sans le consentement du mari ou même avec l'autorisation de la justice n'engagent pas les biens de la communauté, tandis qu'au contraire les actes accomplis

par l'administrateur seul seront opposables à la femme.

En ce qui concerne les biens propres, on discute également si l'administrateur provisoire du mari est fondé à les gérer. Sans entrer dans cette controverse, il est logique de décider que dans tous les cas la femme devra se munir d'une autorisation de la justice.

CHAPITRE V

Le Curateur à la Personne

A côté de l'administrateur provisoire et du mandataire *ad litem*, la loi a prévu l'institution d'un autre organe destiné à veiller au traitement et à la guérison du malade. En créant pour la personne et pour les biens deux charges distinctes, le législateur a tenu compte des critiques adressées contre les pouvoirs excessifs du tuteur en matière d'interdiction et a voulu faire disparaître le danger que pouvait présenter la réunion de ces deux pouvoirs en une même main. Le rôle du curateur consiste principalement (surtout lorsque la maladie devient incurable) à rendre impossible les dilapidations de fortunes ou les transformations injustifiées opérées dans le patrimoine des aliénés par les administrateurs ou leurs tuteurs qui s'en croient les maîtres, de veiller à ce que les revenus leur procurent des adoucissements et d'empêcher les administrateurs de faire des économies au détriment des héritiers.

Il importe en effet de déjouer les manœuvres scandaleuses qui se produisent au détriment des malades.

Il en est une qui est extrêmement fréquente : en général, au début, le malade est placé dans un asile où le prix de la pension permet de lui procurer des soins convenables, puis, plus tard, lorsque les chances de guérison deviennent de plus en plus incertaines, l'indifférence survient et les parents de l'aliéné ont souvent une tendance marquée à diminuer les frais de son entretien. Un surveillant, auquel serait confié un rôle identique à celui du subrogé tuteur était nécessaire. Les auteurs de la loi allèrent le chercher dans l'institution anglaise du curateur.

Cette création eut, dès son origine, un vice inhérent qui devait l'empêcher de réussir : c'était la faculté laissée aux familles de faire procéder ou non à sa nomination. Aussi M. Foville avouait-il déjà en 1870, « que sur plusieurs milliers d'aliénés dont il avait eu à s'occuper, deux ou trois à peine, à sa connaissance, avaient été pourvus d'un curateur ».

Malgré cela, le législateur moderne a eu l'idée de faire revivre cette institution. Une circulaire du 6 juillet 1926 prescrit que des curateurs soient nommés à tous les aliénés non interdits pensionnés aux termes de l'article 55 de la loi du 31 mars 1919 et internés dans les établissements publics et privés en faisant fonction. Le curateur, en général le même, est choisi parmi les membres du comité départemental des mu-ti-lés.

Aux termes de l'article 38, la plus grande liberté est laissée aux personnes qu'il désigne pour provoquer sa nomination. Elle a lieu toutes les fois qu'un parent, le malade, son époux ou son épouse, un ami ou le

Procureur de la République la sollicitent du tribunal civil qualifié. Le jugement, rendu en chambre du conseil, n'est pas susceptible d'appel.

Ce curateur ne peut être choisi parmi les héritiers présomptifs, car il y a incompatibilité naturelle entre la fonction de curateur et cette qualité d'héritier présomptif. Tandis que l'un doit s'efforcer d'obtenir la guérison ou l'amélioration de la santé de l'aliéné, l'autre a un intérêt opposé. L'administrateur doit également être écarté de cette fonction. Cela résulte nettement des termes mêmes de l'article 37, « en outre de l'administrateur » et de la nature de cette charge dont le but étant de veiller à ce que les revenus du malade soient employés à son soulagement, impliquent *a fortiori* une sorte de contrôle sur la gestion de l'administrateur. Cependant rien ne s'oppose à ce que le mandataire *ad litem* soit nommé curateur.

Selon M. Demolombe (1) « à l'incapacité des héritiers présomptifs il faudrait y ajouter celles prévues par les articles 442 à 449 au titre de la tutelle ».

Enfin il y a discussion sur le point de savoir si la curatelle, comme l'administration provisoire, est une charge gratuite et obligatoire. Sans entrer dans le détail de ces discussions, il paraît juste de s'en tenir avec MM. Raynier et Beaudouin, à une opinion mixte, « on admet, disent ces auteurs, que les fonctions de curateur sont obligatoires en ce sens qu'on ne peut s'y soustraire de son propre gré, mais qu'il appartient aux tribunaux qui connaissent de par la loi une cause

(1) T. VIII, n° 47.

nouvelle d'exclusion, tirée de la qualité d'héritiers présomptifs, d'apprécier sommairement les causes d'excuses supplémentaires présentées par l'intéressé, sans être limitées de droit par les causes d'excuse, d'exclusion et d'incapacité admises en matière de tutelle et d'administration provisoire » (2).

Les fonctions de curateur prennent fin avec la séquestration du dément. Mais il est admis que le tribunal, étant en mesure de dispenser de cette charge, peut également destituer la personne qui en est investie.

(2) Raynier et Beaudoin, L'aliéné et les Asiles d'aliénés, p. 613.

CHAPITRE VI

Le rôle du Notaire et du Procureur de la République

SECTION I. — LE RÔLE DU NOTAIRE COMMIS

Conformément à l'article 36, la partie la plus diligente peut requérir du tribunal la désignation d'un notaire pour représenter le dément dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquelles il serait intéressé. Il convient de souligner que cette désignation est subordonnée à l'absence d'administrateur provisoire auquel ce rôle sera normalement dévolu, puisqu'il s'agit d'actes purement conservatoires.

Le notaire n'a pas de pouvoirs plus étendus que l'administrateur; en effet ce droit de représentation n'existe que s'il s'agit d'une succession qui a été acceptée par le malade lui-même avant son placement, mais il n'aurait pas qualité pour prendre parti. Il faut recourir, en ce cas, à l'interdiction, ou faire nommer un mandataire *ad litem*, auquel les tribunaux ont reconnu la faculté de se porter héritier.

Cependant, dans le cercle de ses opérations, le no-

taire peut comparaître en justice et y soutenir les intérêts de l'aliéné si des contestations viennent à s'élever. Mais, en ce cas, il serait préférable pour lui de se faire donner la qualité de mandataire *ad litem* pour éviter toute controverse avec les autres héritiers sur l'étendue de ses pouvoirs. Et il sera logique, contrairement à l'opinion de MM. Durieu et Roche, de lui reconnaître le pouvoir de compromettre et de transiger, en observant les formalités de l'art. 467 du Code Civil, ce qui permettra facilement d'arriver à une solution amiable des litiges qui seraient de nature à surgir au cours de ces opérations.

Enfin le notaire représente aussi l'aliéné lorsque l'administrateur provisoire doit rendre des comptes de gestion à l'aliéné avant sa sortie de l'établissement.

SECTION II. — LE ROLE DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE.

A part son rôle important en ce qui touche les garanties de la liberté individuelle, dont nous n'avons pas à nous préoccuper, le Procureur de la République, « chargé de la défense des intérêts généraux de la société et protecteur naturel et normal des incapables », a un droit d'initiative général, relativement à leur protection, si leurs parents négligent ou sont empêchés de prendre les mesures nécessaires.

Ainsi la loi l'autorise à provoquer la nomination d'un administrateur datif, d'un mandataire *ad litem*

ou d'un curateur, de même qu'à demander que la gestion de l'administrateur soit garantie par une hypothèque dont l'inscription est requise par lui dans un délai de quinze jours.

Mais à côté de ces attributions spéciales, la loi lui a confié un droit de contrôle général dans toutes les affaires mettant en jeu les intérêts de l'aliéné (art. 39). Il intervient alors à titre de partie jointe et non en tant que partie principale. Il se borne à faire connaître son opinion sur l'affaire en jeu. Mais il n'a pas qualité pour prendre le rôle de demandeur en vue de poursuivre la nullité des actes passés par l'aliéné avant son internement (Cass., 15 mai 1878, D. 78, 1, 270).

APPENDICE

Application de la Loi du 30 Juin 1838 en Droit International privé

Aux termes de cette étude sur la loi du 30 juin 1838, il nous paraît utile de la compléter, en traitant dans un bref appendice des solutions imaginées par les tribunaux sur le fondement du droit commun pour résoudre les problèmes soulevés par l'administration des biens en droit international privé.

Un principe fondamental en cette matière se dégage de l'article 3 du Code civil, aux termes du paragraphe 3 de cet article les questions de capacité ou d'incapacité sont réglées par la loi nationale, fondement du statut personnel de tout individu. Or, l'administration des biens, se rattache à ce statut de telle sorte que les dispositions de la loi qui la règle sont applicables aux aliénés de nationalité française, quel que soit le lieu de leur internement ou de situation de leurs biens. Un raisonnement tiré des mêmes prémisses permet de déterminer par *a contrario* la condition de l'étranger placé dans un asile français en vertu d'un placement, soit volontaire, soit d'office. Sa loi nationale réglera sa protection.

Si telles sont les règles normales, leur application pratique est plus ou moins annihilée, à raison du caractère particulier qu'ont entendu donner ses auteurs à la loi de 1838. Elle constitue en effet un amalgame de droit privé et de droit public, nécessité par le fonctionnement du service d'assistance des aliénés, de telle sorte qu'elle régit seulement les asiles publics ou les maisons de santé autorisés par l'Etat français et soumis à sa surveillance. Comme conséquence forcée de ce point de vue, l'aliéné français séquestré dans un asile à l'étranger ne rentrant pas dans les conditions prévues s'y trouvera, à défaut d'intervention des autorités étrangères, dépourvu de toute protection (Trib. de Commerce de Lille, 26 mars 1909, G. P., 1909, 2, 358; Douai, 18 février 1848, S. 48, 2, 563, D. 1848, 2, 175).

En vue de réagir contre les inconvénients que comportait un tel système et pour inciter en quelque sorte les Etats à organiser des mesures de garanties pour les Français séquestrés sur leur territoire, les juridictions françaises se sont arrogé le droit de doter l'aliéné étranger d'un administrateur ou d'un mandataire, en attendant que sa représentation ait été organisée conformément à sa loi nationale. Cette protection a été encore complétée par la faculté que ces mêmes juridictions se sont reconnu de prendre les mesures conservatoires relativement à des biens situés en France. (Trib. Civ. de Versailles, 10 juillet 1885, cité dans le jugement du Triv. Civ. de la Seine, 30 juillet 1887. Le droit du 5 août 1887. Voir Glasson, *Journal de Droit International privé*, 1881, p. 119).

Toutes ces règles mériteraient d'être précisées dans

leur modalité d'application par des traités internationaux. Un premier pas avait été fait dans cette voie lors des réunions de La Haye. Une convention relative à la solution des conflits de loi en matière de tutelle des mineurs avait été signée le 12 juin 1902, mais elle ne contenait aucune mention des incapables. Elle a d'ailleurs été dénoncée par la France le 12 nov. 1913.

A l'heure actuelle, ce problème, dont l'importance n'a cessé de grandir, se présente sous un jour nouveau, à raison de la multiplicité des relations internationales et des mouvements de populations qui en sont une des conséquences. Les statistiques confirment que le nombre des étrangers internés dans nos asiles a progressé de plus en plus depuis la guerre. M. René Martial, dans une communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, précisait que les établissements du département de la Seine avaient donné asile à 375 malades en 1928, et à 478 en 1931. En 1932, le Ministre de l'Intérieur estimait que le nombre de ces étrangers internés atteignait 1.500 environ sur toute l'étendue du territoire français. Les conflits multiples et parfois délicats résultant de cette situation de fait obligèrent les Etats à intervenir. Depuis 1925, des conventions d'assistance ont été signées avec plusieurs Etats, notamment avec la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Suisse et l'Autriche. La dernière en date a été conclue avec l'Espagne, le 9 décembre 1933.

DEUXIÈME PARTIE

La Protection du Psychopathe placé en observation dans un Service de Cure libre dit “ Service ouvert ”

CHAPITRE PREMIER

L'objet d'un Service ouvert

SECTION I. — SON BUT.

La loi de 1838, fondement de la réglementation de l'assistance aux aliénés, avait réalisé un progrès immense, car elle apportait des solutions rationnelles et équitables à un problème qui avait été en grande partie méconnu auparavant : les mesures à prendre à l'égard des personnes atteintes d'une des maladies les plus pitoyables pour l'être humain, la folie, avec les déchéances physiques et morales qu'elle entraîne.

Ce fut pour son temps non seulement une loi de police et de sûreté destinée à protéger les éléments sains de la société et à mettre les insensés hors d'état de nuire en les plaçant dans des lieux spéciaux, mais encore une loi d'humanité et de préservation, puisqu'elle a substitué aux prisons de l'ancien droit, dans lesquelles ils étaient enfermés, des établissements où ils seraient soignés comme des malades dignes de ce nom et où ils recevraient un traitement devant leur assurer, si leur état était curable, un retour à la santé. Si, par contre, les chances de leur guérison étaient in-

certaines, ils bénéficiaient dans ces demeures d'une sorte de lieu de retraite où ils jouiraient du calme et du repos nécessaire, tout en leur offrant un refuge sûr pour cacher au public leurs infirmités.

Cependant cette loi, malgré les éloges qu'elle suscita dès sa promulgation et le respect dont elle fut entourée, n'était pas une œuvre parfaite. Elle n'échappa pas à la destinée normale de toutes les œuvres humaines qui, au contact avec la réalité, vieillissent, perdent leur raison d'être ou leur valeur, si on ne prend garde de les modifier et de les remettre à jour, lorsque la nécessité l'impose. Aussi notre législation sur les aliénés subit-elle un sort identique.

Sa mise en vigueur a laissé entrevoir de nombreuses lacunes. Ses auteurs ne lui avaient, en effet, assigné qu'un but limité. Son action ne s'étend qu'aux individus les plus atteints, ou à ceux dont les symptômes de la folie se révélaient sous une forme particulièrement aiguë. C'était des malades pour lesquels le maintien en liberté était susceptible d'entraîner les plus graves conséquences pour eux-mêmes ou pour leur entourage qui pouvaient faire l'objet d'un internement, seule ressource destinée à y parer.

Mais à côté de ces aliénés proprement dits, dangereux ou non, il existe également tout une série de personnes prédisposées, soit par leur tempérament, soit en raison de leur milieu, à manifester au cours de leur vie des signes d'aliénation mentale. C'est que la thérapeutique moderne a révélé le processus particulier d'évolution de nombreuses maladies de l'esprit, chez des sujets qui, bien qu'aux yeux du public jouis-

sent de la plénitude de leurs facultés intellectuelles, n'en sont pas moins pour le médecin, selon l'expression de M. le docteur Toulouse, des « candidats à la folie ». Ce mouvement, d'inspiration très récente, est issu d'une évolution profonde des conceptions scientifiques en matière de psychiatrie.

« La science médicale, écrit à ce propos M. le docteur Baruk, montre que l'aliénation mentale est souvent annoncée ou précédée pendant de longues années par une série de troubles stomatiques, dont la valeur a trop passé inaperçue jusqu'à présent. Or, que se passe-t-il durant cette période, si importante, où la cause de la maladie pourrait être dépistée efficacement, et à une époque où un traitement utile pourrait intervenir ? Il arrive la plupart du temps que le malade consulte non des psychiatres, mais des médecins généraux, qui sont tout à fait incompétents pour déceler les signes annonciateurs de la maladie et le plus souvent le diagnostic reste hésitant ou le malade est considéré comme un malade imaginaire. C'est à ce moment, où son état requiert des soins, que personne ne s'occupe de lui, mais c'est lorsqu'il est devenu un aliéné qu'on s'occupe de lui pour l'interner. »

Or, en application du principe rationnel qu'il vaut mieux prévenir que guérir, il eût été logique que l'on ne se préoccupât pas uniquement de soigner les maladies mentales. Il fallait ausis agir dans un but prophylactique et préventif, pour en déceler l'origine, pour les anéantir dès leur éclosion ou en atténuer les effets. C'est à ce triple but que correspond la création des

services de cure libre, dont l'existence n'a pas encore reçu de consécration légale.

Mais à côté de ces individus en quelque sorte « pré-aliénés », il est une autre catégorie qui est également digne de toute la sollicitude de l'opinion publique : ce sont les aliénés convalescents qui, durant leur séjour prolongé dans un asile, ayant perdu contact avec les réalités sociales, ont encore besoin, de ce fait, d'être assistés et suivis pour leur éviter toute rechute. Or, le service ouvert n'est-il pas aussi apte à remplir vis-à-vis de ce dernier ce rôle de réadaptation qui s'impose lors de leur sortie? C'est ce qu'ont suggéré MM. Haye et Lauzier, dans un article récent de *l'Aliéniste Français*. « Cette lacune de la loi, disent-ils, n'est apparue que lorsqu'on se rendit compte que l'aliéné amélioré, cessant d'être un individu anti-social, avait besoin d'être assisté. La situation de ce convalescent, trop souvent dépourvu de moyens de subsistance suffisants, est d'autant plus pénible que l'hypothèque mise sur son avenir et ses possibilités de reclassement dans l'existence par le préjugé défavorable de l'opinion publique est encore loin d'être levé, malgré l'évolution favorable accomplie à cet égard dans les esprits. »

Aussi une seconde étape dans l'assistance aux aliénés vient d'être franchie, puisqu'à l'heure actuelle on se propose un triple but dans l'action contre l'aliénation mentale et les déchéances physiques qu'elle entraîne : prévenir l'évolution des troubles mentaux, en assurer le traitement et poursuivre le reclassement social des convalescents.

SECTION II. — LE FONCTIONNEMENT D'UN SERVICE OUVERT

Les malades qui entrent dans un service de cette nature ne sont soumis à aucune mesure ou formalité administrative consistant en la présentation d'un certificat médical constatant leur état ou un arrêté préfectoral prescrivant leur placement. L'accès de ces quartiers d'observation est libre pour tous; les psychopathes y entrent de plein gré et sans la pression d'aucune contrainte, comme dans un hôpital de médecine générale (1). Là, sous la direction de médecins aliénistes, ils sont l'objet d'un régime d'observation dont la durée est fonction de leur état mental.

(1) Laissons à la médecine mentale le soin de déterminer les malades ou psychopathes susceptibles d'être admis dans ces services.

La délimitation a fait l'objet de nombreuses discussions dans les congrès professionnels et les sociétés de médecine mentale.

On s'accorde pour admettre que le terme « petits mentaux » ne saurait comprendre que des malades ne relevant pas de la catégorie de ceux dont la loi du 30 juin 1838 a réglé la condition. Les milieux compétents émettent l'avis qu'il ne peut être donné une liste précise et déterminée des maladies à y traiter. Suivant l'opinion de MM. Raynier et Beaudouin se fondant sur une lettre adressée à M. le Ministre de l'Hygiène en date du 11 juillet 1922 « leur sélection est une question d'espèce entièrement sous la dépendance d'une appréciation médicale compétente et le but essentiel des services de traitement libre doit être l'assistance précoce des maladies psychiques caractérisées par l'acuité des symptômes et l'innocuité des réactions à l'exclusion des sujets protestataires ou dangereux « internables » aux termes de la législation sur les aliénés.

Si l'individu en traitement ne présente aucun signe anormal prouvant l'insanité d'esprit, le médecin jugera utile de lui rendre sur-le-champ la liberté, tout en prenant la précaution de l'inviter à venir à la consultation à intervalles périodiques, s'il appréhende pour son état de santé future. Inversement, au cas où la démence se manifeste en évolution caractérisée de nature à constituer dans quelque temps une véritable maladie mentale, la personne pourra être retenue, même contre son gré, dans le service. Enfin, si, au cours d'un certain délai, aucune amélioration ne se faisait sentir, le médecin serait en droit de transformer ce placement volontaire en placement d'office, si c'était l'ultime ressource, propre à faire espérer la guérison dans un temps beaucoup plus long.

C'est sur ces principes que repose l'organisation d'un service ouvert. Il comporte au premier chef une consultation externe, qui fournit au médecin la possibilité de déceler et à l'avance les maladies de l'esprit chez les individus qui se présentent de leur propre chef à ce service.

L'aliéniste est également en mesure de soigner les troubles nerveux prémonitoires des troubles mentaux. Si au cours de la visite l'attention du médecin a été attirée sur certains cas douteux, il fait alors entrer le sujet dans un service dit d'observation. Une surveillance constante et permanente de cette personne lui permettra de se faire une idée exacte sur l'origine et la nature des troubles mentaux dont la présence avait été décelée par lui lors de la consultation. Enfin

un troisième compartiment a été adjoint à ce service, notamment pour les sujets atteints de maladies mentales chroniques, pour lesquelles le régime de l'internement serait trop rigoureux, à raison de la durée passagère et très courte de leur crise.

CHAPITRE II

**Comment peut on assurer, en l'état actuel
de notre Droit,
la Protection des Psychopathes
en observation dans un tel Service ?**

La question des services ouverts est née à la suite des polémiques autour de la loi de 1838. On avait présenté cette loi comme ne garantissant pas assez la liberté individuelle et on recherchait dans les projets de révision à renforcer ces garanties. Mais devant l'impossibilité d'aboutir à une réforme, on en vint à proposer l'abolition de la législation antérieure et à suggérer le traitement des aliénés dans des hôpitaux où entrée et sortie dépendraient du médecin.

Si cette œuvre d'assistance et de solidarité humaine mérite toutes les louanges, un point capital soulève, malgré tout, l'indignation d'un grand nombre : puisque le médecin, dit-on, peut retenir malgré lui le malade dans un service, on en arrive, sous le couvert de cette institution, à abroger la loi de 1838, car dès qu'il y a privation de la liberté, il importe que le malade soit soumis à un contrôle. Une surveillance est d'autant

plus nécessaire que le « préaliéné » doit se sentir protégé et à l'abri de tout souci. On ne saurait en particulier comparer ou assimiler ce genre de malade à ceux des hôpitaux ordinaires, qui peuvent surveiller de loin leurs affaires, car il ne faut pas oublier que des biens momentanément abandonnés peuvent devenir la proie des voisins ou de proches parents peu scrupuleux.

Sans nous attacher à réfuter ces objections relativement à ces prétendues séquestrations arbitraires dont les parents du malade seraient disposés à se rendre complices d'accord avec le médecin, nous ne parlerons, pour respecter le cadre de notre thèse, que d'un élément qui échappe souvent à ceux qui traitent de cette question. Pendant cet internement provisoire, il ne sera prise aucune mesure de précaution pour la sauvegarde des biens du malade : que d'abus pourront se produire le jour où il sera soit remis en liberté, soit interné ! Car dans ces services il ne bénéficie en principe d'aucune des mesures de garantie prévues par la loi de 1833 pour sa personne et pour ses biens.

Or, cette absence de protection constitue l'un des principaux obstacles à leur création et à leur développement et c'est d'autant plus regrettable que ceux qui fonctionnent actuellement, en marge de la loi de 1838, jouissent d'une existence extra-légale. C'est que ce problème se présente sous un jour particulièrement complexe. Il est difficile, en effet, de prévoir une solution uniforme, à raison de la durée variable du séjour de ces malades. Certains peuvent y demeurer quelques semaines, d'autres au contraire plusieurs

mois. Faudra-t-il assurer pendant ce temps la gestion des biens des seconds et négliger celle des premiers ou compter sur la diligence des familles, dont il convient de ménager la susceptibilité? Sera-ce utile d'engager des frais souvent hors de proportion avec la valeur du patrimoine à protéger? « Et cependant la plupart des malades qui sont destinés à y demeurer des semaines et même des mois, écrit M. le docteur Toulouse sont, en ce qui concerne la gestion de leur patrimoine, dans un état complet d'abandon... Les petites gens peu fortunées qui y vivent sont des commerçants, des boutiquiers et des artistes qui sont venus demander eux-mêmes leur isolement. Ils ne sont pas sans posséder un mobilier de plus ou moins grande valeur, qui a besoin d'être mis à couvert. Ils peuvent avoir un petit commerce, détenir quelques titres de rente, des valeurs mobilières, etc... Qui s'occupera de la gestion de ces intérêts? »

Or les médecins, notamment M. le docteur Toulouse, un des principaux promoteurs des services ouverts, avouent qu'ils sont quelquefois totalement désarmés pour prévenir les malversations ou les desseins coupables des personnes sans scrupules. « Aussi il nous arrive, écrit ce même médecin, de faire interner des malades pour protéger leurs biens quand il n'y a pas de moyen légal, ce qui est toujours pénible, car il est fâcheux de priver quelqu'un de sa liberté en lui imposant la mesure d'internement pour une question de biens. »

La personne qui entre dans un service ouvert est une malade de l'esprit, sans qu'il y ait une perte totale de la

raison, ses facultés sont cependant affaiblies ou obnubilées, de telle sorte qu'elle n'est plus à même de veiller à ses intérêts matériels; il convient donc de parer à cette situation. Pour cela on ne peut que recourir soit à une simple assistance, soit à une véritable représentation du faible d'esprit.

On a cherché un premier moyen pour y remédier en faisant signer au malade une procuration générale habilitant une personne déterminée pour accomplir tous les actes sans y apporter aucune limite. Mais cette pratique, outre les dangers multiples qu'elle fait courir à l'intéressé, confère un pouvoir sans borne et sans contrôle à celui qui le détient, car les règles fixant la responsabilité de ce mandataire ne la délimitent pas d'une manière suffisamment précise.

De même on s'est posé le problème de savoir si l'incapable peut être obligé, par l'effet d'une gestion d'affaires entreprise par un tiers. Il est évident que, d'après les principes, l'incapable n'est pas obligé, parce qu'il ne peut se lier par une ratification; cependant, si la gestion des biens a été utile pour lui, il sera tenu envers le mandant parce que son obligation a pris naissance sans aucun acte volontaire de sa part.

Ainsi ont été déclarés valables les actes de bonne administration profitables à l'aliéné et qui ne disposerait d'aucun de ses droits s'ils sont nécessaires à l'entretien et à la conservation de l'immeuble (Cass. Req., 30 nov. 1903, D. 1904, 1, 364) (1).

(1) Il est admis que le mode de culture du bien indivis pourrait être changé si la modification est plus rémunératrice que celle qui existait.

Enfin on s'est demandé si un intéressé pouvait se porter fort pour un aliéné. La pratique est courante pour tous les incapables, en particulier les mineurs. Mais l'incertitude risque de planer pendant un certain temps, car la ratification de l'acte ne pourra être obtenue que lorsque le psychopathe aura repris le contrôle de sa raison. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, au contraire, elle interviendra à un moment précis, c'est-à-dire lors de sa majorité. Il a été jugé que les tiers qui ont accepté la garantie du portefort ne seraient pas fondés à réclamer des dommages-intérêts pour la non-ratification de l'acte, à moins qu'un délai n'ait été stipulé (Limoges, 22 juillet 1896, D. 1899, 2, 93).

Mais la procuration ou la clause du portefort ne constituent que des procédés de pratique courante, peut-être utiles dans certains cas limités mais qui, il faut l'avouer, sont trop aléatoires et insuffisants. Leur emploi se justifie pour faire face à une situation déterminée et exceptionnelle, lorsqu'au cours de la mise en observation, l'urgence impose des mesures immédiates à prendre, mais il est hors de doute que l'administration d'un patrimoine ne peut être assurée avec des mesures aussi simplistes.

Aussi, lorsque la mise en observation se prolonge, il y a lieu d'organiser la protection non plus sur le plan du provisoire, mais du permanent, créer des mesures adéquates destinées à l'accomplissement des actes conservatoires et de simple administration. Or, il y a possibilité en l'état actuel de notre droit de remédier à cet inconvénient, au lieu de recourir à l'internement. Une jurisprudence déjà ancienne, mais qui

n'est en usage que devant certains tribunaux importants, autorise le président du tribunal, conformément à l'article 54 du décret d'organisation judiciaire du 30 mars 1908, à nommer, en vertu de son pouvoir de juridiction gracieuse, en chambre du conseil, un administrateur aux biens. Cette investiture a lieu par simple ordonnance rendue à la suite d'une requête écrite et enregistrée sur timbre, signée et présentée par un avoué. Cette ordonnance est rendue à huis clos et n'a pas besoin d'être motivée. Il serait sage que cette mesure éminemment protectrice soit d'une pratique plus courante.

De même on ne voit pas pourquoi un faible d'esprit placé en observation dans un service ouvert ne pourrait pas être pourvu d'un conseil judiciaire, puisqu'étant dans un état de débilité mentale ou physique tel qu'il ne peut être livré à lui-même, sans toutefois pouvoir être interné. Le faible d'esprit, le conjoint lui-même, les parents au degré successible jouiraient de la faculté de faire procéder à la nomination de ce conseil dont le choix serait laissé à l'entière discrétion du tribunal (1).

D'ailleurs cette institution correspond bien au but qu'il s'agit de remplir. En effet, l'individu placé dans le service ouvert jouit encore de l'exercice de ses facultés, il n'est pas fou, mais simplement susceptible de le devenir. Le juge aura la possibilité de modeler sa capacité civile sur l'évolution de sa maladie. Le malade sera soit en totalité, soit en partie, incapable de plai-

(1) Voir sur ce point la thèse de M. Dalat Jean déjà citée, p. 167 et suivantes.

der, de transiger, ou de s'obliger dans un acte quelconque au delà de l'administration. Sa capacité restera donc entière pour tout ce qui ne lui est pas interdit et il ne sera tenu que de ce dont il s'est enrichi. Le tribunal aura également le pouvoir d'annuler ou de réduire les actes passés par lui seul et en même temps tranchera les conflits qui s'élèveraient entre le psychopathe et son représentant.

Ce procédé nous paraît convenir admirablement à cette situation et il serait désirable que les projets de loi sur les services ouverts proposent un système identique.

Or, en fait, ils ne contiennent aucune disposition à ce sujet, notamment ceux de MM. Strauss, puis de MM. Fié et Gardiol. Cependant MM. Toulouse et Dupouy, dans leur rapport à la Commission d'Hygiène du Sénat (Titre 10, art. 39 et 40) proposent des mesures tout à fait insuffisantes, se ramenant à une procuration générale ou à l'administration provisoire.

Il convient de signaler le rôle qu'ils assignent au médecin qui sera le conseiller du malade et qui pourra, en accord avec lui, demander la protection de ses biens (1).

(1) Projet de loi belge. Aliéniste Français 1931.

Le chapitre VII du projet de loi belge contient un paragraphe concernant la protection des biens des malades placés dans les services ouverts; il est ainsi conçu : « Les personnes reçues dans les services ouverts peuvent être pourvues d'un

Ce dernier, suivant jour par jour l'évolution de l'état général du malade, nul ne sera plus qualifié pour prendre les mesures qui s'imposent.

conseil judiciaire à la requête de leurs parents, de leur époux ou épouse, du directeur ou du médecin de l'établissement ou sur la provocation d'office du procureur du Roi. L'intéressé est entendu. L'appel est possible. Dans certains cas, le procureur du Roi peut provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire.

A la mort d'une personne reçue dans un service ouvert, ses héritiers ou ayants cause peuvent attaquer, pour cause d'insanité d'esprit, les actes qu'elle a passés, durant son séjour, si cette insanité existait au moment où les actes furent passés. »

Voici les observations de MM. Toulouse et Dupouy à son sujet : « S'il est juste de donner avis de l'admission d'un malade interné au maire de sa commune ou au commissaire de police de son arrondissement dans le but de faire prendre en sa faveur toutes les mesures conservatoires utiles, il serait abusif d'agir pareillement envers un simple nerveux, venu de lui-même se faire traiter en service ouvert et libre d'en sortir à son gré. La divulgation de son état pathologique et de son hospitalisation risquerait de lui être préjudiciable alors que ses troubles peuvent ne porter aucune atteinte à sa lucidité, à son jugement, à sa volonté. Pour un tel malade, il n'y a pas lieu d'agir autrement que pour un malade de médecine générale, venu se faire admettre à l'hôpital. Nous serions d'avis d'attacher un administrateur provisoire ou judiciaire à chaque service ouvert, public ou privé comme précédemment aux maisons de santé fermées. Cet administrateur, par contre, ne s'occuperait que des malades pour lesquels il serait désigné par le tribunal à la requête du malade lui-même, de sa famille ou de toute autre personne intéressée, du médecin de l'hôpital ou du procureur. En cas de mesures conservatoires à prendre d'urgence le procureur serait immédiatement saisi par l'une des personnes précédentes et donnerait un mandat spécial au maire ou au commissaire de police. »

TROISIÈME PARTIE

La Réforme de la Législation concernant les Aliénés

CHAPITRE PREMIER

Les Critiques soulevées par l'application de la Loi du 30 Juin 1838

L'examen détaillé de la loi du 30 juin 1838, auquel ont été consacrées les deux premières parties de notre ouvrage, nous permet d'en envisager présentement la critique et de porter un jugement d'ensemble sur sa valeur. Nous avons déjà eu l'occasion, chemin faisant, de mettre en relief ses principales lacunes et de signaler en conséquence les modifications à y apporter. Aussi nous bornerons-nous, dans ce chapitre, à en dresser la synthèse, ce qui constituera une sorte d'entrée en matière à l'analyse des projets de réforme que nous allons entreprendre.

Nul n'ignore, en effet, que notre législation sur les aliénés a donné lieu aux plus vives critiques. Comment se fait-il qu'accueillie avec un si grand enthousiasme par l'opinion et les psychiatres, cette loi, dont le renom fut considérable à l'étranger, soulève aujourd'hui des critiques si passionnées? Son principal défaut est d'être presque centenaire, de telle sorte qu'ayant vieilli, elle ne correspond peut-être plus tout à fait, à l'heure actuelle, à l'état de l'opinion publique et

aux données de la médecine mentale contemporaine.

Les objections qu'elle souleva portèrent d'abord sur les garanties de la liberté individuelle, que l'on jugea à tort ou à raison comme insuffisantes, mais elles ne tardèrent pas à s'étendre également au mode de gestion des biens, car il est évident que le mal est presque aussi grand d'être privé de sa liberté individuelle que dépouillé de sa fortune, puisque le malade guéri n'osera plus sortir de l'asile et sera soumis en quelque sorte à un internement en dehors de sa volonté, s'il ne dispose plus de ressources suffisantes pour assurer son reclassement social.

Nos développements précédents suffisent amplement à montrer l'insuffisance des prescriptions concernant l'administration du patrimoine de l'aliéné. Bien que cette loi constitue une œuvre remarquable, il importe néanmoins de remédier à certaines imperfections que tous ses réformateurs successifs n'ont cessé de signaler, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une refonte complète.

Et à ce point de vue nous faisons volontiers nôtre l'avis de M. Saleilles : « Si tout dans l'administration n'est pas à refaire, dit-il, tout est à compléter. L'édifice de la loi à des soubassements solides, bien loin de le renverser de fond en comble, il suffit de lui donner le couronnement nécessaire ».

Il faut d'abord remarquer que les dispositions légales qui réglementent la capacité de l'aliéné interné ne le mettent pas à l'abri de tous les dangers auxquels il

est susceptible d'être exposé. D'après le droit commun, la démence nettement démontrée a pour effet d'entraîner la nullité de l'acte accompli sous son influence. L'interdiction une fois prononcée, au contraire, entache l'acte de nullité; peu importe le moment où il a été souscrit. Or, l'article 39, adoptant un moyen terme, déclare simplement l'annulabilité des actes conclus au cours de l'internement.

S'il est normal que cette réglementation régie l'insensé dès les premiers temps de sa maladie, on ne comprend pas sur quel fondement repose cette dernière capacité, alors que son état mental l'empêchera en fait de conclure un acte et d'en saisir la portée. Ce système offre de multiples dangers à la fois pour le dément lui-même ou les tiers. Il sera souvent impossible d'apporter la preuve de l'insanité d'esprit, surtout lorsqu'elle ne ressortira pas de l'acte lui-même. Cette difficulté sera encore aggravée pour les héritiers qui n'en auront souvent connaissance que très tard, alors que depuis longtemps déjà les preuves de la démence seront périmées. Combien de gens sans scrupule auront eu l'idée perverse de faire signer des actes à des personnes à l'esprit affaibli, en usant à leur égard de manœuvres plus ou moins honnêtes, alors que les héritiers lésés dans leurs droits intentent des procès périlleux pour faire annuler un testament ou un avantage à titre gratuit au profit d'une tierce personne, mais qui seront déboutés, l'acte ne renfermant pas en lui-même la preuve de la folie, bien qu'en réalité il ne soit pas contesté que l'auteur de cet acte l'ait souscrit dans un état d'esprit anormal.

Sans être partisan du système de l'incapacité absolue, comme certains l'ont préconisé, il est certain que ce régime en vigueur, plein d'insécurité, doit être amendé. Suivant MM. Raynier et Beaudouin, « le système de l'annulabilité ne pourrait subsister dans sa forme que sous la réserve expresse qu'il y aurait lieu de préciser et d'organiser judiciairement et médicalement la nature et les effets de la présomption de démence ».

C'est à une idée analogue que nous nous sommes rallié dans notre premier chapitre, sur l'étude de valeur des actes passés par l'interné.

Le reproche le plus sérieux que l'on puisse adresser à la loi de 1838 relativement à la gestion des biens est la protection insuffisante accordée à l'aliéné.

Il est incompréhensible que l'administration légale soit obligatoire et l'administration judiciaire facultative. Aussi l'aliéné séquestré dans un asile public bénéficie dans tous les cas, du fait de son entrée, d'une administration légale, tandis qu'à l'inverse la loi a jugé bon de laisser à certaines personnes qu'elle énumère le soin de requérir la nomination d'un administrateur. Pourquoi cette différence de traitement fait-elle par la loi ?

Cette lacune est d'autant plus paradoxale que la plupart des aliénés des asiles publics, en général des indigents, sont pourvus malgré tout d'une protection dont ils pourraient à la rigueur se passer; à l'inverse la population des asiles privés est composée de préférence d'individus disposant d'une certaine fortune.

qui, dans des cas fréquents, requiert des mesures de sauvegarde sur-le-champ.

Or, même si la famille a eu soin de faire nommer un administrateur, les intérêts de ces malades pourraient être compromis, car n'étant désigné qu'après coup, il n'entrera en fonctions qu'au bout d'un temps plus ou moins long.

Ce défaut n'avait pas échappé totalement à ses auteurs, mais ils pensaient que la famille s'empresserait d'observer ces sages prescriptions, dès que le besoin s'en ferait sentir. « De deux choses l'une, disait-on, ou le dément est pauvre et alors à quoi bon accomplir des formalités coûteuses, ou il est riche, et alors l'époux, l'épouse ou ses parents n'hésiteront pas à assurer la gestion de ses biens. » M. Girod, de l'Ain, fit remarquer à ce propos que le Parquet pouvait agir d'office toutes les fois que sa sollicitude sera éveillée. Mais le Procureur de la République est très rarement informé de la situation exacte de l'aliéné. L'inaction, tant de la famille que du ministère public, peut donner lieu à de nombreux abus. « Sans en exagérer la fréquence, écrit M. le docteur Lauzier, il faut admettre que le seul moyen de mettre les familles hors de tout soupçon est de leur imposer un contrôle qui écarte toute suspicion. »

Ces imperfections que nous venons de signaler ne seraient pas, à la rigueur, trop nuisibles, si la loi avait accordé des pouvoirs suffisants à l'administrateur ; or, c'est précisément un des points défectueux de notre législation. Les travaux préparatoires nous montrent amplement que le législateur, préoccupé d'éviter l'in-

terdiction dès le placement, a pris la peine de faire voter une loi spéciale. Le rapport de M. Barthélemy à la Chambre ne laisse aucun doute à cet égard : « Le projet, écrit-il, a essentiellement pour objet de prévenir les demandes en interdiction. Si dans cette intention la loi n'a pas exigé que l'interdiction fût prononcée ou provoquée avant de soumettre l'aliéné à l'état d'isolement, il ne faut pas que la nécessité de pourvoir à l'administration de ses biens vienne en imposer l'obligation à la famille. » Ainsi on a voulu éviter cette mesure trop grave au début de la maladie. Il était donc logique de ne confier à l'administrateur des pouvoirs ne dépassant pas la stricte administration. « Mais indirectement, écrit M. le docteur Lauzier, on aurait voulu que les familles fussent appelées à demander l'interdiction, or, à tort ou à raison, les familles l'acceptent de moins en moins, les formalités, la procédure judiciaire, la publicité, l'appareil dont elle est entourée leur répugnent. Devant cette résistance, on est obligé de se contenter, malgré quelques difficultés de fonctionnement, du système de l'administration provisoire. »

Mais où la situation paraît sans issue, c'est lorsque cette mesure est nécessaire en vue d'accomplir un acte grave. Nous savons que l'interdiction ne peut être provoquée que par le conjoint ou l'un de ses parents et seulement si la personne qui en est l'objet se trouve dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité. Or, si ces conditions ne sont pas remplies, si le ministère public refuse d'agir ou le tribunal saisi de la prononcer, la loi, partie d'un point de vue

inexact, se trouve acculée à une impasse et l'administrateur est réduit à l'impuissance en raison de l'étroitesse de ses pouvoirs.

Ces pouvoirs sont, en effet, mal précisés, puisqu'ils n'ont même pas l'étendue de ceux dont sont investis les administrateurs des biens d'autrui. Les baux d'une durée de plus de trois ans lui sont interdits, ce qui est évidemment très préjudiciable à l'aliéné, en matière industrielle ou commerciale, ou ce qui peut empêcher son représentant de louer dans des conditions avantageuses et même de trouver preneur.

Il est regrettable que la question des successions et des communautés n'ait pas été tranchée. Lorsqu'il s'agira d'aliéner ou d'acquérir un bien immobilier, d'hypothéquer, de transiger, de compromettre ou d'emprunter, comment procédera-t-on? Le seul moyen d'y remédier sera de recourir à l'interdiction et de faire nommer un tuteur. Mais c'est une solution bien étrange, en contradiction formelle avec le but primitif du législateur.

De même il n'y aurait que des avantages à réunir en une seule main la gestion des intérêts de l'aliéné et à l'unifier. Le mandat *ad litem* gagnerait à être supprimé et à être confié à l'administrateur lui-même, qui connaît exactement la situation financière de l'aliéné, tout en l'obligeant à demander la nécessité d'une autorisation pour chaque affaire. On ne voit pas très bien, d'ailleurs, la nécessité de distinguer les deux fonctions. Le législateur l'a si bien compris qu'il a autorisé le tribunal à charger l'administrateur de cette mission.

Il conviendrait que, dès son entrée en charge, l'un

et l'autre administrateur soient en mesure de connaître tous les renseignements nécessaires sur la situation de fortune de leurs administrés (1). Ce serait le seul moyen efficace pour lui de prendre les mesures qui s'imposent en vue de parer à toute éventualité. Il s'est introduit, en effet, dans les mœurs une pratique vraiment regrettable, à savoir que les internements ne sont pas non la cause, mais l'occasion de détournements. Des parents, trompant la vigilance du médecin, obtiennent de lui des certificats de complaisance et placent leur parent dans un asile privé sans jugement, et s'emparent ainsi de l'administration de ses biens.

Tel le cas suivant, qui a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Caen, du 16 janvier 1901, S. 1904, 2, 172.

« Le sieur Raouet, neveu de la demoiselle Moisson, qui avait, au mois d'août 1897, décidé cette dernière à demeurer chez lui, parvint à la circonvenir et à se faire remettre par elle la somme de 4.000 francs, représentant toutes ses économies. Pour se débarrasser

(1) Il serait rationnel que tout ce qui concerne l'administration des biens des aliénés eût lieu par l'intermédiaire des directeurs d'asile qui seraient chargés de transmettre les documents soit à la préfecture, soit à l'administrateur provisoire, soit aux familles. Aucune affaire ne devrait être suivie sans que le directeur en soit informé.

Il doit être tenu dans chaque asile au bureau de la direction un registre spécial pour la correspondance concernant l'administration des biens des aliénés, des dossiers spéciaux seront établis, un relevé général contenant l'énumération des affaires traitées dans l'année, de celles liquidées ou restant à liquider.

C'est au directeur qu'il appartient également, quand le receveur de l'asile a touché une somme revenant à l'aliéné, de faire enregistrer cette somme au compte du malade.

des demandes de remboursement dont elle le pressait, le dit sieur Raoult, profitant de ce qu'un jour elle se trouvait sous l'empire d'une vive irritation et se livrait même à certaines violences, fit venir le docteur X. et obtint de lui une attestation constatant qu'elle était atteinte d'aliénation mentale. Le Préfet, sur le vu de ce certificat, ordonna l'internement de la demoiselle Moisson, le 24 août 1897 dans l'asile du Bon-Sauveur. Mais les médecins, après l'avoir mise en observation pendant quelques jours, ne constatèrent chez elle aucun signe d'aliénation mentale. Le Préfet ordonna alors sa mise en liberté le 1^{er} septembre 1897. Le sieur Raoult fut d'ailleurs condamné à des dommages et intérêts envers la victime. »

Ces cas d'internement sont rares, mais la moralité exigerait qu'ils soient éliminés totalement. C'est bien dans le but de blâmer cette pratique que M. Saleilles écrit : « On ne compte plus sur la guérison, même si elle survenait, elle surprendrait un peu ; on considère la succession comme vacante. Un aliéné qui s'attarde dans la vie, c'est un peu comme un absent qui n'a pas reparu depuis longtemps. »

Même dans l'exercice de ses pouvoirs, l'administrateur devrait être soumis à des garanties. Il a toute faculté pour toucher les revenus et vendre les meubles sans être soumis à un emploi. Un certificat médical serait nécessaire avant de procéder à cette vente, dont on simplifierait les formalités compliquées pour éviter les frais coûteux.

Enfin l'organisation de la protection est trop complexe. Il est évident qu'aucun des trois agents n'est

inutile, l'administrateur gère les biens, le curateur prend soin de la personne et le mandataire plaide. Mais cette complication offre un autre danger, car si la nomination d'un administrateur est fréquente, celle du curateur n'a jamais lieu. Il serait utile de rendre obligatoire cette nomination et d'imposer à l'administrateur l'obligation d'obtenir son assentiment pour toutes les décisions relatives au choix de l'établissement et au taux de la pension. Le curateur devrait veiller à ce que la pension du malade soit en rapport avec sa fortune et qu'il soit séquestré dans un asile pour y recevoir des soins convenables.

La loi n'a prévu aucun contrôle de la gestion. L'administrateur n'est responsable que d'après les règles du mandat, ce qui est insuffisant pour un administrateur datif qui n'est soumis à aucun contrôle. Elle n'impose aucun inventaire lors de son entrée en fonction ou aucune reddition de comptes périodiques. Le législateur avait prévu qu'elles auraient lieu pour ce dernier à chaque période de trois ans, mais en pratique elles sont sans effet, car on se contente de renouveler ses pouvoirs sans exiger aucun compte. Il serait nécessaire d'obliger l'administrateur à rendre des comptes, à la commission de surveillance, au président du tribunal ou à l'aliéné lui-même, s'il était remis en liberté. Or, on ne peut imposer cette obligation à une fonction purement gratuite.

L'enquête de 1902 (1) montre combien les médecins

(1) Docteur Legrain, Rapport sur la convalescence des aliénés.

hésitent avant d'accorder aux malades le bénéfice d'une sortie d'essai ou aux incurables celui d'un congé qui leur permet de conserver un certain pied dans leur famille. « C'est parce que les médecins ont le souci de la protection des biens des malades et parce que leur responsabilité n'est pas mise à couvert par rien en cas d'abus commis par l'aliéné en liberté. »

La loi n'a rien prévu pour le cas où un malade sort de l'établissement sur la demande de ses parents, conformément à l'article 14, ou sur un jugement du tribunal, en exécution de l'article 29, avant que la guérison ne soit déclarée. Ne devrait-elle pas le garantir contre les captations dont il pourrait être l'objet? Les familles pouvant agir dans ce cas non dans un sentiment d'affection et de pitié, mais dans un but de spoliation.

Même guéri, l'aliéné ne se trouvera pas tout d'abord en état de régler ses affaires. Il aura besoin pendant quelque temps d'une attention soutenue, attention qui ne pouvait lui venir que de sa famille. Il ne trouvera pas toujours les renseignements nécessaires, les données utiles. Etant malade, ses biens n'auront pas toujours été employés pour son intérêt personnel. Pour remédier à cette situation, il suffirait que la loi donnât dans ce cas le droit à l'administrateur provisoire d'office ou par justice de provoquer ou de réclamer. pour tout aliéné non guéri, la nomination par le tribunal civil du domicile du malade d'un nouvel administrateur qui ne pourrait jamais être choisi parmi les héritiers présomptifs. Si l'administrateur provisoire ignorait la sortie de l'aliéné, les actes faits par lui seraient valables, conformément à l'article 2008 du C. C.

« Ainsi donc le défaut principal de la loi de 1838, pouvons-nous conclure avec M. de Crisenoy, est d'avoir établi un système de surveillance et de contrôle qui n'existe que sur le papier et ne fonctionne pas réellement et cela pour deux motifs : le premier est qu'on a confié la surveillance à un trop grand nombre de personnes, d'où il résulte qu'aucune d'entre elles n'en a la responsabilité. Le second que ne voulant pas faire les frais de cette surveillance on a imposé la charge à certains fonctionnaires à titre de supplément de fonctions ou gratuitement à des personnes de bonne volonté. Or, on peut être certain qu'en fait tout service exigeant un travail régulier et qui n'est pas rémunéré ne s'exécute » (1).

Toutes ces imperfections appelaient évidemment des réformes. Mais les réformateurs se séparent nettement en deux tendances différentes. Tandis que les uns visaient à une refonte complète de cette loi qui, si elle avait abouti, aurait bouleversé toutes les données admises jusqu'ici, d'autres, au contraire, entreprirent de réaliser une œuvre plus modeste. S'inspirant des principes rationnels qui font de notre législation sur la folie un ensemble harmonieux, ils n'ont cherché qu'à la compléter et à la mettre en jeu. C'est à l'étude de ces conceptions diverses que nous allons nous attacher maintenant.

(1) De Crisenoy. *Revue générale d'administration*, 1882, t° 1, p. 8.

CHAPITRE II

Les Projets de Revision de la Loi du 30 Juin 1838

ETUDE HISTORIQUE

La loi du 30 juin 1838, après avoir joui, dès sa promulgation, du respect et de l'admiration générale (l'adoption de ses principales dispositions par plusieurs Etats en est la preuve), devint rapidement l'objet de critiques passionnées et violentes de la part de l'opinion publique qui, aveuglée par la passion partisane, insista sur ses imperfections, sans apprécier à leur juste valeur les principes sur lesquels elle est fondée. Ces attaques eurent pour origine des séquestrations prétendues arbitraires et depuis quatre-vingt-dix ans environ, la réforme de cette loi préoccupe les esprits. Il est évident que cette réforme s'impose, vu que cette loi ne correspond plus exactement aux données scientifiques modernes, mais elle n'a pu encore aboutir par suite de la complexité du problème et du souci avec lequel le problème avait été étudié. « L'œuvre accomplie, écrivent MM. Haye et Lauzier, s'agissait tellement bien que la moindre modification des

textes en vigueur rompaient leur harmonie et entraînait leur déséquilibre. Pour réussir il eût fallu réfréner les ambitions et borner volontairement les desseins des novateurs aux rajeunissements nécessaires et aux adaptations indispensables. » C'est d'ailleurs ce dessein plus modeste que se sont proposé les réformateurs, notamment M. Léculier, dont nous passerons en revue le projet à la fin de notre étude.

Le point de départ fut l'internement à Charenton du sieur Sandon pour « folie raisonnante ». A la suite de campagnes de presse au cours desquelles l'on fit revivre le spectre des lettres de cachet, des pétitions furent adressées au Sénat de l'Empire, lui demandant de bien vouloir étudier de toute urgence les modifications à apporter à la législation sur les aliénés. Un de ses membres, M. Suin, à qui avait été confié le rapport, conclut le 2 juillet 1867 au maintien du système en vigueur, tout en se déclarant partisan de quelques modifications de détail. Le gouvernement, d'accord avec les conclusions du rapport, organisa, en 1869, dans ce but, une commission parlementaire dont les travaux furent interrompus lors de la guerre de 1870.

Egalement, à la même époque, la discussion de la proposition Gambetta-Magnin, déposée au Corps législatif le 21 mars 1870, qui modifiait de fond en comble le régime des aliénés, mais qui, par contre, ne prévoyait aucune disposition protectrice quant à leurs biens, fut arrêtée par la guerre.

Après le désastre de 1871, l'étude des graves problèmes qu'il posa ne détourna pas cependant les esprits de poursuivre la tâche commencée quelques années

plus tôt. La Société de Législation comparée chargea une commission composée de MM. Bertrand, Ribot, Gense et Cauon d'entreprendre l'examen critique de la loi de 1838 et des législations étrangères relatives aux aliénés (1). S'inspirant des travaux de la commission de 1869, ils établirent un projet de réforme qui fut déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale par MM. Roussel, Jozon et Dujardin. Cette proposition de loi, prise en considération par l'Assemblée (puisque une commission de parlementaires fut chargée de rapporter ce texte) ne put être votée avant la séparation (2).

En 1881, une commission extra-parlementaire reprit l'examen du problème sous tous ses aspects, le résultat de ses délibérations fut formulé dans un projet que le Gouvernement fit sien et qu'il déposa au Sénat le 25 novembre 1882 (3). Le rapporteur, M. Roussel, ne distribua son rapport que le 20 mai 1884. Son effort de deux années consécutives qu'il consacra à ce travail fut suivi d'un succès peut-être tardif, car ce projet ne vint en discussion qu'en 1886 et ne fut voté en dernière lecture que le 11 mars 1887. Transmis à la Chambre le 24 juin 1887, qui désigna un rapporteur en la personne de M. Bourneville, mais abandonné par le Gouvernement, sa discussion n'eut jamais lieu en

(1) Ernest Bertrand. Loi sur les aliénés. Publications de la Société de Législation comparée, Paris 1872.

(2) Annales de l'assemblée nationale. Juillet-août 1872, n° 1348.

(3) Annales du Sénat. Documents Parlementaires nov. déc. 1882. Annexe n° 37, p. 254.

séance publique, la quatrième législature touchant à son terme.

De 1890 à 1913, le projet du Sénat servit de base à toutes les propositions déposées au cours des législatures qui se succédèrent, sans qu'un débat puisse aboutir avant 1907. Ainsi M. Reinach prit l'initiative d'une de ces propositions qui, déposées le 3 décembre 1890, fut suivie le 31 décembre 1891 du rapport de M. Laffont (4). Ces derniers reprirent la même proposition le 21 novembre 1893, ce qui donna lieu à un premier rapport de M. Laffont du 19 février 1894 (5), lui-même remanié par M. Dubief le 27 novembre 1896 (6).

M. Dubief, se faisant à son tour le promoteur de la réforme, dépose une première proposition le 8 juillet 1898 (7); puis une seconde le 1^{er} avril 1903, qui fut votée par la Chambre le 22 janvier 1907.

Transmise au Sénat, elle fit l'objet d'un important rapport de M. Strauss, en date du 12 juillet 1912. Ce projet avait de grandes chances d'aboutir si la guerre de 1914 n'était venue y mettre obstacle.

Après la guerre, le même mouvement de réforme continua, on déposa encore projet sur projet. C'est ainsi qu'une proposition de MM. Grinda et Dézaraulds resta lettre morte à la Chambre.

Au Sénat, un projet fut déposé le 11 janvier 1924

(4) Annales de la Chambre des Députés. Documents Parlementaires oct. déc. 1890. Annexe n° 1059, p. 462.

(5) Annales de la Chambre des Députés. Documents parlementaires. Janvier, mars 1894, annexe, n° 401, p. 233.

(6) *Ibidem*, oct., déc. 1896, annexe n° 2140, p. 188.

(7) Annexe à la séance du 21 juillet.

par les ministres de l'Hygiène, de la Justice, de l'Intérieur et des Finances. Un nouveau rapport très documenté de M. Strauss a été renvoyé pour avis à la commission des Finances et à la commission de Législation civile et criminelle, qui y apporta diverses modifications. Ce qui fut l'objet d'une nouvelle étude du même auteur, mais lorsque le projet vint en discussion, le 22 juin 1932, il fut renvoyé comme les précédents à la commission. Enfin, lors de la législature qui vient de s'écouler, un projet de M. Léculier, qui se proposait principalement de réformer l'administration des biens, déposé le 7 juin 1935, fut rendu caduc avec la fin du mandat de la Chambre.

Telle est l'histoire générale de la réforme des aliénés depuis 1869, à laquelle nous allons nous attacher. Nous ne consacrerons pas des développements importants à l'étude de tous ces projets, qui serait un peu fastidieuse. Ainsi nous laisserons délibérément de côté certains d'entre eux, tels que le projet Gambetta-Magnin, qui n'a prévu aucune disposition relative à la gestion des biens, ou le projet Strauss, qui a simplement reproduit les dispositions en vigueur. Notre effort tendra surtout à un examen des dispositions communes aux projets d'avant guerre, pour en terminer par une étude plus détaillée du dernier en date : celui de M. Léculier.

Pour cela, il nous paraît opportun de suivre, dans ses grandes lignes, le plan adopté pour la première partie, ce qui permettra au lecteur de faire une comparaison plus rapide entre le régime actuel et les réformes proposées.

CHAPITRE III

De la Capacité juridique de l'Aliéné interné

De l'étude du premier chapitre de notre partie précédente, dans lequel nous avons donné des explications détaillées sur la valeur des actes passés par l'aliéné au cours de sa séquestration, il ressort pertinemment qu'un système de protection efficace précisant l'étendue de sa capacité civile doit répondre à un double but. Il convient non seulement de parer aux manœuvres et aux intrigues dont le malade est susceptible d'être objet, mais encore de le préserver contre ses errements et de le mettre à l'abri des conséquences dommageables de ses actes irréfléchis. A ce point de vue, il est de son intérêt même d'être placé dès le commencement de sa maladie de telle sorte qu'écarté du milieu social ambiant, il ne jouisse d'aucune occasion pour souscrire des actes dont son état l'empêche d'en comprendre la portée. Mais si, par mégarde, il lui arrivait d'en souscrire à son détriment, la logique exigerait qu'ils soient déclarés nuls, quelles qu'en soient les circonstances. Cependant cette prédominance légitime des intérêts de ce dernier ne saurait nous faire dédaigner la situation des tiers dont la bonne foi peut

avoir été surprise. L'équité exigeant que le contrat soit maintenu s'il ne porte en lui-même aucune trace de la folie.

L'article 39 ne correspond pas tout à fait à ces besoins. Il dispose que la validité des actes accomplis par une personne placée dans un établissement d'aliénés pendant le temps qu'elle y aura été retenue pourront être attaqués pour cause de démence. Or, comme la preuve de la démence est extrêmement difficile à faire, il résultera souvent que l'acte incriminé sera tenu pour valable, alors que son auteur, atteint d'un dérangement suffisant de ses facultés intellectuelles pour être interné, n'est plus capable, en fait, de diriger ses affaires comme une personne raisonnable.

Il est certain, en effet, que son internement fait naître de ce seul chef une présomption d'incapacité totale ou partielle à l'égard de cette dernière et il paraît aussi illogique de lui laisser sans aucune restriction l'exercice de ses droits civils qu'il serait absurde de le laisser disposer de sa personne physique. Aussi la plupart des projets de loi se sont-ils engagés dans une autre voie pour adopter des systèmes plus radicaux ou plus nuancés dans leurs effets que celui de la loi de 1838.

Le projet de 1882, accepté par la commission du Sénat en 1884, avait posé le principe que le seul fait du placement d'une personne dans un asile sans que l'on ait à prouver l'état de démence, fonde une présomption d'incapacité.

Ainsi le placement a par lui-même pour effet de constituer une preuve suffisante de l'appauvrissement

des facultés intellectuelles de l'individu. Sa capacité est supposée réduite à néant par ce seul fait, de telle sorte que sa protection sera efficacement assurée, car, sans être obligé de fournir une preuve quelconque, l'acte accompli par lui sera présumé entaché de nullité. Mais ce système comporte un tempérament, il réserve aux tiers le droit de faire la preuve d'un intervalle lucide au moment de sa conclusion. L'on sauvegarde donc le crédit de l'aliéné et des tiers.

Le projet de 1887, au contraire, va beaucoup plus loin dans cette voie. Il subordonne le régime de la nullité à la nature de l'acte accompli. S'il concerne « les droits que le tuteur exerce pour l'incapable avec l'autorisation quand il y a lieu du conseil de famille et du Tribunal civil, les principes contenus dans les articles 501 et 1125 du Code Civil doivent recevoir leur application, de telle sorte que l'acte accompli par l'aliéné seul sera frappé d'une nullité absolue, sans que le tiers cocontractant jouisse de la faculté de faire la preuve d'un intervalle lucide. Pour les actes « touchant à l'exercice des droits attachés à la personne et dans lesquels le tuteur est sans qualité pour représenter l'aliéné, le projet a prévu une exception. Il autorise les tribunaux à apprécier s'ils ont été conclus durant un moment de lucidité ».

Ainsi on en arrive, avec ce système, à maintenir certains actes comme la reconnaissance d'un enfant naturel, qui déplaisent aux héritiers, ou les menaçaient dans leurs droits, et pour lesquels le véritable motif du placement sera de mettre la main sur la fortune ou

empêcher la conclusion de cet acte qu'ils jugent nuisible.

Les derniers projets de loi adoptent encore une solution plus radicale. Ils prononcent une déchéance totale de la capacité du dément par le seul fait de son placement. Tel entre autres l'article 62 de la proposition Dubief : « Tous actes faits par l'aliéné, même non interdit, sont nuls de droit, conformément aux articles 502 et 1125 du Code Civil. » Comme cet article 502 ne fait partir les effets de l'interdiction que du jour du jugement, le projet aurait dû déclarer que la maintenue par l'autorité judiciaire dans un asile équivaldrait à un jugement d'interdiction. Or, le paragraphe 4 du même article précise que le placement maintenu par décision judiciaire a le même effet qu'une demande en interdiction exigée pour introduire après le décès de l'aliéné une demande en nullité de l'acte auquel il aurait souscrit.

Ainsi l'insensé se trouvant assimilé à un interdit, il en découle les conséquences suivantes au point de vue de la validité des actes accomplis :

1° Qu'en conformité avec l'article 1125 ils sont déclarés annulables et non pas inexistants.

2° Que l'aliéné seul ou ses représentants sont seuls fondés à se prévaloir de cette nullité, tandis que le bénéfice en est refusé à ceux qui ont traité avec lui.

3° Que cette nullité est susceptible d'être couverte par une confirmation ou une ratification émanant soit de l'incapable revenu à la raison, soit de ses représentants.

4° Que l'action est soumise à la prescription de dix ans de l'article 1304.

Il est facile de se rendre compte que ce système aboutit à une présomption d'incapacité absolue, sans possibilité de ménager la preuve contraire. Le seul fait de l'internement conduit au même résultat qu'une demande en interdiction. Mais à quoi correspondra-t-elle « puisqu'on arrive sans jugement, sans autre formalité qu'un internement d'office ou même volontaire, à prononcer une déchéance totale de capacité ? » (1). Comme elle n'a plus aucune raison d'être, on ne comprend pas pour quelle raison les auteurs des projets qui ont adopté pareille théorie n'aient décidé sa suppression pure et simple.

On voit également les dangers qui en résultent pour les tiers intéressés, leur crédit va être sacrifié au bénéfice exclusif du dément. Ces derniers, à raison du défaut de publicité autour de l'internement, pourront être trompés, s'ils ne se rendent pas un compte exact de la situation de celui avec lequel il traite.

N'est pas excessif de lui permettre de faire tomber certains actes qu'il aura conclus, s'il les estime désavantageux, rien qu'en prouvant son internement et de refuser aux tiers de démontrer que son auteur ne se trouvait pas à ce moment dans un état morbide ? Ce système, nuisible aux tiers, entraînera les pires conséquences pour la personne que l'on a entendu protéger

(1) M. Saleilles. Bulletin de la Société d'Etudes Législatives. Réformes de la loi sur les aliénés. Rousseau 1904.

puisque, dans ces conditions, il aura pour effet d'empêcher qui que ce soit de traiter avec lui.

Il y a évidemment un excès de protection. C'est que ses partisans se sont laissé en quelque sorte hypnotiser par la crainte des manœuvres dont l'aliéné serait susceptible d'être la victime, mais il y a un subterfuge qu'ils n'ont pas réussi à déjouer, car cette présomption, écrit M. Saleilles, constitue « un moyen beaucoup trop simple de faciliter le jeu des intéressés qui, pouvant continuer à soigner un malade à domicile, ne le font hospitaliser que pour couper court à certains projets menaçants pour leurs intérêts ». Ce n'est donc pas à l'aide d'une protection aussi rigide et absolue que l'on sera en mesure d'éviter ces abus.

Mais pourquoi établir une nullité de droit qui s'impose au juge sans lui laisser la moindre initiative pour apprécier la valeur d'un intervalle lucide ? Les intérêts de l'aliéné n'en auraient pas été compromis, car les tribunaux n'auraient pas admis cette preuve à la légère, mais auraient été soucieux de considérer sur le même pied la situation de ce dernier et des tiers. Sinon ce serait la disparition complète de toutes les garanties dues au droit individuel.

Contraire à l'équité, ce système est également en opposition formelle avec la thérapeutique moderne qui enseigne toutes les diversités et la complexité des maladies mentales. Et la réalité nous détourne d'adopter une solution aussi radicale, conséquence d'une simple mesure administrative, vu qu'à ce moment l'on ne connaît pas encore la nature exacte de la maladie de la personne placée.

Un autre inconvénient est de rendre impossible les sorties d'essai en vue de permettre à l'individu guéri de se réadapter à la vie sociale. A quoi lui servira sa liberté reconquise si ses semblables ne veulent pas entrer en relations d'affaires avec lui pour les actes de la vie courante ? Il est à craindre que ces sorties n'aggravent sa folie ou que, comprenant sa déchéance, il ne s' imagine que le seul moyen pour lui de vivre soit de réintégrer l'asile le plus tôt possible.

Ce système introduit par la loi, s'il a l'avantage de supprimer les controverses, ne correspond pas cependant à la réalité des choses. Combien lui est préférable le système imaginé par M. Saleilles, qui fait correspondre la capacité civile avec la capacité naturelle et qui « gradue les différentes étapes de la folie ».

Il distingue deux phases dans l'évolution de la folie auxquelles correspondent deux administrations différentes : l'administration provisoire et l'administration définitive.

« Durant la phase du début, écrit cet auteur, où il peut se faire qu'il y ait eu pendant quelques jours une crise réelle et que celle-ci se reliât à un état de morbidité habituelle, pourquoi n'en pas faire résulter une présomption d'incapacité, sauf la preuve transitoire d'un état partiel de capacité ? » En effet le placement prouve simplement la démence, mais non l'état habituel de folie ; ainsi le juge devra annuler l'acte, à moins que le défendeur n'oppose une exception. Ainsi cette présomption aboutit à un simple renversement de la preuve.

Pendant la seconde phase, lorsque s'ouvre le régime définitif, la preuve de la démence résulte amplement de l'organisation de cette administration définitive, mais il est encore loisible au défendeur de faire la preuve contraire. Ainsi l'exigent le défaut de publicité et l'intérêt des tiers (1).

(1) Voir l'étude de M. Saleilles déjà citée. Les idées ont été adoptées dans le projet de la Société de Législation comparée (art. 17 à 19).

ART. 17. — Les actes passés par une personne qui se trouve dans les conditions exigées par la loi pour la nomination d'un administrateur provisoire, qu'il y ait ou non nomination d'un administrateur provisoire, qu'il y ait ou non constitution ou mainlevée de cette administration provisoire, sont annulables sur la demande de cette personne elle-même, lorsqu'elle a cessé d'être placée sous le contrôle de la commission des aliénés et du juge des aliénés, ou sur la demande de ses représentants légaux, sous les conditions du droit commun ou celle de ses héritiers, sous réserve dans tous les cas de l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article 19, à la condition, pour le demandeur, de prouver l'état habituel de démence dans la période pendant laquelle l'acte a été passé, et sous réserve du droit pour le défendeur d'établir que l'acte d'après la date à laquelle il a été fait ou les caractères qu'il présente, impliquait un état transitoire ou partiel de capacité.

ART. 18. — Les actes passés par une personne à laquelle a été donné un administrateur judiciaire sont nuls de droit, à moins que les parties intéressées ne fassent la preuve, relativement à l'acte, d'un état transitoire ou partiel de capacité.

ART. 19. — La nullité, qui frappe les actes passés sous les conditions prévues aux articles 17 et 18, tombe sous l'application de l'article 1125, alinéa 2, C. Civ. Il ne peut y avoir lieu à nullité absolue sur le fondement de l'article 1125, alinéa 2 C. Civ. La nullité ne peut être demandée par l'administrateur provisoire ou judiciaire, qu'avec l'autorisation de la commission des aliénés.

Les tiers qui ont été parties à l'acte ou qui s'y trouvent directement intéressés peuvent, avec l'autorisation du juge des aliénés, et à moins qu'il ne s'agisse d'un acte pour lequel

Ce système, bien construit et logique, puisqu'il n'annule pas tous les actes accomplis durant une période déterminée, reposant sur des bases scientifiques, est l'œuvre de savants et de juristes. Il serait à désirer qu'il fût le fondement d'une proposition de loi à déposer sur le bureau du Parlement.

l'aliéné n'aurait pu être représenté par son représentant légal, mettre en demeure le représentant légal de l'aliéné d'opter, dans le délai fixé, d'accord avec le juge des aliénés, entre l'action en nullité et la confirmation. Le représentant légal doit soumettre la question à la commission des aliénés. S'il n'a pas opté dans le délai, le défaut d'option vaut confirmation. Lorsque l'aliéné a cessé d'être soumis au contrôle de la commission des aliénés et du juge des aliénés ou s'il est décédé, les tiers sus-indiqués ont le même droit, quel que soit l'acte dont il s'agisse, vis-à-vis de la personne qui a fait l'acte ou de ses héritiers, sous la condition d'un délai convenable qui peut être étendu par le président du tribunal jugeant en référé sur la demande de la partie adverse.

Dans les deux cas des articles 17 et 18, l'action en nullité est soumise aux règles de l'article 1304 du Code Civil. Toutefois, les dix ans ne courent à l'égard de la personne qui a fait l'acte, après qu'elle a cessé d'être placée sous le contrôle de la commission des aliénés et du juge des aliénés, qu'à dater de la signification qui lui a été faite des actes souscrits par elle ou de la connaissance qu'elle en a eue; et à l'égard de ses héritiers qu'à dater de la signification qui leur en a été faite ou de la connaissance qu'ils en ont eue après sa mort.

Lorsque les dix ans ont commencé à courir contre la personne qui a fait l'acte, ils continuent à courir contre les héritiers.

Même à l'égard de ces actes faits par une personne qui a été légalement placée sous le contrôle de la commission des aliénés et du juge des aliénés, et qui auraient été faits en dehors de la période pendant laquelle ce contrôle a existé, le fait de l'existence de ce contrôle aura le même effet qu'une demande en interdiction, au point de vue de l'application de l'article 504 du Code Civil.

CHAPITRE IV

La Commission de Surveillance

Tous les auteurs des projets qui ont vu le jour depuis une centaine d'années environ n'osent amorcer qu'avec prudence et circonspection l'étude des modifications qu'ils désirent apporter à la loi de 1838. Malgré les critiques véhémentes que certains d'entre eux lui ont adressées, il leur est impossible de se dégager des principes essentiels qu'ont imaginé ses auteurs, tant ils sont justes, et tant ils s'adaptent admirablement à la situation à laquelle il faut faire face. Comme nous aurons occasion de le voir, ils adoptent la plupart du temps les organismes actuels restés en quelque sorte à l'état embryonnaire, se contentant de leur donner le développement et l'adaptation que la pratique a révélé nécessaire. C'est ainsi qu'ils reprennent un organisme dont le rôle n'était que secondaire, mais dont ils ont soin d'étendre la compétence et les pouvoirs, nous voulons parler de la commission de surveillance.

Ils prévoient, en effet, l'institution d'une ou plusieurs commissions de ce genre dans chaque département. Leur nombre n'en est pas déterminé à l'avance, mais il dépend des établissements ouverts dans cha-

que circonscription administrative. Il n'y aura qu'une seule commission s'il n'y a qu'un seul asile.

Ce qui constitue le point intéressant de cette innovation, c'est que la compétence de ces sortes de conseils s'étend à toutes les maisons d'aliénés, quelle qu'en soit leur nature. Par là une des lacunes, peut-être la plus grave de la loi de 1838, est comblée, du fait que, par leur intermédiaire, une administration provisoire fonctionnera dans les établissements privés qui, jusqu'ici, en étaient totalement dépourvus.

Mais ces commissions, dont la composition est fixée par la loi (1) exercent un rôle différent, suivant la nature de l'asile auquel elles seront rattachées. Dans les asiles publics, outre le contrôle administratif et financier, elles conservent celui qui leur était dévolu par le régime en vigueur, alors que pour les asiles privés leur domaine d'activité est élargi. Elles s'acquittent des fonctions du Conseil de famille vis-à-vis des personnes qui ne sont pas munies d'un administrateur judiciaire ou datif. Enfin, certains projets, tels celui de M. Dubief, étendent encore leur compétence. L'article 18 prévoit que si l'aliéné est placé à l'étranger, la commission de surveillance du lieu de son domicile pourra encole exercer les mêmes attributions.

Comme leur nom l'indique, leurs fonctions consis-

(1) La commission permanente est composée d'un nombre variable de personnes. En général elle comprendra un notaire ou un avoué, désigné par la chambre de discipline, le Procureur de la République, un ou plusieurs médecins, le directeur de l'asile et un représentant de l'autorité administrative, le Préfet ou son délégué.

tent à assurer un contrôle général sur l'administration des biens des aliénés, contrôle qui varie suivant l'opinion des auteurs.

Ainsi, aux termes de l'article 31 de la proposition de MM. Jozon et Dujardin, « toute personne qui aura demandé le placement d'un aliéné non interdit dans un asile public ou privé devra, dans le délai d'un mois, adresser à la commission permanente une déclaration établissant la quotité de la fortune de la personne placée et la nature de ses biens. La commission, une fois saisie, décidera elle-même s'il y a lieu de confier la gestion des biens à la famille ou de provoquer la nomination d'un administrateur. En ce cas, elle sera chargée chaque année de vérifier son compte de gestion et d'en signaler les irrégularités au Procureur de la République ». Elle est donc maîtresse et souveraine pour décider en connaissance des mesures que requiert la gestion du patrimoine de chaque malade.

Indépendamment de ce rôle de contrôle, l'art. 59 du projet Dubief autorise ces commissions à accepter une succession sous bénéfice d'inventaire échue à l'aliéné. Elles ont encore la faculté de désigner un ou plusieurs de leurs membres pour gérer gratuitement les biens de leurs administrés. Mais il est regrettable que ce ne soit pas pour elles une obligation. « C'est un mal, écrit M. le docteur Garnier, car il n'est pas démontré que le membre délégué à l'administration ait laissé périliter les intérêts qui lui sont confiés dans la limite de ses pouvoirs. Ce mandat ne lui est pas théoriquement retiré, mais il le sera dans la pratique, car la commission se gardera de confier une charge gratuite

à l'un de ses membres, lorsqu'elle sait que son abstention aura pour effet d'obliger le Ministre de l'Intérieur à nommer un administrateur légal rétribué » (art. 44).

Il nous faut signaler le rôle spécial assigné à la commission de surveillance par le projet de la Société de législation comparée. Elle doit déléguer un de ses membres pour exercer les fonctions de curateur chargé non seulement de veiller aux soins nécessaires à l'état du malade, mais encore de servir d'intermédiaire et de surveiller entre ce dernier et l'administrateur si, par suite de sa profession ou de son éloignement, il ne peut entretenir des relations régulières avec lui. Si l'état de santé de l'aliéné le permet, il doit tenir ce dernier au courant des affaires qui le concernent et notamment des procès auxquels il est intéressé. Mais ces rapports avec lui sont subordonnés à l'autorisation du médecin traitant, le curateur devant conformer sa conduite aux indications qu'il en reçoit (art. 2).

A côté de ces commissions départementales, M. de Crisenoy a imaginé de renforcer ce contrôle et de créer en quelque sorte une tutelle administrative sur ces dernières. Pour cela il prévoit l'institution au Ministère de l'Intérieur d'un conseil supérieur « chargé de veiller sur toute l'étendue du territoire français des lois et règlements concernant les aliénés, de veiller à leurs intérêts et d'inspecter les établissements ».

Cette réforme serait éminemment salubre, du fait de la centralisation et du contrôle vigilant qui serait exercé sur l'administration du service des aliénés.

CHAPITRE V

L'Administration provisoire

Tous les projets et toutes les propositions de loi dont il a été question plus haut partent d'un même but dans l'organisation future de la protection des aliénés. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, l'interdiction ne constitue plus qu'une mesure périmée et désuète dont, à tort ou à raison, les familles ne veulent plus. Il faut donc en prendre parti et chercher, pour son remplacement, une institution à la fois plus souple et plus simple et tenir compte, si l'on veut accomplir une réforme durable, de l'état de l'opinion et des mœurs.

Partant de là, tous les novateurs ont repris un système qui, bien qu'incomplet, avait fait cependant ses preuves : ils imposent une administration provisoire à tous les aliénés, qu'ils soient placés dans un établissement public ou dans un établissement privé. Une lacune, peut-être la plus considérable de la loi de 1838, se trouve donc comblée. C'est pour les personnes

placées dans un établissement privé que ce contrôle s'impose, car ce sont elles qui appartiennent à des familles aisées et qui ont de la fortune (1).

SECTION I. — LES DIVERS MODES DE DESIGNATION DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

I. — LE SYSTÈME DU PROJET DE 1882 (art. 45 et 46).

Il distingue suivant qu'il s'agit des établissements publics ou privés. Pour les premiers, il se borne à reproduire le système de la loi de 1838, les commissions administratives ou de surveillance exerçant les fonctions d'administrateur provisoire, mais elles jouissent

(1) « Les auteurs des projets de loi, écrit M. Saleilles, s'en tiennent encore à la pensée que l'administration légale reste un provisoire qu'il ne faut pas encourager et qui doit se restreindre à ce qui est simple, urgent et indispensable, et que, par suite, dès qu'une gestion un peu compliquée se présente, ou encore, si dès le début la situation paraît devoir se prolonger et devenir incurable, c'est l'administration définitive qu'il faut organiser; et comme l'administration définitive est forcément judiciaire, il faut donc que l'administration provisoire en diffère : elle sera légale, parce que c'est une simplification, que tout ira vite et que les familles n'auront pas à se plaindre d'avoir à subir, pour un temps très court l'ingérence d'un homme d'affaires qui fera les recouvrements, vaquera au plus pressé, en attendant l'administration judiciaire ou dative, que la famille pourra demander. Il peut être bon que, dans l'intervalle, un contrôle étranger se soit interposé, ne serait-ce que pour exiger un état de situation et aboutir à une reddition de comptes. »

de la faculté de désigner un de leurs membres pour les remplir. Quant à l'aliéné interné dans une maison de santé privée, la gestion de son patrimoine est placée sous le contrôle d'une ou plusieurs personnes désignées chaque année par le tribunal civil du lieu où se trouve situé l'établissement. Dans l'esprit de ses auteurs, cette gestion devait être confiée à des hommes de métier, desquels on pensait pouvoir attendre une gestion d'autant plus rigoureuse qu'ils seraient rémunérés. En effet, à la différence des administrateurs des établissements publics qui s'occupaient surtout des indigents, leurs fonctions n'étaient pas gratuites et leurs honoraires seraient prélevés sur les biens du malade suivant un tarif déterminé par un règlement d'administration publique. Dans les deux cas, étant désignés par avance, ces représentants auraient leur compétence étendue *ipso facto* sans délai par le seul fait du placement.

II. — LE SYSTÈME DE 1884.

La Commission du Sénat, reprenant une idée suggérée par la Société de Législation comparée, avait proposé la création d'une commission départementale permanente des aliénés qui centraliserait le contrôle et la surveillance de l'administration des biens de tous les aliénés. Ainsi une administration légale et uniforme s'imposerait à tous les établissements.

Cependant les auteurs avaient réservé, à côté, la possibilité d'organiser une administration provisoire

judiciaire. L'article 59 autorise la famille, l'administrateur provisoire et même le Procureur de la République, à provoquer la nomination d'un administrateur définitif désigné par le tribunal. Cette administration permanente équivalait presque à l'interdiction, puisque l'article 69 reconnaît à la personne ainsi désignée les pouvoirs d'un tuteur.

III. — LE SYSTÈME DE 1887 (Projet Dubief).

Le projet de 1887 ouvre une phase nouvelle. Il écarte le système dualiste de 1882 et celui de la commission permanente pour consacrer le système de la liste judiciaire. L'administrateur légal sera désigné soit par la commission de surveillance et dans ce cas ses fonctions seront gratuites (art. 10), soit par le Ministre de l'Intérieur, sur une liste dressée dans chaque département par le président du tribunal civil (art. 44). Il est regrettable que la loi n'ait pas fixé la capacité à exiger de ces administrateurs, ni qu'elle ne précise pas davantage la circonscription dans laquelle ils devront opérer.

En tout cas, quel que soit leur mode de désignation, leurs pouvoirs s'étendront aux biens des personnes placées dans les établissements publics ou privés et dans les colonies familiales.

Pour les aliénés étrangers au département, la loi a ajouté une complication inutile. C'est le président du tribunal de leur domicile qui désignera un administrateur parmi ceux qui sont en fonctions.

Enfin un régime particulier est prévu pour les aliénés qui sont unis par les liens du mariage. Aux termes de l'article 48 du projet « le mari non séparé de corps est de droit l'administrateur provisoire des biens de sa femme ». Egalement « la femme non séparée de corps dont le mari est placé dans un établissement d'aliénés peut être autorisée par ordonnance du président du tribunal à faire les actes d'administration qu'il déterminera ».

Outre cette administration légale, il a été institué une administration judiciaire qui se subdivise en administration judiciaire et en administration dative. Cette dernière a été introduite par la Commission du Sénat pour laquelle l'immixtion d'un étranger dans les affaires de famille était pénible. Aussi a-t-elle voulu éviter son intrusion en autorisant le conseil de famille à désigner un administrateur datif parmi les parents du malade. Mais la règle normale est que la nomination reste de la compétence du tribunal civil.

IV. — LE SYSTÈME DE LA PROPOSITION REINACH.

Les projets précédents avaient pris l'habitude de confondre le curateur à la personne et l'administrateur provisoire. Or, c'était inadmissible, car, comme nous l'avons expliqué, l'un doit exercer un contrôle sur l'autre. Aussi a-t-on exigé que deux listes soient dressées : dans l'une seront choisies les personnes susceptibles d'être désignées comme curateur à la personne et dans l'autre celles destinées à remplir les fonctions d'administrateur.



Dans aucun projet l'administration légale n'est déferée de droit à un parent. « Il eût fallu, écrit M. Sailleilles, admettre cette attribution de plein droit au profit d'un fils majeur, sauf déchéance. Voit-on un fils de vingt-deux ans, peut-être un prodigue ou un inexpérimenté, administrateur de droit de la fortune de son père? »

Mais la part faite à la famille se retrouve dans la possibilité pour elle de faire nommer un administrateur datif ou judiciaire qui peut être un proche parent. L'administration devient définitive. On n'a pas cru devoir déférer légalement l'administration à la famille. C'est un tort, car il ne faut pas dessaisir cette dernière d'un droit que le tribunal lui accordera s'il estime qu'elle ne mérite pas de suspicion. D'autre part, l'état du malade peut n'être que passager et ne pas justifier l'organisation d'une administration judiciaire définitive.

Il faudrait donc que l'administration provisoire pût être déferée à d'autres qu'aux personnes désignées sur la liste administrative, que le tribunal désignât, pour chaque cas, l'administrateur soit parmi les officiers ministériels portés sur la liste dressée ou les membres de la commission de surveillance, soit parmi les parents ou amis de l'aliéné. Ainsi le tribunal ne se dessaisirait jamais de ce droit, même au profit du conseil de famille, car c'est surtout à ce moment que les irrégularités sont à craindre.

Enfin le système de la désignation judiciaire peut

entraîner des longueurs, alors que l'on cherchait à investir une personne déterminée dès le placement du malade. Pour parer à cet inconvénient, tous les projets réservent l'administration judiciaire, pour le cas où il y a lieu d'organiser une administration permanente et définitive et imposent en attendant le système de l'administration provisoire.

SECTION II. — LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR

Avant d'aborder l'examen des pouvoirs spéciaux confiés soit à l'administrateur légal, soit à l'administrateur judiciaire, il convient de signaler certaines solutions qui se retrouvent dans toutes les propositions de loi.

Ainsi l'obligation de fournir dès le premier mois de son entrée en fonction un état de la situation de fortune de l'aliéné qu'il doit remettre au curateur, et chaque année au Procureur de la République. De même si l'aliéné est commerçant ou s'il dirige une exploitation industrielle ou agricole, le président du tribunal peut, sur la demande du conjoint ou de l'associé, et contradictoirement avec l'administrateur provisoire, conserver soit au conjoint, soit à l'associé, la direction des affaires particulières ou sociales. Dans ce cas le conjoint ou l'associé doivent porter à la connaissance de l'administrateur, au moins une fois par an, un état de la situation financière de l'entreprise.

Egalement une mesure excellente qui s'est fait jour dans le projet de 1882 et qui est passée en se généralisant dans tous les projets successifs : c'est l'exigence d'un avis du médecin traitant, dès qu'il s'agit d'autoriser la vente d'un bien quelconque de l'aliéné. Ce sont là des progrès, dont l'absence dans la loi de 1838 créait parfois des situations bizarres, « car trop souvent on était pressé de faire vendre des meubles devenus inutiles, ce pouvaient être des instruments de travail ou des objets qui avaient pour l'aliéné une valeur d'affection; et celui-ci, revenu à la santé, trouvait sa maison vide de tout ce dont il avait besoin, tout ce qui lui était cher était vendu et disparu » (1).

Il faut mentionner que toutes les significations et assignations concernant le dément doivent être adressées à l'administrateur, car, sous le régime de la loi de 1838, des actes de cette nature adressés à domicile ou à l'établissement ne parvenaient jamais à l'administrateur qui, les ignorant, ne pouvait faire nommer un mandataire, en sorte que la plupart du temps l'aliéné était condamné par défaut.

En matière d'action de justice tous les projets contiennent une création intéressante, le mandataire *ad litem* est supprimé et est remplacé par l'administrateur. Le tuteur de l'aliéné interdit, en cas de non-interdiction l'administrateur provisoire légal, datif ou judiciaire, peuvent, en vertu d'un mandat exprès qu'ils en auront reçu du conseil de famille ou, à son défaut, du tribunal, intenter au nom de l'aliéné une action en divorce, en séparation de corps ou de biens.

(1) Saleilles, ouvrage cité.

Cette disposition est peut-être rigoureuse, car on peut ainsi obliger le conjoint non aliéné à subir une action en divorce, alors que l'époux aliéné lui-même, au nom de qui elle est intentée, ne le désirera pas lui-même.

Les projets ont varié à propos de l'acceptation ou de la répudiation d'une succession.

Le projet de 1882 autorise l'administrateur provisoire à prendre parti sur celle-ci sous certaines formalités. Il ne peut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, à la condition d'obtenir l'avis de la commission administrative ou de surveillance homologué par le président du tribunal civil.

Le projet de 1907, au contraire, réserve ce droit aux administrateurs datif ou judiciaire. Cependant, par dérogation à l'article 461 du Code Civil, aux termes duquel le tuteur ne pourra accepter ni répudier une succession échue au mineur sans autorisation préalable du conseil de famille et que sous cette condition il ne peut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire. L'article 59 décide que l'acceptation ne pourra avoir lieu que sous bénéfice d'inventaire, avec l'autorisation de la commission de surveillance. Pour la répudiation, il faut y ajouter l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal.

Enfin la loi prévoit une solution intéressante à une question qui a soulevé de nombreuses objections, précisément en ce qui concerne la protection des biens; c'est celle des sorties d'essai. En effet, beaucoup de médecins hésitent ou refusent à accorder aux malades convalescents ou incurables, mais doux, le bénéfice

de ces sorties. Les avantages de ces sorties sont multiples : elles permettent de dénombrer au plus tôt les asiles et de rendre plus vite à la liberté des individus qui sont aujourd'hui internés, mais sans que cette mesure soit de rigueur. Elles permettent également aux malades de conserver des points de contact avec leur famille qui, peu à peu, en arrive à se désintéresser d'eux. Or, les médecins, en l'absence d'une législation qui règle la situation matérielle de ces malades, leur refusent parfois les bienfaits de cette liberté passagère. Les lois nouvelles remédient à cet inconvénient en ne mettant fin aux fonctions de l'administrateur ou du curateur que lors de la sortie définitive de l'aliéné de l'asile.

A. — LES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL.

En ce qui concerne l'administrateur légal, nous avons déjà dit que ses pouvoirs avaient été considérablement augmentés. « Son pouvoir, dit M. Saleilles, se ramène à une administration spécialisée et limitée, elle ne donne mandat et pouvoir de représentation que pour les actes qu'elle vise limitativement, ceux qui sont énumérés par la loi. » C'est donc le système de la loi de 1838 qui a prévalu, sauf que l'on a étendu considérablement le nombre des actes pour lesquels l'administrateur aurait un pouvoir légal. Tous les projets comportant à ce sujet les mêmes dispositions, il nous suffira donc de transcrire celles d'un projet quelconque, par exemple l'article 56 du projet Dubief.

« L'administrateur provisoire peut faire tous les actes conservatoires et intenter toute action mobilière ou possessoire, défendre à toute action mobilière ou immobilière dès l'admission de l'aliéné dans un établissement public ou privé, et sans attendre la décision de l'autorité judiciaire sur sa maintenue ou sa sortie.

Néanmoins, le président du tribunal, statuant en référé peut, sur la demande de la personne intéressée ou de toute autre personne en son nom, ordonner que l'administrateur provisoire s'abstiendra de tout acte d'immixtion pendant le délai qu'il fixera.

L'administrateur provisoire procède au recouvrement des sommes dues à l'aliéné et à l'acquittement des dettes; il passe les baux dont la durée n'excède pas trois ans. Les baux de plus de trois ans, sans qu'ils puissent excéder neuf ans, conformément à l'article 1429 du Code Civil, doivent être autorisés spécialement par la commission de surveillance.

Avec la même autorisation, précédée de l'avis du médecin traitant sur l'état de l'aliéné, l'administrateur provisoire peut vendre les biens mobiliers de l'aliéné, lorsque leur valeur, d'après l'appréciation de la commission de surveillance, n'excède pas 1.500 fr. en capital. Si cette valeur dépasse cette somme ou s'il s'agit d'immeubles, il faut en outre l'homologation du tribunal civil statuant en chambre du Conseil, le ministère public entendu. Dans ce dernier cas, la vente des immeubles se fera aux enchères publiques, soit devant le tribunal, soit devant un notaire commis.

L'administrateur provisoire reçoit toutes les sommes appartenant à l'aliéné, soit qu'on les retrouve sur

la personne de celui-ci, soit qu'elles proviennent des recouvrements et ventes ou de toute autre cause. Il en donne quittance aux tiers.

Si l'aliéné est placé dans un établissement public, l'administrateur provisoire doit, dans le plus bref délai et au fur et à mesure des rentrées, verser toutes sommes appartenant à l'aliéné à la caisse de l'établissement et le cautionnement du receveur est affecté à la garantie des dits deniers par préférence aux créanciers de toute nature.

Lorsque les sommes dont il s'agit excèdent les besoins courants de l'aliéné, il en est fait emploi par l'administrateur provisoire. Cet emploi est réglé, le curateur entendu, par la commission de surveillance, quand le capital ne dépasse pas 1.500 fr., avec l'homologation du tribunal statuant en chambre du conseil, lorsque le capital est supérieur.

Si l'aliéné est placé dans un établissement privé, l'administration provisoire est autorisée à conserver entre ses mains, sous le contrôle du curateur, les sommes nécessaires aux besoins de l'aliéné lorsqu'elles n'excèdent pas 1.500 fr. Au-dessus de ce chiffre, le mode de conservation doit être approuvé par le président du tribunal. L'emploi des sommes qui ne sont pas nécessaires aux besoins de l'aliéné est réglé suivant qu'elles excèdent ou non 1.500 fr., comme il est dit au paragraphe précédent.

Les titres provenant de ces emplois et tous autres titres appartenant à l'aliéné, s'ils sont au porteur, doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations. »

Ainsi les pouvoirs de l'administrateur sont singulièrement étendus, il jouit de prérogatives presque aussi importantes que celles du tuteur et sera en mesure de gérer utilement le patrimoine de l'aliéné sans recourir à l'interdiction.

**B. — DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR DATIF
OU JUDICIAIRE.**

Tandis que l'administrateur légal n'a mandat et pouvoir de représentation que pour les actes que la loi énumère limitativement et qu'il n'y a pas d'organe de contrôle pour l'autoriser à en accomplir d'autres, l'administrateur datif ou judiciaire bénéficie d'un pouvoir de représentation générale. Ses pouvoirs, précisent les projets, sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit.

Or, aux termes de l'article 509 du Code Civil, l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens, d'où les lois sur la tutelle des mineurs et des interdits sont applicables aux aliénés séquestrés. Ainsi on voit l'économie de ce projet, il ne sera plus jamais nécessaire de recourir à l'interdiction, mais si l'on désire aboutir au même résultat, il suffira de provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire ou datif lorsque l'état de folie se prolonge et devient permanent.

Les pouvoirs de ces deux administrateurs sont identiques. Leur responsabilité, au contraire, n'est pas régie par les mêmes principes. En effet, le conseil de famille peut, soit dans la délibération contenant la

nomination de l'administrateur datif, soit à toute époque postérieure, demander la constitution sur ses biens d'une hypothèque générale ou spéciale. La délibération est transmise par le juge de paix au Procureur de la République qui la soumet à l'homologation du tribunal statuant en chambre du conseil. Le Procureur doit, dans le délai de quinzaine et après acceptation de ses fonctions par l'administrateur datif, faire inscrire l'hypothèque. Elle ne date que du jour de son inscription.

L'administrateur judiciaire, au contraire, n'est pas assujetti en principe à l'hypothèque légale, ce n'est d'ailleurs qu'une pure faculté.

Enfin l'un et l'autre, dès leur entrée en fonctions, doivent recevoir les comptes de l'administrateur légal, s'il en avait été désigné un.

Après l'étude des particularités qui les différencient, il faut se demander quelle est l'étendue de leurs pouvoirs. Nous serons extrêmement bref sur ce point, car, comme nous l'avons dit plus haut, l'aliéné pourvu d'un administrateur légal ou datif se trouvant assimilé à un mineur, nous n'avons qu'à énumérer les pouvoirs du tuteur des mineurs pour connaître exactement ceux de l'administrateur provisoire. Nous renvoyons pour cette étude aux ouvrages de droit civil, car ces pouvoirs sont trop connus pour que nous y insistions. Nous nous contenterons simplement de rappeler pour mémoire que l'on a coutume de diviser les actes que le tuteur accomplit au nom du mineur en actes permis et en actes interdits.

Les actes qu'il est autorisé à accomplir sont classés

habituellement en trois catégories : 1° les actes qu'il peut faire seul; 2° les actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire; 3° les actes qu'il ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal. Cette énumération englobe à la fois les actes conservatoires et d'administration, ainsi que les actes de disposition.

CHAPITRE VI

Le Curateur à la Personne

Le curateur à la personne institué par la loi de 1838 ne jouait qu'un rôle minime, ou même inexistant, puisque, comme nous l'avons vu, sa nomination n'étant pas obligatoire, la plupart des aliénés n'en étaient jamais pourvus. Nous persistons à croire que, si les fortunes de certains malades sont dilapidées par certains administrateurs peu scrupuleux, cela tient essentiellement à ce qu'il n'y a pas de contrôle sérieux exercé, car le rouage prévu, le curateur, ne fonctionne en aucune façon.

Aussi les projets de loi ont voulu réagir contre cette inertie et attacher une tout autre importance à cet organe. Tandis qu'aux termes de la loi de 1838, le curateur ne pouvait être nommé par le tribunal que sur la demande de l'intéressé, de son conjoint, d'un parent, d'un ami ou sur la provocation d'office du Procureur de la République, cette nomination sera dorénavant obligatoire.

Dans chaque département, une ou plusieurs personnes nommées par le Ministre de l'Intérieur sur une liste dressée par le président du tribunal civil du chef-

lieu rempliront, chacune dans sa circonscription, vis-à-vis des aliénés placés dans les établissements publics ou privés, les fonctions de curateur à la personne. La mission du curateur est également élargie; il doit veiller :

1° A ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison;

2° A ce que le malade soit rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permettra;

3° A ce que l'aliéné, en cas de sortie provisoire ou d'évasion, n'accomplisse aucun acte de nature à nuire à ses intérêts.

Ce qui constitue l'originalité des projets, c'est que le curateur jouit du pouvoir de s'immiscer dans la gestion du patrimoine de l'aliéné. Il devra s'enquérir de son état de fortune et rechercher si son patrimoine n'est pas accaparé par de proches parents et si les revenus sont employés pour adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Par là, il aura le droit de surveiller de très près la gestion de l'administrateur.

De plus, le curateur peut provoquer la réunion du conseil de famille et le saisir de toute proposition tendant à la bonne gestion des intérêts de l'aliéné. Il peut faire appel contre le tuteur, le mari, l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif de toute mesure ordonnée ou autorisée par le conseil de famille ou la commission de surveillance qui lui paraîtrait de nature à nuire aux intérêts de l'aliéné. C'est aussi à la demande du curateur que pourra être constituée une hy-

pothèque générale ou spéciale sur les biens de l'administrateur judiciaire dans le jugement qui le nommera.

Enfin, il intervient dans les instances ayant pour but d'obtenir l'interdiction, le divorce, la séparation de corps ou de biens, il émet son avis dans les instances en désaveu de paternité ou dans celles relatives au placement ou à la sortie de l'établissement.

Ces pouvoirs peuvent s'étendre aux aliénés internés à l'étranger et il fait partie de la commission de surveillance.

Le curateur à la personne ne peut pas être choisi parmi les héritiers présomptifs du malade.

Certains considèrent le curateur comme le rouage le plus efficace et le plus sûr défenseur des droits de l'incapable. Or, pour remplir ce rôle, il faut une telle somme de capacité, de travail, d'attention, qu'on ne trouve presque personne pour le remplir, si ce n'est un fonctionnaire rémunéré. En effet, sa mission est particulièrement délicate et absorbante, et on ne pourra exiger que d'un fonctionnaire public convenablement rémunéré, qu'il puisse accomplir régulièrement sa mission. Hors de là il n'y a point de salut, car il semble difficile d'exiger une attention aussi assidue et un dévouement de tout instant de la part de personnes qui, tenues par leurs occupations quotidiennes, n'ont par conséquent que peu de temps à consacrer à ces fonctions complémentaires. D'ailleurs les mêmes considérations s'imposent en ce qui concerne l'administration provisoire. La seule objection que l'on puisse faire valoir, c'est qu'un fonctionnaire de plus sera créé. C'est un argument de peu de poids, car s'il est une

fonction particulièrement absorbante et pleine de responsabilité, c'est bien celle qui consiste à surveiller la gestion de la fortune des aliénés ou le traitement de leur personne, et non seulement si elle s'applique à un seul malade fortuné, mais encore aux aliénés de tout un asile.

CHAPITRE VII

L'Economie générale de tous les Projets de Lois

Il faut reconnaître que tous les projets organisent d'une manière bien meilleure la protection des biens des aliénés. Ils se sont engagés à la fois dans le sens de la simplification et celui de la précision et ont pour but de mettre en œuvre des choses pratiquement faisables. Forts de l'expérience du passé, leurs auteurs ont voulu unifier et simplifier les institutions en vigueur réglant la condition juridique des aliénés. L'administration provisoire légale correspond au système élargi de la loi de 1838, tandis que l'administrateur judiciaire ou datif remplace exactement le tuteur sous le régime de l'interdiction. Ainsi la gestion du patrimoine d'une personne atteinte d'affection mentale sera placée sous la direction et le contrôle d'un représentant unique, ce qui facilitera singulièrement la mise en œuvre de cette protection. On a fait disparaître également deux rouages tout à fait inutiles : le notaire commis et le mandataire *ad litem*. Les projets réalisent donc le but voulu. L'un ou l'autre administrateur disposera des pouvoirs suffisants pour gérer

le patrimoine de leurs administrés, quelle que soit son importance, sans recourir au moyen périmé de l'interdiction. A notre avis, si la loi future qui réglera la condition des aliénés s'oriente dans un sens identique, cette institution n'aura plus aucune raison d'être, puisqu'à côté de l'administrateur légal, il sera créé une administration judiciaire dont celui qui en aura l'exercice jouira des mêmes attributions qu'un tuteur. La protection des aliénés sera générale, uniforme et obligatoire, du fait que les mesures prévues seront applicables *ipso facto* à tous les individus internés dans un établissement public ou privé et que la création obligatoire du curateur engendrera un strict contrôle sur l'activité des personnes chargées de la mission de traiter les affaires des malades.

Ne serait-il pas possible de simplifier encore le système de l'administration des biens, au lieu de distinguer entre l'administrateur provisoire correspondant en général aux cas curables et de courte durée et l'administration judiciaire ou dative se rattachant de préférence aux cas d' incurabilité? Y a-t-il lieu de compliquer cette situation? Le second système est évidemment une porte ouverte à la famille pour se voir confier l'administration des biens, mais ne serait-elle pas également susceptible d'en bénéficier si les pouvoirs confiés à l'un ou l'autre administrateurs étaient semblables ?

En général, les circonstances auxquelles il faut faire face ne sont pas différentes. Il peut s'agir aussi bien d'accepter une succession, de passer ou de résilier des baux que d'accomplir de simples actes conservatoires.

Il y aurait donc lieu de concentrer les mêmes pouvoirs dans une seule et même main. Le meilleur remède serait d'étendre purement et simplement les fonctions de l'administrateur actuel, tout en prévoyant deux catégories différentes d'administrateurs au point de vue du mode de nomination : l'administration légale dévolue à un professionnel par la commission de surveillance, et l'administration dative confiée par le tribunal à la famille.

Voyons dans quelle mesure le projet Léculier a tenu compte de ces critiques et s'est inspiré des réformes antérieures proposées.

CHAPITRE VIII

L'Organisation de la Protection des Biens d'après le Projet de M. Léculier (1)

A la différence de tous les projets antérieurs qui tendaient à une refonte totale de la loi du 30 juin 1838, la proposition de M. Léculier se propose un but beaucoup plus modeste et plus restreint. Ce dernier, fervent admirateur de cette loi « qui, dit-il, a pu suffire près de cent ans à régler un service public des plus délicats », reconnaît néanmoins la nécessité de la modifier en raison de son âge et de la moderniser. Comme il le laisse entendre lui-même, il ne vise qu'à « rajeunir la loi existante par de simples adjonctions nécessaires, sans aucune hardiesse et sans dépenses nouvelles ». Ces principes nous paraissent sages, car l'expérience a montré combien il était difficile, malgré les connaissances approfondies que l'on a sur cette question, d'arriver à un accord unanime. Aussi M. Lécu-

(1) Proposition de loi (Annexe n° 4648, Ch. des Députés, XV^e Législature, session 1935, P. V. séance du 7 juin 1935.

lier a-t-il voulu simplement combler les plus graves lacunes de la loi existante et de réaliser les améliorations les plus urgentes.

*
*
*

Relativement à l'administration des biens, les modifications qu'il envisage d'y apporter sont très générales et étaient unanimement réclamées. D'abord les commissions de surveillance des asiles privés faisant fonction d'asile public sont dotés des pouvoirs d'administration provisoire qui n'étaient jadis confiés qu'aux commissions de surveillance des établissements publics. C'était une réforme capitale et urgente, car un petit nombre des aliénés internés dans les établissements privés étaient pourvus d'un administrateur ou interdits. M. Léculier précise en effet, dans son rapport, que plus de 17.000 aliénés seront ainsi assurés d'une protection dont ils étaient auparavant totalement démunis.

D'autre part, comme nous l'avons vu, l'administration provisoire était devenue dans un grand nombre de cas une administration définitive, par suite de la défaveur attachée à l'interdiction, le nouveau projet vient apporter des précisions sur les points où l'insuffisance des pouvoirs de l'administrateur se faisait le plus sentir.

Ainsi la limitation de la durée des baux à passer, limitée à trois ans, empêchait l'administrateur de louer les biens immobiliers à des conditions avantageuses. Il lui sera permis dorénavant de conclure seul des

baux d'une durée de trois ans, mais pour les baux d'une durée plus longue, l'autorisation de la commission de surveillance sera nécessaire, mais ils ne pourront dépasser 9 ans.

De même l'autorisation de procéder à des ventes immobilières facilitera la mission de l'administrateur. Elle lui permettra de se procurer des fonds en vue de réparer d'autres immeubles, ou de vendre certains qu'il y aura plus d'avantage à liquider que de réparer. Cette autorisation, ajoutée par la Commission de l'Hygiène, est du reste entourée de précautions nécessaires. L'art. 12 précise en effet « qu'il (l'administrateur) pourra procéder à des ventes immobilières avec l'autorisation de la commission de surveillance, pour les immeubles dont la valeur ne dépasse pas 7.500 francs, si la valeur des immeubles dépasse cette somme, l'autorisation devra être homologuée par le tribunal siégeant en chambre du Conseil, le ministère public entendu ». Dans tous les cas, la vente aura lieu soit devant le tribunal, soit devant un notaire commis, ce qui donnera toutes les garanties requises pour obtenir le plus haut prix de l'immeuble vendu.

Dans un but de simplification, M. Léculier propose de reconnaître d'emblée le pouvoir à l'administrateur provisoire d'accepter une communauté ou une succession sous bénéfice d'inventaire, au lieu d'utiliser le détour du mandataire *ad litem*. Pour le renoncement à une succession ou à une communauté, acte qui présente beaucoup plus d'aléas, l'autorisation de la commission de surveillance doit être homologuée par le tribunal civil (art. 12).

Au cas d'administration judiciaire, le rôle de la commission de surveillance est dévolu au conseil de famille (art. 13).

Egalement, aux termes de l'article 36 de la loi du 30 juin 1838, l'administrateur provisoire, ou à son défaut un notaire commis sont chargés de représenter l'aliéné dans les inventaires, comptes, partages et liquidations, mais ils n'agissent que dans les conditions du droit commun, c'est-à-dire après nomination d'un mandataire *ad litem*, sans possibilité de recourir à un partage amiable. Nous avons signalé que cette lacune avait été comblée par la loi du 19 mars 1917, qui n'avait qu'un caractère provisoire et qui a été rendue caduque par la loi du 24 octobre 1921. Aussi cette omission ne peut être réparée que par voie législative.

Enfin il sera possible maintenant d'adresser les significations des actes intéressant l'aliéné à l'administrateur provisoire légal et d'éviter ainsi l'annulation fréquente des significations faites au domicile du malade.

Une innovation importante est réalisée par la création de sorties d'essai (art. 5 et 6), ce qui nécessite la prolongation des pouvoirs de l'administrateur pendant ce temps, de même que les actes conclus par l'aliéné pourront être également annulés.

Telles sont, dans ses grandes lignes, les nouveautés du dernier projet de loi sur les aliénés. C'est un effort louable qu'a tenté son auteur pour remédier aux abus les plus graves, comme il le dit lui-même, devant l'impossibilité de parvenir à une refonte de la loi de 1838.

Mais cette réforme est, pour ainsi dire, un peu décousue et incohérente.

Pourquoi ne pas étendre l'administration provisoire à toutes les maisons de santé privées? Relativement aux pouvoirs de l'administrateur, M. Léculier a accompli une œuvre utile, par exemple en ce qui concerne la passation des baux, les ventes immobilières et l'acceptation ou la renonciation à une communauté ou à une succession, mais on ne comprend pas la raison pour laquelle rien n'a été prévu pour des actes aussi urgents et importants que la constitution d'une hypothèque, l'emploi des fonds et des revenus.

Enfin le plus grave reproche que l'on puisse faire valoir c'est que le projet n'est pas sorti du cadre de la loi en vigueur; il aurait pu en simplifier les rouages: supprimer le notaire commis, confier la représentation de l'aliéné en justice à l'administrateur et rendre obligatoire la nomination du curateur. Il est regrettable que le projet ne prévoit aucune disposition relativement aux services ouverts.

En somme, ce projet marque un progrès bien timide, à côté des propositions antérieures, dans l'évolution de la législation sur les aliénés, son vote par le Parlement n'apporterait presque aucune amélioration sensible, vu qu'il ne consacrerait législativement que certaines pratiques courantes admises par tous les tribunaux.

CONCLUSIONS

Pour clore cette étude sur la loi du 30 juin 1838, et sur les modifications à y apporter, il est permis de se poser la question de savoir si cette réforme semble prochaine, et dans quelle direction elle devra s'orienter.

Or, à ce point de vue, il nous faut rendre d'abord hommage à cette loi peut-être ancienne qui régit en France la condition des aliénés et dont on a souvent médité sans la connaître. Elle a réalisé, en effet, un progrès immense dans la voie de l'assistance aux déments et a constitué, lors de son apparition, le premier monument sur la matière dont toutes les législations étrangères se sont largement inspirées. Mais la France, préoccupée d'être au premier plan du progrès, est souvent la propagandiste d'idées généreuses dont d'autres s'attribuent le mérite lors de leur mise en œuvre. Or, précisément, le législateur français, après avoir été un initiateur, s'est laissé distancer par ses disciples. Il n'a pas opéré, comme les autres, de récentes améliorations, « mettant en œuvre les progrès de la science et envisageant les questions nouvelles que suggéraient l'expérience et un souci toujours plus grand d'assistance et de solidarité sociale ». Ainsi les rôles sont donc renversés, et de modèle la France est tombée au rang d'imitateur.

Et pourtant cette réforme ne devrait tarder, tant pour des raisons d'ordre pratique et de tendances du législateur moderne. A une époque comme la nôtre, qui se pique d'altruisme, de solidarité sociale, il semble inconcevable que cette réforme n'ait pas encore été réalisée. Tout est prêt pour y aboutir, les longues études auxquelles les divers projets de réforme ont donné lieu devraient écarter toute discussion stérile à ce sujet et hâter son vote. Ce n'est pas que les esprits ne soient pas encore mûrs pour cela, bien au contraire. Mais la raison profonde de cette période d'arrêt et de stagnation dans cette œuvre si belle et si noble de l'assistance aux aliénés provient de considérations et de causes diverses. D'abord le législateur de 1838 avait organisé d'une manière précise et minutieuse le statut des malades, en sorte qu'il était difficile de faire une œuvre aux fondements plus solides. D'autre part, l'on a voulu essayer de remédier à toutes les imperfections de cette loi, les études sur ce sujet ont été tellement nombreuses et précises que les esprits bien préparés et désireux d'accomplir une œuvre se rapprochant de l'idéal n'étaient jamais satisfaits de leur œuvre.

Cependant la réforme fut sur le point d'aboutir lors de la discussion du projet de Strauss devant le Sénat, mais le projet fut écarté après une discussion sommaire. C'est à juste titre qu'il en fut ainsi, car il n'apportait aucune nouveauté en ce qui concerne l'administration des biens.

Quant au projet Léculier, qui renferme les améliorations essentielles au régime en vigueur, son adoption ne paraît peut-être pas encore prochaine. Les es-

prits sont attirés par des réformes beaucoup plus urgentes et il est probable que le centenaire de la loi de 1838 passera inaperçu aux yeux de nos parlementaires. Et notre scepticisme est tel que nous faisons nôtre cette boutade mélancolique de M. Raiga, administrateur provisoire des aliénés, lors de son compte rendu de fin d'année à la Commission de surveillance des Asiles de la Seine : « Pouvons-nous, Messieurs, faire fonds sur le zèle du Parlement pour adopter prochainement les mesures que je viens de préconiser ? Hélas ! les vicissitudes des divers projets relatifs à la revision de la loi de 1838 sont de nature à nous enlever toute illusion à cet égard. Dans notre doux pays de France, où tout semble se peser aujourd'hui à la balance des préoccupations électorales, les affaires d'aliénés sont dans le plateau d'un poids très léger et, partant, négligées, voire mises au rancart. Cela étant, il y a peu d'espoir que nos arrière-neveux voient, pas plus que nous ne l'avons vu nous-mêmes, le triomphe de quelques réformes sans éclat, intéressant des malheureux qui, à leur infortune pathologique, ajoutent la malchance énorme de n'être ni électeurs ni syndiqués. »

ANNEXE

I

DECRET DU 18 JUILLET 1930 SUR L'ASSISTANCE PSYCHIATRIQUE EN INDO-CHINE.

(*Journal Officiel* du 23 juillet 1930, p. 8340 et suivantes.)

ARTICLE 53. — La commission de surveillance est tenue de désigner un de ses membres pour gérer gratuitement en qualité d'administrateur provisoire les biens des personnes non interdites placées, soit dans les établissements publics ou privés, soit dans les colonies familiales.

ARTICLE 54. — Si la commission de surveillance a omis de procéder à cette désignation, une ou plusieurs personnes nommées par le chef d'administration locale sur une liste dressée par le tribunal civil dans le ressort duquel est situé l'établissement exercent les fonctions définies à l'article précédent.

ARTICLE 55. — L'administrateur provisoire exerce les fonctions d'administrateur provisoire légal à l'égard de tout aliéné non interdit placé dans l'un des établissements sus-visés tant qu'il n'a pas été pourvu par le tribunal ou par le conseil de famille à la nomination d'un administrateur judiciaire ou datif et, d'une façon générale, tant qu'il n'a pas été procédé à l'organisation de la gestion des biens de la personne inter-née suivant son statut personnel.

ARTICLE 56. — Les parents, le conjoint, l'associé de l'aliéné, l'administrateur provisoire et le Procureur de République peuvent toujours provoquer la nomination d'un administrateur judiciaire.

Cette nomination est faite par le tribunal civil du domicile de l'aliéné en chambre du conseil et sur les conclusions du Procureur de la République.

Elle doit être précédée de l'avis du conseil de famille, mais seulement lorsqu'elle est demandée par les parents, le conjoint ou l'associé. Elle n'est pas sujette à appel. Si l'aliéné a des parents proches, il peut être pourvu d'un administrateur datif, cet administrateur est nommé par le conseil de famille de l'aliéné réuni à la demande de tout parent et même d'office. Cette nomination doit être homologuée par le tribunal statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Sur la notification de cette nomination, l'administrateur provisoire légal, s'il a exercé ses fonctions, rend son compte d'administration, qui est reçu par l'administrateur datif. Ce compte est rendu de même en cas de nomination d'un administrateur judiciaire.

ARTICLE 57. — Tout aliéné, pourvu par jugement d'un administrateur judiciaire, doit être pourvu par le même jugement d'un curateur à la personne.

En outre sur la demande de l'intéressé, de l'un de ses parents, du conjoint, d'un ami ou sur la demande d'office du ministère public, le tribunal peut nommer par jugement non susceptible d'appel un curateur à la personne de tout individu interdit placé dans un établissement d'aliénés.

ARTICLE 58. — Le curateur à la personne doit veiller :

1° A ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison.

2° A ce que l'aliéné, en cas de sortie provisoire ou d'évasion, n'accomplisse aucun acte de nature à nuire à ses intérêts.

3° A ce que l'aliéné soit rendu à l'exercice de ses droits aussitôt que sa situation le permet.

Le curateur peut provoquer la réunion du conseil de famille et le saisir de toute proposition tendant à la bonne gestion des intérêts de l'aliéné.

ARTICLE 59. — Le mari non séparé de corps ou de biens est de droit l'administrateur provisoire des biens de sa femme placée dans un établissement d'aliénés ou une colonie familiale.

La femme non séparée de corps dont le mari est placé dans un établissement d'aliénés ou dans une colonie familiale peut être autorisée par ordonnance du président du tribunal à faire les actes d'administration qu'il déterminera.

Si l'aliéné est commerçant ou s'il est engagé dans une exploitation industrielle, agricole ou commerciale, le président du tribunal peut, sur la demande du conjoint ou de l'associé,

et contradictoirement avec l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, conserver soit au conjoint, soit à l'associé, la direction des affaires particulières ou sociales.

Dans ce cas, le conjoint ou l'associé doit communiquer à l'administrateur, au moins une fois par an, un état de la situation financière de l'entreprise.

ARTICLE 60. — Avant le renouvellement de ses pouvoirs qui ne lui sont donnés que pour une année, l'administrateur doit remettre un état sommaire de ses actes de gestion à la commission de surveillance qui le contrôle ou charge un de ses membres de le contrôler à l'aide de la comptabilité du receveur. Il remet cet état à l'administrateur judiciaire, dès que la nomination de celui-ci lui a été notifiée.

ARTICLE 61. — Dans tous les cas, la personne chargée de l'administration des biens d'un aliéné, que ce soit le tuteur ou le mari, ou l'administrateur provisoire légal judiciaire ou datif, doit remettre au curateur, qui le communique au Procureur de la République, un état de la situation de fortune de l'aliéné une première fois dans le mois de son entrée en fonctions, et ultérieurement, une fois par an.

ARTICLE 62. — L'administrateur provisoire peut faire tous actes conservatoires et intenter toute action mobilière ou possessoire, défendre à toute action mobilière ou immobilière dès l'admission de l'aliéné dans un établissement public ou privé, et sans attendre la décision de l'autorité judiciaire sur sa maintenue ou sa sortie.

Néanmoins le Président du tribunal statuant en référé, peut sur la demande de la partie internée ou de toute autre personne en son nom, ordonner que l'administrateur provisoire s'abstiendra de tout acte d'immixtion pendant le délai qu'il fixera.

L'administrateur provisoire procédera au recouvrement des sommes dues à l'aliéné et à l'acquittement des dettes, il passe les baux dont la durée n'excèdent pas trois ans. Les baux de plus de trois ans, sans qu'ils puissent excéder neuf ans doivent être autorisés spécialement par la commission de surveillance.

Avec la même autorisation, précédée de l'avis du médecin traitant sur l'état du malade, l'administrateur provisoire peut vendre les biens mobiliers de l'aliéné lorsque la valeur d'après l'appréciation de la commission de surveillance n'excède pas 1.500 francs ou 300 piastres en capital. Si la valeur dépasse cette somme ou s'il s'agit d'immeubles, il faut en outre l'homo-

logation du tribunal statuant en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans ce dernier cas la vente des immeubles se fait aux enchères publiques, soit devant le tribunal, soit devant un notaire commis.

L'administrateur provisoire prescrit le dépôt à la caisse du receveur de l'établissement de toutes sommes appartenant à l'aliéné, soit qu'on les trouve sur la personne de celui-ci ou à son domicile, soit qu'elles proviennent des recouvrements et ventes ou de toute autre cause. Il en donne quittance au tiers. Le cautionnement du receveur est affecté à la garantie desdits deniers par préférence aux créances de toute nature.

Lorsque les sommes dont il s'agit excèdent les besoins courants de l'aliéné, il en est fait ou prescrit emploi par l'administrateur provisoire. Cet emploi est réglé, le curateur entendu, par la Commission de Surveillance, quand le capital ne dépasse pas 1.500 francs ou 300 piastres avec, en outre, l'homologation du tribunal statuant en chambre du conseil, quand le capital est supérieur.

Les titres provenant de ces emplois et tous autres titres appartenant à l'aliéné, s'ils sont au porteur, doivent être déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 63. — Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire ou de l'administrateur datif quant aux biens sont les mêmes que ceux du tuteur de l'interdit. Ils sont régis par les mêmes règles et soumis aux mêmes conditions, à l'exception de l'hypothèque légale.

Dans aucun cas, ces pouvoirs ne peuvent être moindres que ceux de l'administrateur provisoire légal.

L'article 511 du Code civil est applicable aux aliénés placés dans un établissement public ou privé.

Les successions ouvertes au profit d'un aliéné ne peuvent être répudiées qu'avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal civil.

L'autorisation de la Commission de Surveillance peut en ce cas suppléer l'autorisation du conseil de famille. Elle suffit au contraire pour l'acceptation bénéficiaire.

Sont applicables à l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif, les dispositions des sections 8 et 9 et titre X, livre 1^{er} du Code Civil, ainsi que celles de la loi du 27 février 1880 en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret.

Ces administrateurs ne sont pas assujettis à l'hypothèque légale. Toutefois sur la demande des parties intéressées, du curateur ou du Procureur de la République, le jugement, qui

nomme l'administrateur judiciaire, peut en même temps constituer sur ses biens une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée dans le jugement.

En ce qui concerne l'administrateur datif, le conseil de famille peut, soit dans la délibération contenant nomination, soit à toute époque postérieure, demander la constitution sur ses biens d'une hypothèque générale ou spéciale; la délibération est transmise par le juge de Paix au Procureur de la République qui la soumet à l'homologation du tribunal statuant en Chambre du Conseil.

Le Procureur de la République doit dans le délai de quinzaine et après acceptation de ses fonctions par l'administrateur judiciaire ou datif, faire inscrire l'hypothèque sus-visée. Elle ne prend date que du jour de son inscription..

Les dispositions du Code Civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les incapacités, les exclusions ou destitutions des tuteurs sont applicables à l'administrateur judiciaire ou datif.

ARTICLE 64. — Les significations à faire à la personne placée dans l'un des établissements d'aliénés sus-visés doivent être faites au tuteur si la personne est interdite, à l'administrateur provisoire légal, judiciaire ou datif suivant le cas.

Dans le cas de signification de pièces relatives à une instance en interdiction, en divorce, en séparation de corps ou de biens, en désaveu de paternité, en maintenance du placement ou en sortie de l'établissement, cette signification doit être faite, en outre, à peine de nullité, à l'aliéné lui-même.

Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173 du Code de Commerce.

Le curateur intervient de droit dans toutes les instances mentionnées au deuxième paragraphe du présent article.

Le tuteur de l'aliéné interdit et, en cas de non-interdiction, l'administrateur provisoire, légal, judiciaire ou datif peuvent en vertu du mandat exprès qu'ils en auront reçu du Conseil de famille ou à son défaut du tribunal, intenter, au nom de l'aliéné, une action en séparation de corps ou de biens. Si le conjoint est administrateur, l'action pourra être intentée en vertu d'une délibération conforme du conseil de famille provoquée par le tribunal qui désignera un administrateur chargé d'intenter et de suivre le procès.

Les délais de l'action en désaveu de paternité fixés par les articles 316 et suivants du Code Civil ne courent pas contre l'aliéné placé dans l'un des établissements sus-visés, jusqu'au

jour de sa sortie définitive de l'établissement, et, en cas d'interdiction judiciaire jusqu'au jugement de mainlevée.

ARTICLE 65. — Les pouvoirs de la Commission de Surveillance et de l'administrateur provisoire légal, ceux de l'administrateur judiciaire ou datif cessent de plein droit dès que la personne placée est sortie définitivement de l'établissement; ils subsistent pendant les sorties provisoires et, en cas d'évasion, jusqu'à expiration du délai de quinze jours.

Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire cessent de plein droit à l'expiration du délai de trois ans, ils ne peuvent être renouvelés qu'après que ledit administrateur a fourni au curateur les états de situation prévus par l'article 51.

ARTICLE 66. — Tous actes faits par l'aliéné même non interdit, pendant la durée de son internement, sont comme ceux faits par l'interdit, soumis aux règles des articles 502 et 1125 du Code Civil.

L'action en nullité est soumise aux règles de l'article 1304 du Code Civil. Toutefois les dix ans ne courent à l'égard de l'aliéné après sa sortie définitive, qu'à dater de la signification à lui faite des actes souscrits par lui ou de la connaissance qu'il en a eue et à l'égard de ses héritiers, qu'à dater de la signification qui leur en a été faite ou de la connaissance qu'ils en ont eue après sa mort.

Lorsque les dix ans ont commencé à courir contre l'aliéné, ils continuent de courir contre les héritiers.

L'internement dans un asile d'un aliéné maintenu par décision de l'autorité judiciaire a le même effet qu'une demande en interdiction au point de vue de l'application de l'article 504 du Code Civil.

Tous actes faits par l'aliéné, en dehors de l'établissement où il est interné, soit en cas de placement familial; soit au cas de sorties provisoires, ou, en cas d'évasion, jusqu'à l'expiration du délai d'un mois peuvent être déclarés valables si le tribunal apprécie qu'il sont été faits pendant un moment lucide.

ARTICLE 67. — Les causes concernant les personnes même non interdites qui sont placées dans un établissement public ou privé d'aliénés ou dans une colonie familiale sont communicables au ministère public.

Les décisions ou jugements rendus par la Chambre du Conseil en vertu des articles 58 et 59 ne sont pas susceptibles d'appel. Pour les autres l'appel doit être interjeté dans la

quinzaine de la notification. Il sera fait par simple déclaration au greffe et porté par le soins du parquet à la connaissance des intéressés. Il y est statué par la Cour en Chambre du Conseil, toute affaire cessante, les intéressés prévenus par les soins du Procureur Général, l'arrêt sera exécutoire sur minute.

ARTICLE 68. — Les articles 64, 66, 67 sont applicables au malade traité dans un domicile privé, dans les conditions de l'article 5, dès qu'il lui est désigné un administrateur provisoire.

Fait à Paris, le 18 juillet 1930.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Colonies

François PIÉTRI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Raoul PÉRET.

II

DECRET DU 30 DECEMBRE 1936 RELATIF

A L'ASSISTANCE PSYCHIATRIQUE

EN NOUVELLE-CALEDONIE.

(*Journal Officiel* du 1^{er} janvier 1937.)

CHAPITRE PREMIER.

Titre X : DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DES ALIÉNÉS.

Des aliénés non interdits.

ARTICLE 45. — Les fonctions du conseil de famille à l'égard des personnes non interdites placées dans les établissements prévues au présent texte sont confiées au Tribunal Civil de Nouméa qui, dans les quinze jours qui suivent le placement provisoire ou les quinze jours qui suivent la déclaration pres-

crite à l'article 4 (1) pour les personnes traitées à domicile, nommera sur les conclusions du Procureur de la République un administrateur et un curateur à la personne de l'aliéné.

ARTICLE 46. — Les fonctions d'administrateur provisoire et de curateur sont gratuites. Les dispositions du Code Civil sur les causes de dispense, les incapacités et les exclusions et destitutions en matière de tutelle s'appliquent à l'administrateur provisoire et au curateur.

ARTICLE 47. — L'administrateur provisoire, dans les huit jours qui suivent la désignation, dressera contradictoirement avec le curateur à la personne un état sommaire des biens meubles et immeubles de l'aliéné.

Copie de cet état certifié sera déposée au greffe du tribunal.

En outre, une copie du même état sera remise au président de la commission de surveillance.

ARTICLE 48. — L'administrateur provisoire peut faire tous les actes conservatoires sans l'autorisation du tribunal faisant fonction de conseil de famille.

Néanmoins il ne pourra donner à bail les biens meubles ou immeubles sans l'autorisation dudit tribunal faisant fonction de Conseil de famille lorsque le prix annuel de bail dépassera 3.000 fr.

En aucun cas la durée des baux ne pourra dépasser trois ans.

L'administrateur procède au recouvrement des sommes dues à l'aliéné et à l'acquittement des dettes.

Après avis du médecin traitant sur l'état de l'aliéné et avec l'autorisation du tribunal faisant fonction de Conseil de famille, l'administrateur provisoire peut vendre les biens mobiliers corporels ou incorporels de l'aliéné lorsque la valeur de ces biens ne dépasse pas 1.500 fr.

ARTICLE 49. — L'administrateur provisoire ne pourra défendre sans autorisation à toute action mobilière ou immobilière et intenter toute action mobilière sauf quand le chiffre de la demande sera inférieur à 3.000 fr.

Avec l'autorisation du tribunal faisant fonction de Conseil de famille, il pourra intenter toute action mobilière dont le taux est supérieur à 3.000 fr. et toute action immobilière.

(1) Déclaration du placement notifiée dans le délai de quinze jours au Procureur de la République.

Il ne pourra sans cette autorisation, provoquer un partage mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre l'aliéné. Le partage devra être fait dans les formes présentées par l'article 466 du Code Civil.

ARTICLE 50. — L'administrateur provisoire ne peut emprunter pour l'aliéné, ni vendre ses biens mobiliers corporels ou incorporels lorsqu'ils dépassent 1.500 fr. ou immobiliers ni hypothéquer ses biens immeubles sans y être autorisé par la commission de surveillance prévue à l'article 40.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

Avant toute autorisation, la commission de surveillance devra demander un rapport circonstancié sur l'état de l'aliéné au médecin traitant.

ARTICLE 51. — L'aliéné, son curateur, toute personne pourvu qu'elle établisse qu'un lien de parenté ou d'amitié l'attache à l'aliéné, tout membre de la commission de surveillance consentant ou opposant, aux termes du procès-verbal de la délibération à la mesure sollicitée, le procureur de la République, le directeur de l'établissement pourra faire opposition à la délibération du Conseil de surveillance.

L'opposition se fera par simple déclaration au greffe du tribunal. Elle sera recevable jusqu'à l'homologation dont il sera parlé à l'article 53.

La simple déclaration faite au greffe par l'opposant, saisit le tribunal, qui aura à statuer dans les huit jours, le président de la Commission de surveillance, le directeur de l'établissement, l'opposant, l'administrateur provisoire et le curateur étant présents, le ministère public entendu.

Le tribunal statuera en chambre du Conseil. Il pourra rendre un jugement ordonnant une enquête; dans ce cas sa décision définitive devra intervenir dans le mois qui suit; décider qu'il y a lieu de surseoir à la mesure sollicitée jusqu'à l'expiration de la période d'observation dont il est parlé à l'article 12; recevoir quant au fond l'opposition et annuler la délibération attaquée; l'amender en tout et en partie et substituer à la décision fixée toute autre décision commandée par l'intérêt de l'aliéné; l'homologuer purement et simplement.

ARTICLE 52. — Dans tous les cas de la délibération de la commission de surveillance relative à tout emprunt, à toute aliénation ou constitution d'hypothèque ne seront exécutés qu'après que l'administration en aura demandé et obtenu

l'homologation devant le tribunal de première instance qui statuera en Chambre du Conseil et après avoir entendu le procureur de la République.

ARTICLE 53. — L'administrateur provisoire ne pourra accepter ni répudier aucune succession échue à l'aliéné sans l'autorisation du Conseil de famille. L'acceptation aura lieu sous bénéfice d'inventaire.

Toute donation faite à l'aliéné pourra être acceptée par l'administrateur provisoire, avec l'autorisation du Conseil de famille.

ARTICLE 54. — L'administrateur provisoire ne peut ni transiger ni compromettre pour l'aliéné.

ARTICLE 55. — La vente des biens mobiliers, corporels ou incorporels lorsqu'ils dépassent 1.500 fr. et immobiliers, se fera tant dans les formes prescrites par le Code Civil que par la loi du 27 février 1880, pour l'aliénation des biens mobiliers ou immobiliers du mineur.

ARTICLE 56. — Après inventaire des biens de l'aliéné dont il a été parlé à l'article 47, l'administrateur prescrit le dépôt à la Caisse du receveur de l'établissement de toutes les sommes appartenant à l'aliéné.

Si ces sommes excèdent les besoins courants de l'aliéné, il en fait emploi, le curateur entendu, et après avis de la Commission de surveillance et délibération du tribunal faisant fonction de conseil de famille.

Les titres provenant de ces emplois et tous autres seront déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 57. — Les fonctions de l'administrateur provisoire cesseront de plein droit à compter de la sortie définitive de l'aliéné ou à compter du jour où la période d'observation étant expirée, le tribunal aura prononcé le placement définitif.

ARTICLE 58. — L'administrateur devra dans les huit jours où cesseront ses fonctions rendre compte de la gestion.

Le compte de gestion est approuvé dans les quinze jours par le tribunal de première instance statuant en Chambre du Conseil, le procureur de la République entendu.

ARTICLE 59. — L'administrateur répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

Il répond non seulement de son dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

ARTICLE 60. — Toute action en responsabilité contre l'administrateur provisoire devra être intentée dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions.

ARTICLE 61. L'administrateur provisoire n'est pas soumis à l'hypothèque légale. Toutefois sur la demande du curateur à la personne ou du procureur de la République, le tribunal statuant en chambre du conseil pourra constituer une hypothèque générale ou spéciale jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Le procureur de la République doit dans le délai de quinzaine faire inscrire l'hypothèque sus-visée qui aura date à compter du jour de la prise de fonction de l'administrateur.

ARTICLE 62. — Le curateur à la personne doit veiller :

1° à ce que les revenus de l'aliéné soient employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison.

2° à ce que l'aliéné, en cas de sortie provisoire ou d'évasion, n'accomplisse aucun acte de nature à nuire à ses intérêts.

3° à ce que l'aliéné soit rendu à l'exercice de ses droits dès que sa situation le permettra.

CHAPITRE II.

Aliénés dont le placement définitif a été ordonné en même temps que l'interdiction.

ARTICLE 63. — Le jugement prononçant le placement définitif portera interdiction de l'aliéné.

Un extrait sommaire du jugement sera affiché à la diligence du greffier près du tribunal civil de Nouméa, dans la salle des audiences dudit tribunal, dans les études des avocats défenseurs et dans les études des greffiers notaires de la colonie.

Toute contravention aux dispositions ci-dessus commise par le greffier sera punie d'une amende de 50 fr., sans préjudice de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 64. — Dès que le jugement portant interdiction sera devenu définitif, le curateur à la personne ou le procureur de la République sera tenu de provoquer la réunion du conseil de famille qui aura à procéder à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur.

Le curateur demeurera dans ses fonctions.

L'administrateur provisoire pourra être nommé tuteur.

ARTICLE 65. — Le conseil de famille sera composé ainsi qu'il est dit au livre I du Code Civil, titre X, section IV.

Toutefois seront aussi membres de droit dudit conseil et auront voie délibérative le président de la commission de surveillance ou son délégué, choisi parmi les membres de ladite commission, le curateur à la personne, le directeur de l'établissement ou à défaut le médecin traitant.

Les membres de droit ne pourront se faire représenter par un mandataire spécial.

Le conseil de famille ne pourra délibérer que si deux au moins des membres de droit sont présents.

ARTICLE 66. — Le conseil de famille sera présidé par le juge du tribunal civil de Nouméa, qui y aura voix délibérative et prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 67. — Les fonctions du conseil de famille, les pouvoirs du tuteur et subrogé-tuteur de l'aliéné, leur responsabilité sont expressément définis par le Code Civil, au livre I, titre X, de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

ARTICLE 68. — Les dispositions de la loi du 27 février 1880 seront observées par le tuteur pour l'aliénation des biens mobiliers incorporels d'une valeur supérieure à 1.500 fr. et pour l'emploi des fonds provenant de ces aliénations.

ARTICLE 69. — Lorsqu'il est question du mariage de l'enfant de l'interdit, la dot ou l'avancement délivré et les autres conventions matrimoniales seront réglées par un avis du conseil de famille homologué par le tribunal sur les conclusions du procureur de la République.

ARTICLE 70. — Les délais de l'action en désaveu de paternité, fixés par les art. 316 et suiv., C. Civ., ne courent pas contre l'aliéné placé dans l'un des établissements sus-visés jusqu'au jour de sa sortie définitive de l'établissement et en cas d'interdiction judiciaire jusqu'au jugement de mainlevée qui est prononcé en même temps que sa sortie définitive par le tribunal, conformément aux articles 23, 24 et 25.

ARTICLE 71. — Les actes faits personnellement par l'aliéné postérieurement au jugement prononçant l'interdiction seront nuls de droit.

ARTICLE 72. — D'office le procureur de la République sera tenu, dans les quinze jours qui suivent la nomination du tuteur, de faire inscrire l'hypothèque légale garantissant la gestion des biens de l'aliéné par le tuteur.

Fait à Paris, le 30 décembre 1936.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République.

Le Ministre des Colonies,

Marius MOUTET.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Marc RUCART.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES GENERAUX.

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français, 5^e édition, Librairie Marchal-Billard, Paris.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de Droit Civil, 3^e édition. Librairie Sirey.
- BEUDANT. — Cours de Droit Civil Français, 2^e édition. Librairie Arthur Rousseau.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit Civil Français, 8^e édition. Librairie Dalloz.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Droit Civil Français.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, 31 vol. in 8°, Librairie Marchal et Billard, Paris.
- FUZIER Hermann Ed. et DEMOGNE René. — *Code Civil annoté*, Paris 1936.
- JOSSERAND. — Cours de Droit Civil positif Français, 2^e édition Recueil Sirey, Paris.
- LAURENT. — Principes de Droit Civil Français, 3^e édition, Librairie Gustave Thorel, Paris.

OUVRAGES SPECIAUX.

- ABELY et DUPOUY R. — Législation nouvelle et ancienne applicable à la création des services ouverts. Protection des biens et éventuellement de la personne dans les services de cure libre. (A.F. 1930) Législation applicable dans les services ouverts. (Alié. F. déc. 1936.)
- BARTHELEMY (Marquis de). — Rapport sur le projet du Gouvernement 1837.
- BERTIN. — Chambre du Conseil 1874.
- BERTRAND E. — Loi sur les aliénés. Procès-verbaux de la Commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans la Loi du 30 juin 1838. Paris 1872.
- BARUK H. Dr. — La question des services ouverts et l'évolution de la psychiatrie médicale (A. F. 1933).

- BOGAERS. — Gestion des biens des aliénés séquestrés. France Judiciaire 1884-1885.
- BONNET H. — Réflexions sur l'administration provisoire des aliénés. (A. M. P. mai 1883).
- BRISSAUD. — Manuel d'Histoire du Droit Français.
- CAPITANT H. — Les grands Arrêts de la Jurisprudence Civile. Librairie Dalloz, 1934.
- CONSTANS A. — Aperçus historiques sur les derniers projets de modification à la loi de 1838. (A. M. P. novembre 1883.)
- CARON. — La gestion des biens des aliénés : Rapport à la Commission de Surveillance des Asiles de la Seine 1886.
- DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, V. Aliénés.
- DE CRISNOY. — Loi sur les aliénés, Revue générale d'administration. 1882.
- DUBIEF. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative au régime des aliénés. (Documents parlementaires Chambre 1903.)
— Le régime des aliénés, Paris, 1909.
- DE MOUY. — Le régime des aliénés devant le Parlement. Annexe 1871. Revue politique et parlementaire, septembre-octobre 1894.
- DURIEU et ROCHE. — Répertoire des établissements de bienfaisance. V. Aliénés.
- DUPÔUY. — Législations étrangères applicables aux services ouverts (A. F. 1931.)
- ESQUIROL. — Examen du projet de loi sur les aliénés.
- FARGEAUD. — Les aliénés internés mais non interdits et des divers modes d'administration de leurs biens. (Journal des Notaires, 1935.)
- FOVILLE. — Les aliénés, étude pratique sur la législation et l'assistance qui leur sont applicables.
- FALRET J. — Des législations étrangères sur les aliénés et des réformes proposées à la loi de 1838. Asselin 1865.
- FUZIER-HERMANN. — Répertoire général du Droit Français. De la capacité Juridique des aliénés.
- GARNIER Dr. — De la protection de la fortune des malades dans les établissements d'aliénés; ce qu'elle est, ce qu'elle doit être. (A. M. P. 8^e série t. XIV, XV, XVI, 1901-1903.)
- GLASSON. — Histoire du Droit des Institutions de la France.
- GÉRARD FRÉDÉRIC. — La révision des lois sur les aliénés. Revue critique de législation et de jurisprudence 1883.

GRISOLLE M. — L'aliéné non interdit. Sa situation légale. L'administration de ses biens. Journal des Notaires, 1909-1914.

HAYE C. et LAUZIER J. — L'Hygiène et la prophylaxie mentale base de l'assistance psychiatrique. (A. F. 1937.)

HUC. — Des aliénés et de leur capacité civile. 1883.

JULLIOT. — L'aliéné non interdit et le renouvellement des baux commerciaux, Journal des Notaires, 1936, art. 38, 979.

De l'aliénation des meubles incorporels des mineurs, des interdits et des aliénés. Journal des Notaires. 1932.

KRAFFT-EBING. — Médecine légale des aliénés. Fascicule II. Partie Civile, Edition Française, Paris 1900.

LAUZIER Dr. — La protection des biens des psychopathes. Le rôle actuel du curateur à la personne, celui qu'il devrait jouer. (Rapport d'Assistance au Congrès des Médecins Aliénistes et Neurologistes de France et des pays de langue française.

XXXVI^e session. Limoges 25-30 juillet 1932.

LECULIER H. — Rapport sur la revision de la loi du 30 juin 1838 fait au nom de la Commission de l'Hygiène. Annexe. Chambre des Députés, 15^e Législature, n° 5415.

LISLE. — La loi de 1838 sur les aliénés.

LENOAN. — La réforme du régime juridique des aliénés internés (Travaux Juridiques de l'Université de Rennes, t. X.) 1931.

LAFFONT E. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de MM. Reinach et Laffont sur les aliénés, 1894.

LEGRAND DU SAULLE. — Etude médico-légale sur l'interdiction des aliénés et le Conseil Judiciaire, 1881.

LABORI P. — Répertoire Encyclopédique du droit français, V. Aliénés.

MAIRET. — Le régime des aliénés, révision de la loi de 1838, Masson 1914.

MICHEL H. — Sur les réformes qui pourraient être apportées à la loi du 30 juin 1838. Juris Classeur Paris 1921.

Services ouverts et la loi de 1838 (AL. F. 1933).

ORELLI F. — L'incapacité Juridique des aliénés et la gestion de leurs biens. Revue générale d'administration 1920. t. II, 1921, t. I à III.

PARANT Victor Dr. — Nécessité et légalité de l'interdiction dans les maladies mentales périodiques. (A. M. P. 1914-1915.)

- PERET Raoul. — Les aliénés dans la famille. *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1903.
- PINEL. — Le régime des aliénés 1836.
- RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'aliéné et les asiles d'aliénés, Paris 1930.
- RAIGA E. — De l'insuffisance des pouvoirs de l'administrateur provisoire. Lacunes de la Loi de 1838 (A. L. F. 1935).
Compte rendu de M. Raiga sur sa gestion en 1935 en qualité d'administrateur des biens des aliénés. (AL. F. 1936.)
- ROUSSEL Ch. — Rapport fait au nom de la Commission du Sénat chargé d'examiner le projet portant révision de la loi de 1838 sur les aliénés. (Chambre des Députés annexe n° 157, 20 mai 1884.)
- SEIGNITZ et LESUEUR. — La réforme du régime des aliénés. *Revue politique et parlementaire*, 10 sept. 1908.
- SALEILLES. — Réformes sur la loi concernant les aliénés. *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1904-1905.
- SARRAUTE. — Administration provisoire des biens des aliénés. *Revue critique* 1885-1886.
Examen critique de la loi de 1838. *Revue critique* 1894.
- STRAUSS P. — Rapport sur le projet de loi soumis au Sénat (annexe n° 324, 12 juillet 1912.)
- TANON L. — Etude critique sur la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. *Revue pratique de Droit Français*, 1868.
- TARDIEU A. — Gestion des biens des aliénés non interdits, Paris 1911.
- TAGUET Dr. — Etude sur la loi des aliénés du 30 juin 1838. *Extraits des Annales de Médecine légale* 1875.
- VALROGER. — Dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des titres appartenant aux aliénés non interdits et actuellement conservés dans les caisses de la Recette des Asiles. (AL. F. 1936.)
- WEENS Ch. — Un exemple de création d'un droit coutumier en matière d'administration des biens des aliénés. *Revue générale du Droit* 1932.

THESES.

- AIAUZE Edmond. — Le rôle de l'expert médical dans l'appréciation de la capacité civile (Thèse Droit Montpellier 1927.)

- CHENOT H. — Etude juridique et critique de la condition civile des aliénés (Thèse Droit Toulouse 1906.)
- DELAT Jean. — Le Conseil judiciaire, le passé, le présent, l'avenir d'une institution. (Thèse Droit Bordeaux 1934.)
- FAIDIES. — Du régime des aliénés (Thèse Paris 1889.)
- GROSJEAN J. — De la législation sur l'aliénation mentale au double point de vue de la sauvegarde de la liberté individuelle et de la protection des biens. Sa critique et ses réformes. (Thèse Droit, Dijon, 1906.)
- LAMBERT P. — De la loi de 1838, des modifications à y apporter pour mieux garantir la liberté individuelle et les intérêts pécuniaires de l'aliéné. (Thèse Droit Paris 1889.)
- LEDoux E. — De la démence de fait et de ses conséquences juridiques (Thèse Droit. Poitiers 1908).
- PILLET G. — Des pouvoirs de l'administrateur provisoire des biens de l'aliéné interné non interdit. Thèse Droit Paris, 1926.)
- PIERRON R. — Des internements arbitraires et du régime des psychopathes. (Thèse Droit Nancy, 1937.)

REVUES ET PERIODIQUES.

- DALLOZ. — Recueil hebdomadaire de Jurisprudence.
Recueil périodique de Jurisprudence, de Législation et de Doctrine.
- Gazette du Palais.*
- Gazette des Tribunaux.*
- Journal Officiel.*
- Revue trimestrielle de droit civil.*
- Semaine Juridique.*
- SIREY. — Recueil général des Lois et Arrêts.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	11
CHAPITRE PRELIMINAIRE.	
Etude sommaire de la Législation antérieure à la loi de 1838	19
Section I Le Droit Romain.	21
Section II. L'ancien Droit	22
Section III. Le Droit Révolutionnaire.	25
Section IV. Le Code Civil	26
a) L'interdiction	27
b) Le conseil judiciaire	31
PREMIERE PARTIE.	
De la situation juridique de l'aliéné interné.	37
CHAPITRE I. — De la valeur des actes passés par l'aliéné	43
CHAPITRE II. — De l'administrateur provisoire légal ou judiciaire	59
Section I. L'administrateur provisoire légal et la commission de surveillance.	62
Section II. L'administrateur provisoire judiciaire.	65
a) Les conditions de sa nomination.	66
b) La procédure de la nomination.	71
1° Par qui peut-elle être provoquée?	
2° Les formalités préalables. Le tribunal compétent.	74
c) Les effets de cette nomination. Caractères, durée et renouvellement des pouvoirs de l'administrateur;	80
Section III Les pouvoirs de l'administrateur	82
a) Le recouvrement des créances et le paiement des dettes.	86

b) Les baux	92
c) L'aliénation du mobilier, des valeurs mobilières et autres meubles incorporels	95
d) De la signification des actes intéressant l'aliéné	102
Section IV. La responsabilité de l'administrateur provisoire	104
a) Légal.	104
b) Judiciaire	107
Section V. La fin de l'administration provisoire.	111
CHAPITRE III. — Le mandataire <i>ad litem</i>	115
Section I. Nomination, formes, tribunal compétent	119
Section II. Caractères de sa mission : la spécialité de son mandat.	121
Section III. Durée de ses pouvoirs	124
CHAPITRE IV. — La jurisprudence et les lacunes de la Loi du 30 juin 1838.	125
Section I. L'extension des pouvoirs de l'administrateur provisoire	128
1° L'aliénation des immeubles	128
2° La constitution d'une hypothèque	130
3° L'acceptation des libéralités.	131
4° La transaction	132
Section II. L'extension des pouvoirs du mandataire <i>ad litem</i>	133
1° L'instance en interdiction	133
2° L'action en divorce ou en séparation de corps	134
3° Acceptation et renonciation à une succession ou à une communauté	135
4° Le partage et l'action en partage.	139
Section III. Les problèmes soulevés par l'administration provisoire sous les différents régimes matrimoniaux.	141
CHAPITRE V. — Le curateur à la personne	145
CHAPITRE VI. — Le rôle du notaire et du procureur de la République	149
Section I. Le rôle du notaire	149
Section II. Le rôle du procureur de la République	150
APPENDICE. — L'application de la Loi de 1838 en Droit international privé.	155

DEUXIEME PARTIE.

La protection du psychopathe placé en observation dans un service de cure libre dit « service ouvert »	157
--	-----

CHAPITRE I. — L'objet d'un service ouvert.	159
--	-----

Section I. Son but.	159
-----------------------------	-----

Section II. Son fonctionnement	163
--	-----

CHAPITRE II. — Comment peut-on assurer en l'état actuel de notre Droit la protection des psychopathes en observation dans un tel service?	167
---	-----

TROISIEME PARTIE.

La réforme de la législation concernant les aliénés.	175
---	-----

CHAPITRE I. — Les critiques soulevées par l'application de la loi du 30 juin 1838.	177
--	-----

CHAPITRE II. — Les projets de revision. Etude historique.	189
---	-----

CHAPITRE III. De la capacité juridique de l'aliéné interné.	195
---	-----

CHAPITRE IV. — La commission de surveillance.	205
---	-----

CHAPITRE V. — L'administration provisoire.	209
--	-----

Section I. Les divers modes de désignation de l'administrateur provisoire.	
--	--

1° Le système du projet de 1882.	210
--	-----

2° Le système du projet de 1884	211
---	-----

3° Le système de 1887 (Projet Dubief)	212
---	-----

4° Le système de la proposition Reinach	213
---	-----

Section II. Les pouvoirs de l'administrateur	215
--	-----

A) Les pouvoirs de l'administrateur légal	218
---	-----

B) Les pouvoirs de l'administrateur datif et judiciaire.	221
--	-----

CHAPITRE VI. — Le curateur à la personne	225
--	-----

CHAPITRE VII. — L'économie générale de tous les projets de lois	229
---	-----

CHAPITRE VIII. — L'organisation de la protection des biens d'après le projet de M. Léculier.	233
--	-----

CONCLUSIONS	239
-----------------------	-----

ANNEXE	243
1° Décret du 18 juillet 1930 sur l'assistance psychiatrique en Indo-Chine	243
2° Décret du 30 décembre 1936 relatif à l'assistance psychiatrique en Nouvelle-Calédonie.	249
BIBLIOGRAPHIE	257

Vu :

Nancy, le 22 Juillet 1937.

Le Président de la Thèse :

H. SIMONNET.

Vu et approuvé

Nancy, le 25 Juillet 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

H. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 26 Juillet 1937.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

